

**Alternatives Sud**  
**Obsolète, le clivage Nord-Sud?**

# Alternatives Sud

---

## Fondateur

François Houtart

---

## Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douchamps,  
Bernard Duterme (directeur), Julie Godin, Liliane Kabugubugu,  
Aurélie Leroy, Carlos Mendoza,  
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbeeck  
Centre Tricontinental-Cetri  
Avenue Sainte Gertrude, 5  
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69  
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

---

## Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borrás (Philippines), Suzy Castor  
(Haïti), Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard  
Gentle (Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado  
(Guatemala), Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander  
(Venezuela), Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Vinod  
Raina (Inde), Emir Sader (Brésil), Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa  
(Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger), Antonio Tujan (Philippines)

---

## Éditeurs et centres associés

Alternatives (Montréal), Arc (Le Caire), Arena (Hong Kong),  
CASC (Managua), Cedetim (Paris), Cetim (Genève), Clacso (Buenos Aires),  
Cresfed (Port-au-Prince), Editorial Popular (Madrid), FTM-FMA (Dakar),  
Funde (San Salvador), CED-Grial (Louvain-la-Neuve)

---

## Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

---

## Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

---

## Illustration de couverture

Niko Si

---

## **Alternatives Sud**

Volume 23-2016 / 2

## **Obsolète, le clivage Nord-Sud?**

Points de vue du Sud

---

## **Abonnement annuel à** *Alternatives Sud*

### **4 numéros : 50 euros**

■ Au compte IBAN = BE23 0001 3060 0291 du Centre tri-continental (Louvain-la-Neuve), La Poste, Bruxelles, BIC = BPOTBEB1

■ Par carte de crédit

Visa ☐      Mastercard/Eurocard ☐

N° .....

Date d'expiration : .....

Nom et signature : .....

À faxer au +32 10 489569

ou à adresser à : [cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be)

---

© 2016, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse  
ISBN : 978-2-84950-502-1

Éditions Syllepse  
69 rue des Rigoles  
F-75020 Paris (France)  
[edition@syllepse.net](mailto:edition@syllepse.net)

Centre Tricontinental  
Avenue Sainte Gertrude 5  
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)  
[cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be)

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,  
Avenue Sainte Gertrude 5,  
B-1348, Louvain-la-Neuve

# Sommaire

## Éditorial

---

7. Réhabiliter une lecture Nord-Sud du monde

*François Polet*

## Points de vue latino-américains

---

25. Reconfigurations du clivage Nord-Sud et géographie de l'« extraction »

*Maristella Svampa*

45. La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, au Nord et au Sud

*Emir Sader*

## Points de vue asiatiques

---

59. Le piège du développement : expériences du Sud

*Sit Tsui, Erebus Wong, Wen Tiejun et Lau Kin Chi*

85. La fracture Nord-Sud en question

*Shalmali Guttal*

## Points de vue africains

---

101. La démocratie : instrument de domination ou d'émancipation du Sud ?

*Issa Shivji*

117. Clivage Nord-Sud : l'impérialisme aujourd'hui

*Samir Amin*

137. Où est l'Afrique dans le Sud global ? Leçons de Bandung et du panafricanisme

*Issa Shivji*

## Transversale

---

157. Rapports Nord-Sud ou la rigueur des concepts

*François Houtart*

179. Index
- 

181. Liste des *Alternatives Sud* parus
-



## Éditorial

# Réhabiliter une lecture Nord-Sud du monde

François Polet<sup>1</sup>

**Maintes fois déclarée caduque par les diplomates occidentaux, la grille de lecture Nord-Sud n'a pas perdu sa pertinence dans les milieux politique et universitaire au Sud. La croissance d'une poignée d'émergents et l'existence de risques globaux n'ont pas gommé les asymétries héritées des colonisations. Et les déphasages socio-historiques entre Nord et Sud alimentent des lectures divergentes des causes et réponses aux grands déséquilibres mondiaux.**

Dans un monde menacé par des risques systémiques de tous ordres, où la croissance accélérée des pays émergents et la stagnation des nations occidentales redistribuent les cartes de l'économie globale, le raisonnement en termes de relations Nord-Sud fait l'objet d'un nouveau procès en obsolescence. À l'heure où les Indiens ouvrent et ferment les aciéries aux quatre coins de l'Europe, où « *les Chinois rachètent la France*<sup>2</sup> », imités par les Qataris, ou l'inverse, cette vision d'un ordre mondial structuré entre un Nord riche et dominateur et un Sud pauvre et dominé aurait perdu sa validité. Plus grave, l'urgence des défis planétaires exige de reconnaître les interdépendances à tous les niveaux – les politiques économiques, énergétiques ou sanitaires adoptées en un point du globe ont plus que jamais des retombées sur les autres pays. Raisonner en termes

---

1. Chargé d'étude au Centre tricontinental – CETRI et doctorant en sociologie à l'Université de Liège.

2. Titre d'un numéro de l'émission *En quête d'actualité* diffusé le 3 février 2016 sur la chaîne française D8.

de Nord-Sud serait dès lors contre-productif, car générateur de dissensus, là où il importe de renforcer la coopération entre peuples et gouvernements du Nord et du Sud pour maîtriser un vivre ensemble mondial fragilisé.

### **Les enterrements à répétition du Sud**

Nouveau procès, car le verdict de la caducité du clivage « Nord-Sud », ou de ses équivalents – « tiers-monde/premier monde », « pays développés/en développement » –, est maintes fois tombé ces dernières décennies. « *The so-called Third World... a misleading term is there ever was one* » (Babb, 2009) – à l'aube des années 1980, la formule d'Alexander Haig, secrétaire d'État américain, annonce le virage reaganien vis-à-vis du « dialogue Nord-Sud » officiellement entamé dix ans plus tôt. Le dédain d'ordre sémantique pour le concept était le reflet de l'hostilité occidentale, plus ou moins assumée, vis-à-vis d'un Sud de mieux en mieux organisé politiquement (Mouvement des non-alignés, G-77, OPEP...) et de plus en plus vindicatif au sein des Nations unies. La contre-offensive des États-Unis consistera simultanément à désinvestir les instances onusiennes les plus militantes, à déstabiliser les nations du Sud liées au bloc soviétique et à imposer un aggiornamento libéral des agences internationales de développement. En France à la même époque, le courant humanitaire ascendant dénonce l'idéologie « tiers-mondiste » et l'idée que « *l'Occident est responsable de la misère du tiers-monde* » (Szczepanski-Huillery, 2005).

« *The "Third World" is dead* » assène dix ans plus tard l'éditorialiste Barbara Crossette dans les pages du *New York Times* (1994) à l'occasion du sommet Asie-Pacifique de Bogor, Indonésie. Aux antipodes du projet de solidarité afro-asiatique né en 1955 dans la ville proche de Bandung, les dirigeants des « Tigres » asiatiques tournent le dos au reste du continent pour discuter avec Bill Clinton « *zone de libre-échange et libéralisation économique* ». Après l'épuisement du dialogue Nord-Sud, c'est l'uniformisation néolibérale, la fin de la guerre froide<sup>3</sup> et les différences de trajectoire économique entre bons et mauvais élèves de la mondialisation qui sont convoquées

---

3. *Guerre froide* à l'origine de l'expression qu'Alfred Sauvy avait formulée en 1952, pour mettre en évidence l'existence, à côté du premier monde (capitaliste) et du deuxième monde (soviétique), dont le conflit accaparait l'attention, d'un « tiers-monde » qui, « *ignoré, exploité, méprisé comme le tiers-état, veut lui aussi, être quelque chose* » (*L'Observateur*, 1952).



pour justifier la relégation de l'idée de « Sud ». Tel ce diplomate français interrogé par la journaliste états-unienne, les commentateurs découvrent que le Burkina Faso et Singapour n'ont décidément rien en commun.

À l'accélération de la mondialisation économique et financière – qui impliquerait la dilution inexorable de l'ensemble Sud dans le grand marché global –, s'ajoutent les effets juridiques du « nouvel ordre mondial » post-guerre froide annoncé en 1990 par George Bush père : le consensus émergent sur le droit international et l'existence de valeurs démocratiques universelles s'accommodent mal des grands conflits idéologiques. Le programme de mondialisation de l'État de droit et de la bonne gouvernance appelle un nivellement juridique aveugle aux spécificités sociétales, aux décalages de développement, aux souverainetés étatiques. *« Le passé colonial et les contradictions entre les deux groupes de pays apparaissent ainsi mises au second plan par rapport à l'urgence d'identifier les problèmes et les responsabilités spécifiques à chaque pays »* (Gallié, 2008).

Notons que cette mise en cause de la fracture Nord-Sud n'est pas l'apanage des milieux néolibéraux adhérant aux thèses de Francis Fukuyama (« la fin de l'histoire ») ou de Thomas Friedman (« la terre est plate »). Des franges importantes de l'altermondialisme naissant voient dans le droit international un front privilégié pour imposer des normes progressistes aux multinationales « globales » et à l'ensemble des États. La « reconnexion » des économies des périphéries à celles du centre, le développement accéléré d'un capitalisme délocalisé, l'apparition d'un « sous-impérialisme » chinois en Afrique ou brésilien en Amérique du Sud, sont autant d'évolutions qui démontrent, aux yeux d'intellectuels et militants marxisants, la formation d'une classe capitaliste transnationale, incarnée par l'« homme de Davos », dont les intérêts communs transcendent les frontières étatiques (Funk, 2015). La mondialisation de la lutte des classes contre cette hyperbourgeoisie globale invite à dépasser les différences entre régions du monde.

La montée concomitante de la pauvreté dans les sociétés du Nord contribue au brouillage des frontières Nord-Sud : il y a non seulement du Nord dans le Sud, avec l'ascension financière des classes moyennes et supérieures qui profitent de la libéralisation, mais aussi dorénavant du Sud dans le Nord, où les rangs des perdants de la mondialisation ne cessent d'enfler au fil des délocalisations et du

grignotage des couvertures sociales. Ainsi, Alain Touraine estime « *qu'il n'y a plus d'affrontement entre le premier monde et le tiers-monde* », mais qu'il existe dorénavant « *une dualité, une latino-américanisation du monde entier. Riches et pauvres sont aussi nombreux à New York qu'à São Paulo, il y a un monde des riches, un monde des moyens riches, un monde des moyens pauvres et un monde des très pauvres* » (cité dans Savio, 2007). Le basculement du Sud de l'Europe dans les affres de l'ajustement structurel depuis 2010 a renforcé cette impression d'un « nivellement » du Nord vers le Sud.

Les années 2000 voient l'accentuation de deux tendances – la montée en puissance économique et diplomatique des émergents et la percée du paradigme des « *problèmes globaux à solution coopérative* » (Rogalsky, 2013) – qui alimentent la nécessité pour d'autres, de se déprendre de l'ancienne grille de lecture. La première entraîne une mutation des relations économiques et politiques sur les axes Nord-Sud et Sud-Sud, dans le sens de l'accroissement de l'influence d'une poignée de grands pays en développement, en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil, qui met un terme à l'hégémonie occidentale sur les affaires du monde. La création du G-20, le statut de premier créancier du monde tenu par la Chine ou le fait que la croissance mondiale repose sur le dynamisme des pays en développement depuis la crise financière de 2008 sont des manifestations parmi d'autres de la perte par les Occidentaux des leviers qui leur permettaient de décider « entre eux » du cours à donner au développement du capitalisme mondial.

Parallèlement, les crises climatique, financière, sécuritaire, sanitaire donnent un caractère urgent au traitement international des interdépendances planétaires, qui se conjugue dorénavant sur le mode des « risques globaux ». La double prise de conscience de la réalité du danger et de la nature intrinsèquement mondiale du phénomène impose résolument la question climatique comme enjeu global par excellence. Les plus enthousiastes parmi les promoteurs d'une gouvernance climatique mondiale y voient les linéaments d'une « *société internationale plus organisée pour protéger le bien commun* », contrainte par un danger commun indiscutable de dépasser les égoïsmes nationaux. Et de remiser les clivages d'un autre temps.

## Une question de perspective

---

Sans mettre en doute les évolutions structurelles du système mondial qui alimentent les lectures précitées, il importe d'avoir à l'esprit qu'elles constituent précisément des lectures, dans le sens où d'une part elles soulignent des aspects déterminés des transformations en cours, en euphémisant trop souvent les continuités des réalités internationales, et que d'autre part elles interprètent les effets de ces transformations dans un sens déterminé. Sans vouloir remplacer une vision tendancieuse (« le Nord-Sud n'est plus ») par une autre (« le Nord-Sud surdétermine tout »), les tendances politiques et socio-économiques esquissées plus haut méritent d'être remises en perspective.

La question des convergences socio-économiques tout d'abord. Si le poids croissant du Sud, et plus particulièrement des pays émergents, dans l'économie mondiale est indiscutable, l'impression de « rattrapage » des pays du Nord dépend hautement de l'unité de mesure – absolue ou proportionnelle – adoptée. Si l'on s'en tient aux PIB nationaux, effectivement la Chine est devenue en 2014 la principale économie mondiale<sup>4</sup>, tandis que le Brésil a dépassé en trois ans seulement le Canada, l'Espagne, l'Italie et la Grande-Bretagne, pour pointer en 2011 en 6<sup>e</sup> position, juste derrière la France. Mais si l'on ramène cette richesse à la taille de la population, le géant asiatique pointait en 2015 au 74<sup>e</sup> rang, derrière le Gabon, tandis que le Brésilien ne possède pas le tiers du revenu de l'habitant de chacun des quatre pays récemment dépassés (FMI, 2015). En cyclisme, le choix d'une longue focale écrase les distances et peut persuader le téléspectateur que le peloton est sur le point de reprendre des échappés qui conservent pourtant une avance décisive.

On peut procéder de la même manière pour ce qui est du poids du Sud dans le commerce mondial ou dans l'investissement extérieur. La part des pays développés dans les exportations est passée de 67 % à 52 % entre 1995 et 2012. Ce qui fait dire à certains que le Sud aurait « rattrapé le Nord » en termes de commerce international. Mais rapporté au poids démographique, cela signifie cependant que l'habitant moyen du Sud ne vaut pas un 7<sup>e</sup> des exportations de son homologue du Nord. Donc oui, le peloton « Sud » revient

---

4. En parité de pouvoir d'achat. Elle restait seconde en valeur nominale, avec un PIB inférieur de 40 % à celui des États-Unis (Meyer, 2015).

sur les échappés du Nord, mais l'avance initiale est tellement grande que, hormis pour quelques petits dopés aux hydrocarbures ou à la finance, le rattrapage des plus rapides prendra encore des décennies.

Pour continuer, un plan rapproché du peloton « Sud » montrerait combien la Chine « tire » une bonne partie de ce peloton (et même des échappés..., on touche là aux limites de la métaphore cycliste). En 2008, année où les économies du Nord sont entrées en crise, la part des pays en développement dans la croissance mondiale s'établissait à 70 %. Mais si l'on exclut la Chine de ce groupe, sa contribution retombe à 40 %. Et une part considérable de ces 40 % est elle-même le fait des exportations vers la Chine, qui ont supplanté les exportations vers les pays du G7... Il y a donc une concentration « *disproportionnée et écrasante* » du dynamisme du Sud sur ce seul pays (OCDE, 2010).

Une conséquence cruciale du renforcement des relations économiques entre la Chine et les autres pays du Sud est qu'il tend à « reprimariser » les économies de ces derniers, par le double vecteur de la concurrence industrielle (notamment dans le textile) et de la demande chinoise accrue de matières premières (qui renchérit la production industrielle des exportateurs de ces matières premières, syndrome hollandais). En intégrant le centre de l'économie mondiale, la Chine refoule en quelque sorte les autres dans la périphérie et dans leur rôle de fournisseur de matières premières hérité de la période coloniale. Les exportations du Chili, pays le plus riche d'Amérique latine, dépendaient en 2013 à plus de 60 % du cuivre (Funk, 2015). Avec les vulnérabilités que cette nouvelle dépendance induit. De même que la crise occidentale des années 1970 avait plongé les pays en développement dans une crise dévastatrice, la baisse de la croissance chinoise depuis 2012 a des effets dépressifs sur ses fournisseurs africains et latinos dont on commence seulement à prendre la mesure.

L'idée d'une « latino-américanisation » du Nord mérite également une fameuse remise en perspective. Oui les inégalités sociales croissent de manière inquiétante dans les pays riches, mais les sociétés européennes en particulier demeurent radicalement égalitaires par rapport au reste du monde. La comparaison des indices de Gini montre que les cent pays les plus inégalitaires au monde sont tous des pays en développement, à l'exception des États-Unis, tandis que les trente pays les plus égalitaires sont dans leur

immense majorité européens ou de la CEI. La part du PIB accordée aux dépenses publiques sociales est un autre indicateur du fossé Nord-Sud béant en termes de structure sociale : 29 % dans l'Union européenne et 19 % aux États-Unis, contre 10 % au Chili ; 3,6 % en Thaïlande et 1,4 % au Bangladesh (OCDE, 2014 ; UE, 2013 ; BAD, 2013). Quant à la part de l'emploi formel dans l'emploi global, elle était en 2009 de 85 % dans les pays riches, contre 40 % en Amérique latine et moins de 20 % en Asie et en Afrique (OCDE, 2009).

L'idée de rattrapage économique des pays du Sud mérite donc d'être relativisée – on néglige trop souvent combien ces derniers partent de loin. Il s'agit plutôt, comme le formule Guillaume Duval, d'un « *début de correction des formidables inégalités qui s'étaient creusées entre les pays développés et les autres depuis le démarrage de l'ère industrielle* » (2006). Y voir la fin des différences Nord-Sud, cela revient un peu à reproduire l'attitude de ceux qui estimaient, il y a de cela un siècle, que les premières conquêtes ouvrières et l'entrée des partis socialistes dans les parlements impliquaient la fin du conflit social et de l'idée de classe.

Doit également être relativisée l'idée selon laquelle la croissance du poids économique du Sud se traduit par un accroissement équivalent de son poids politique dans le concert des nations. Sans doute cette vision est-elle liée à « *l'autorité abusive du comptable* » qui, pour paraphraser Debray, néglige « *les epsilons qui font la différence entre le poids et le rôle d'une nation, entre une prépondérance et une influence, entre l'économique et le politique* » (2014). Et le médiologue français d'insister avec justesse sur ces facteurs politiques et culturels qui façonnent la puissance de l'Occident : une cohésion sans précédent, la faculté de présenter ses intérêts comme l'expression des intérêts de l'humanité en général, la formation des élites de la planète, le formatage des sensibilités humaines et l'avance dans l'innovation scientifique et technique. Sur tous ces plans, le rattrapage du Sud est plus lent que sur celui du PIB.

Deux asymétries extraéconomiques Nord-Sud méritent plus particulièrement d'être épinglées. Le différentiel sécuritaire tout d'abord : sur le plan quantitatif – les États-Unis à eux seuls pèsent toujours le tiers des dépenses militaires mondiales, plus du double avec l'Union européenne –, mais surtout qualitatif, à travers l'avance technologique et l'architecture sécuritaire mondiale dont l'OTAN est le cœur. L'influence prépondérante du Nord au sein des instances de la gouvernance internationale ensuite – Conseil de sécurité de

l'ONU, FMI, Banque mondiale, G8-G20. Certes cette prédominance est concurrencée du dedans (par la formation de coalitions d'émergents et l'obtention de réformes leur octroyant – un peu – plus de place), comme du dehors (par la création d'institutions financières régionales comme la Banque du Sud ou la Banque asiatique), mais elle n'a pas pour autant disparu, loin s'en faut.

Ici aussi il ne faut pas confondre les manifestations d'un rééquilibrage partiel des relations internationales avec la disparition des asymétries historiques. D'autant que ces infléchissements géopolitiques pourraient *« ne mener qu'à une reproduction des inégalités et des effets de domination Nord-Sud, la seule différence étant que quelques pays émergents du Sud s'ajouteraient au club restreint des puissances dominantes »* (Zacharie, 2016).

### **Lutter contre les asymétries internationales**

Si elle n'a plus la vigueur qu'elle avait aux grandes heures du dialogue Nord-Sud, lorsque plusieurs victoires politiques importantes furent collectivement arrachées aux pays riches, *« la notion de Sud, ou du moins l'identité commune aux pays que l'on place sous ce chapeau, est souvent reprise à leur compte par les individus, les groupes et les pays concernés »* (Gervais-Lambony et Landy, 2007). Le clivage Nord-Sud s'est davantage estompé dans l'esprit des éditorialistes du *New York Times* que dans celui des dirigeants et universitaires d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie. Et au reflux tiers-mondiste des années 1980 a succédé un ressac à la fin des années 1990 qui s'est déployé dans les années 2000 sous la forme de dynamiques politiques collectives se réclamant du Sud. Or, le recours à ce label n'est pas que sémantique, il traduit un aspect central de l'identité collective des pays qui y recourent et de leur volonté de négociation collective (Najam, 2015).

Si elles ne sont plus porteuses de modèles de développement alternatifs ou de principes géopolitiques subversifs comme elles ont pu l'être des années 1950 aux années 1970 sous la houlette du G77, du Mouvement des non-alignés ou de la Tricontinentale, ces convergences politiques « Sud » s'appuient sur les frustrations partagées vis-à-vis des « asymétries de l'ordre international » (Fernando Enrique Cardoso, ex-président brésilien) pour défendre collectivement un certain nombre de principes – traitement « spécial », responsabilités « différenciées », marges de manœuvre nationales – et adopter des positionnements concertés au sein de

l'OMC, de la Cnuced ou des négociations sur le climat (CETRI, 2007).

Dans la première de ces enceintes, la coordination de différents regroupements de pays du Sud – G90 (pays ACP, PMA et Groupe africain désirant renforcer le principe de « traitement spécial et différencié » pour les pays pauvres), G33 (pays promouvant un « mécanisme de sauvegarde spéciale » de leurs agricultures) et G20 (pays réclamant la fin des soutiens aux agricultures européenne et états-unienne) – a permis de mettre en échec les velléités occidentales d'avancer sur les sujets de Singapour<sup>5</sup> lors du sommet de Cancun en 2003. L'institution, traditionnellement dominée par les pays développés, ne s'en est jamais vraiment remise<sup>6</sup>.

Après avoir été marginalisée pendant vingt ans par la triade OMC-FMI-Banque mondiale, la crise du consensus de Washington a redonné à la Cnuced un rôle important en termes d'espace de formulation des politiques de développement. Sa double caractéristique est qu'elle est dominée par les pays en développement et porteuse depuis sa naissance, en 1964, d'une doctrine hétérodoxe du développement qui s'écarte du libéralisme et pointe les asymétries du système économique et commercial comme entraves au développement. L'idée de « marges de manœuvre politiques » ou *policy space*, qui doit permettre aux pays en développement de conserver une autonomie vis-à-vis des disciplines de l'OMC, a réactivé les tensions Nord-Sud au sein des débats sur le développement. Un réseau dynamique de centres de recherche internationaux alimente cette réflexion alternative sur le commerce, le développement et l'environnement « depuis le Sud » – le Third World Network<sup>7</sup>, le

5. Investissement, concurrence, transparence et facilitation des échanges.

6. En 2002, c'est autour de la nécessaire réforme de l'OMC qu'un débat interne à l'altermondialisme a mis en évidence l'existence de tensions « Nord-Sud » au sein du mouvement. Pour l'ONG Oxfam, à condition d'être équitable, le commerce international pouvait extraire les gens de la pauvreté dans les pays pauvres. Une position inacceptable pour Focus on the Global South et d'autres altermondialistes du Sud, comme Vandana Shiva, en ce qu'elle validait le modèle de développement basé sur les exportations qui est la source des problèmes. Plus globalement, une source de malentendu récurrente entre altermondialistes du Nord et du Sud réside dans l'existence, chez ces derniers, d'une vision stratégique « conflictuelle » des relations Nord-Sud, la mondialisation néolibérale étant comprise comme un projet de réaffirmation des intérêts occidentaux sur les régions périphériques, tout autant qu'un processus de marchandisation du monde.

7. Penang, Malaisie, [www.twn.my](http://www.twn.my).

South Centre<sup>8</sup> et le Focus on the Global South<sup>9</sup> en constituent les nœuds principaux.

Enfin, depuis le sommet de Rio de 1992, les négociations autour de l'environnement, et surtout du climat, constituent sans doute le terrain d'affrontement le plus sensible entre pays développés et en développement. Le tout récent sommet sur le climat de Paris ne l'a pas démenti (Roger, 2015). Dans les termes d'un ancien négociateur du G77 à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), les dirigeants du Sud ont explicitement formulé leur stratégie de négociation depuis l'origine des discussions autour de deux objectifs centraux : d'abord, « *s'assurer que le Sud ait un espace environnemental suffisant pour son futur développement* », ensuite « *modifier les relations économiques globales de telle manière que le Sud obtienne les ressources, la technologie et l'accès aux marchés qui puisse lui permettre de poursuivre un processus de développement à la fois sain sur le plan environnemental et suffisamment rapide pour rencontrer ses besoins et aspirations* » (Najam, 2015). Après l'épuisement du dialogue autour d'un « nouvel ordre économique international », l'agenda climatique a donc offert de nouveaux leviers aux pays en développement pour peser sur des relations internationales qu'ils continuent à vivre collectivement comme inéquitable.

### Déphasages socio-historiques

Les notions d'« interdépendances », d'« intérêts partagés » et de « biens communs mondiaux » occupent désormais une place centrale au sein des déclarations officielles et, progressivement, du droit international. Ses principaux foyers historiques sont les agences onusiennes et les grandes ONG internationales. La plupart des États occidentaux, en particulier (nord-)européens, inscrivent depuis quelques années (plus ou moins sincèrement) leur action diplomatique dans ce cadre conceptuel<sup>10</sup>. Mais en dépit du référentiel global et de la rhétorique sur les intérêts communs, la défi-

8. . Genève, <http://fr.southcentre.int/>.

9. . Bangkok, <http://focusweb.org/>.

10. . Le Livre blanc de 2009 de la coopération britannique – *Eliminating World Poverty: Building our Common Future* – était tout entier consacré à la démonstration de l'existence d'un intérêt commun aux Britanniques et au reste du monde dans les domaines de l'économie (« leur croissance tire la nôtre »), de la sécurité (« la fragilité de leurs États menace notre sécurité ») et du réchauffement climatique (« source de réfugiés et de coûts »).



dition de ces enjeux, leur conceptualisation et leur hiérarchisation sont indissociables des trajectoires historiques des États et sociétés, ainsi que de leur mode d'insertion dans l'économie mondiale (Gabas et Hugon, 2001). Par ailleurs « *ce n'est pas parce que, de par le monde, les sociétés partagent de plus en plus de risques en commun [...] qu'il nous serait désormais interdit de penser que ces risques communs ont pour origine des rapports de domination et d'exploitation aux racines anciennes et aux formes d'expression différenciées d'une société à une autre* » (Pirotte, 2016).

De fait, la grande majorité des pays en développement partagent certains grands traits qui surdéterminent leur approche des enjeux mondiaux. En particulier, d'une part leurs économies sont fortement dépendantes de l'extraction et de la transformation des matières premières, d'autre part la consommation demeure un rêve non ou mal assouvi pour la grande majorité de leur population. Ces réalités socio-économiques massives ont des effets structurants sur les positionnements internationaux, qui font que certaines préoccupations chères à l'Occident ne revêtent pas le même degré d'urgence pour les gouvernements asiatiques, africains ou latinos. Pour expliquer le déphasage entre l'ampleur des bouleversements économiques en cours et la modestie de la percée des valeurs républicaines universelles dans les pays émergents, Guy Hermet nous rappelle à bon escient que c'est « *la révolution du mode de vie pratique et non celle des droits qui revêt la priorité pour les habitants des pays émergents* » (Hermet, 2008).

En dérive une sensibilité à l'équation « environnement-développement » nettement différente de celle de nos sociétés postindustrielles, et qui n'est pas seulement le fait d'une classe politique enfermée dans un paradigme développementaliste, contrairement à ce que nos exaltés des causes indigènes lointaines prétendent. Non, la préservation de l'environnement n'est pas aussi facilement traduisible en priorité nationale quand la sécurité matérielle des masses n'est pas acquise, ou l'est trop récemment.<sup>11</sup> Et les nouvelles contraintes environnementales sont d'autant plus coûteuses à intégrer politiquement qu'elles sont largement perçues comme le résultat du développement industriel du Nord. Avec pour corollaire la réticence des grands pays forestiers du Sud à l'idée de « gestion

---

11. Le recul, dans les pays du Nord, des thématiques écologiques en temps de crise économique en constitue une illustration.

en commun » de forêts qu'ils envisagent comme un capital productif – levier de développement économique et social – ancré dans un territoire et soumis à la logique de la souveraineté étatique, davantage que comme écosystèmes fournisseurs de « services écologiques » au bénéfice de l'ensemble de l'humanité (Karsenty et Pirard, 2007).

L'équation « souveraineté nationale – intégration mondiale » est un autre puissant facteur de différenciation de posture face aux enjeux mondiaux. Les pays du Sud ont globalement plus de réticences à transférer des parts de leur souveraineté à des instances supranationales ou à s'embarquer dans des régimes internationaux contraignants. Il ne s'agit pas ici de simples égoïsmes nationaux mais d'un produit de l'histoire, ou plus précisément d'un déphasage historique entre l'expérience collective des souverainetés nationales occidentales et les processus de construction nationale inachevés au Sud. Il est plus concevable de concéder des parts de son autonomie politique lorsque celle-ci est établie et respectée de longue date. *A fortiori* lorsqu'on s'estime en capacité de peser, individuellement ou collectivement, sur les processus de décision qui forgent les grands accords internationaux.

La défiance des États du Sud vis-à-vis du concept onusien de « responsabilité de protéger<sup>12</sup> » est une manifestation de ce déphasage. Elle ne signifie pas que les gouvernements du Sud sont tous des potentats potentiels craignant la sanction internationale, mais dérive de leur perception que les pays occidentaux ont un poids disproportionné dans l'activation de ce principe. Les aventures libyenne et ivoirienne ont renforcé ce sentiment. Plus généralement en matière de diplomatie des droits de l'homme, l'attitude défensive des pays en développement vis-à-vis des références à la Déclaration universelle des droits de l'homme ne tient pas tant à « l'évaluation des valeurs proclamées » qu'à « l'appréciation portée sur les conditions de sa promulgation ». La présomption de domination dénature de ce fait la signification du texte (Badie, 2002).

---

12. Adopté en 2005, le principe de « responsabilité de protéger » autorise la communauté internationale à intervenir militairement à l'intérieur des frontières nationales de pays dont les États n'assurent manifestement pas la protection de leurs populations contre des crimes humanitaires.

## Une nouvelle déclinaison de l'hégémonie occidentale

Bien des réticences des pays du Sud vis-à-vis des raisonnements en termes d'enjeux globaux tiennent donc au fait que l'Occident conserve une place disproportionnée dans leur conceptualisation – l'idée que l'on se fait des menaces les plus fondamentales (il y a lieu ici de méditer sur l'influence des campagnes impulsées par la « société civile ») – comme dans leur opérationnalisation – les moyens techniquement les plus appropriés et socialement les plus acceptables pour les réguler. L'évolution rapide, ces dernières années, du poids économique et diplomatique de quelques émergents ne retirent pas sa validité à la réflexion de François Constantin, suivant laquelle *« dans un monde profondément inégalitaire, le discours sur les biens communs globaux apparaît comme un instrument nouveau par lequel les plus puissants [...] s'appliquent à imposer au reste du monde de nouvelles normes de comportement au nom d'intérêts supérieurs de "l'Humanité" ou des "générations futures" »* (2002).

Il en va ainsi du paradigme de la « santé globale », qui s'est essentiellement structuré dans les débats entre institutions universitaires, agences publiques, fondations et ONG humanitaires anglo-saxonnes à une époque où les épidémies dans les pays pauvres sont devenues un enjeu sécuritaire pour le gouvernement états-unien. La traduction sur les terrains du Sud des stratégies sanitaires internationales qui en découlent reflète dès lors *« la volonté, portée ou accompagnée par des institutions du Nord, de surveiller, prévenir et répondre à des risques sanitaires qui pourraient porter atteinte à la population mondiale et avant tout à leurs propres populations »* (Atlani Duault et Vidal, 2013)... à travers la mise sur pied de coalitions d'acteurs court-circuitant allègrement les institutions étatiques nationales et négligeant les pathologies locales n'ayant pas de potentiel de propagation « globale ».

Les mêmes biais sont décelables dans les modèles de gestion des ressources naturelles préconisés dans la foulée des grands accords internationaux sur la protection de la biodiversité. Imposés aux pays du Sud, ces modèles reflètent surtout des préoccupations ancrées dans les représentations environnementales occidentales, elles-mêmes soumises à des modes changeantes (conservation, protection, développement durable, participation, écotourisme, etc.). Sans compter le fait qu'une expertise toujours plus poussée est seule autorisée à définir et mettre en oeuvre les

méthodes de gestion et d'évaluation des biosphères ainsi que les délimitations et modalités d'usage légitime des ressources naturelles dans les espaces protégés (Pomel *et al.*, 2009). Une expertise dont les pays du Nord ont toujours le quasi-monopole. Ces mêmes pays pour lesquels l'accès aux ressources génétiques situées dans les forêts tropicales des pays en développement constitue un enjeu économique de premier plan (CETRI, 2013).

Au final, l'asymétrie la plus tenace entre pays du Nord et pays du Sud ne réside-t-elle pas précisément dans la capacité renouvelée des premiers à produire des lectures à portée universaliste qui promeuvent (ou épargnent) à la fois leurs intérêts et leur sensibilité, à marier stratégie de puissance et narration des intérêts supérieurs de l'humanité ? Dans cette optique, loin d'effacer les déséquilibres Nord-Sud, les discours sur les grands enjeux mondiaux en constituent la dernière manifestation. Dans le cadre de la diplomatie climatique comme dans celles des droits de l'homme, du commerce ou de l'aide, les États n'abdiquent pas de leur volonté de puissance mais visent plutôt à imposer des normes globales qui leur sont techniquement et culturellement plus accessibles qu'à leurs *outsiders* et qui reproduisent donc leur position de force. La nécessité, indiscutable, de renforcer les mécanismes de coopération internationale ne dilue pas ces rapports de force, elle leur offre un nouveau cadre.

### Bibliographie

- Atlani-Duault L. et Vidal L. (2013), « Le moment de la santé globale. Formes, figures et agendas d'un miroir de l'aide internationale », *Revue Tiers Monde*, 2013/3, n° 215.
- Babb S. (2009), *Behind the Development Banks. Washington Politics, World Poverty and the Wealth of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BAD (2013), *The Social Protection Index: Assessing Results for Asia and The Pacific*, Mandaluyong City, Philippines, Banque asiatique de développement.
- Badie B. (2002), *La diplomatie des droits de l'homme. Entre éthique et volonté de puissance*, Paris, Fayard.
- CETRI (2007), *Coalitions d'Etats du Sud – Retour de l'esprit de Bandung ?*, Alternatives Sud, vol. 14, n° 3, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Centre tricontinental.
- CETRI (2012), *(Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence*, Alternatives Sud, vol. 19, n° 1, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Centre tricontinental.
- CETRI (2013), *Économie verte – Marchandiser la planète pour la sauver*, Alternatives Sud, vol. 20, n° 1, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Centre tricontinental.
- Constantin F. (2002), « Les biens publics mondiaux, Dr. Jekyll et Mr. Hyde », in Constantin F. (dir.), *Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective ?*, Paris, L'Hamattan.
- Crossette B. (1994), « The "Third World" Is Dead, but Spirits Linger », *New York Times*, 13 novembre.
- Debray et Girard (2014), *Que reste-t-il de l'Occident ?*, Paris, Grasset.

- Duval G. (2006), « Un début de rééquilibrage Nord-Sud », *Alternatives économiques* n° 251, octobre.
- Gabas J.-J. et Hugon P. (2001), « Les biens publics mondiaux et la coopération internationale », *L'Économie politique*, 4, n° 12.
- Gallié M. (2008), « Les théories tiers-mondistes du droit international (TWAIL) : Un renouvellement ? », *Études internationales*, vol. 39, n° 1.
- Gervais-Lambony P. et Landy F. (2007), « Introduction », *Autrepart*, 1, n° 41.
- FMI (2015), *World Economic Outlook Database*, Washington, FMI.
- Friedman T. (2006), *La terre est plate : Une brève histoire du 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, Saint Simon.
- Fukuyama F. (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- Funk K. (2015), « The Global South is dead, long live the Global South », *New Political Science*, 37 : 4.
- Hermet G. (2008), « Les droits de l'homme à l'épreuve des pays émergents », in *L'enjeu mondial*, Paris, Presses de Science Po, 2008.
- Karsenty A. et Pirard R. (2007), « Forêts tropicales : la question du bien public mondial et la quête d'instruments économiques multilatéraux pour un régime international », *Revue forestière française*, 59 (5).
- Meyer C. (2015), « La Chine, première puissance économique mondiale Vraiment ? », *Le Monde*, 30 janvier.
- Najam A. (2005), « The view from the South : Developing Countries in Global Environment Politics », in Axelrod *et al.* (dir.), *The Global Environment : Institutions, Law and Policy*, Washington DC, Congressional Quarterly Press.
- OCDE (2014), *Le point sur les dépenses sociales*, novembre, Paris.
- OCDE (2010), *Perspectives du développement mondial 2010. Le basculement de la richesse*, Paris.
- OCDE (2009), « L'emploi informel dans les pays en développement, une normalité indépasseable ? », Synthèses, mars.
- Pirotte G. (2016), « Aux limites de l'interdépendance », *Politique*, n° 93, janvier-février.
- Pomel S. *et al.* (2009), « Problèmes idéologiques et genèse des modèles en environnement », in Darbon D. (dir.), *La politique des modèles en Afrique*, Paris, Karthala.
- Rogalski M. (2013), « Les rapports Nord-Sud à l'épreuve de la mondialisation », *Recherches internationales*, avril-juin, n° 95.
- Roger S. (2015), « Le G77, poids lourds des négociations sur le climat », *Le Monde*, 22 octobre.
- Sauvy A. (1952), « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août.
- Savio R. (2007), « L'économie sociale face à la globalisation », in T. Jantet et J.-P. Poulnot (dir.), *L'économie sociale, une alternative planétaire*, Paris, Charles Leopold Mayer.
- Szczepanski-Huillery M. (2005), « "L'idéologie tiers-mondiste". Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle "en crise" », *Raisons politiques*, 2, n° 18.
- UE (2013), « L'UE28 a consacré 29,1 % du PIB à la protection sociale en 2011 », communiqué de presse, eurostat.
- Zacharie A. (2016), « Quand le monde bascule », *Politique*, n° 93, janvier-février.



## **Points de vue latino-américains**

---





## Reconfigurations du clivage Nord-Sud et géographie de l'« extraction »

Maristella Svampa<sup>1</sup>

**Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Amérique latine ont renforcé, indépendamment des prétentions des gouvernements progressistes, le néo-extractivisme et la division internationale du travail. Cela participe plus globalement, au Nord comme au Sud, d'une expansion de la géographie de l'extraction. Cette géographie ne signifie pas la fin des rapports Nord-Sud, mais oblige à repenser les asymétries du monde actuel de manière plus complexe.**

L'objet de cet article est de réfléchir à la manière dont les processus de mutation géopolitique, les changements sociaux et l'expansion de la frontière technologique ont reconfiguré le clivage Nord-Sud. Afin de mettre en évidence cette reconfiguration, je me propose de développer un regard sur la géographie de l'extraction. Celle-ci souligne la permanence de l'inscription des pays d'Amérique latine dans le Sud. J'apporterai néanmoins certaines nuances, afin d'offrir une lecture plus souple de la division Nord-Sud. Cependant, avant d'entamer ce périple, il est nécessaire de nous arrêter sur les mutations du paysage global – cadre sans lequel il serait impossible de comprendre les transformations dudit clivage – et au premier chef, le processus de transition hégémonique en cours, marqué par la montée en puissance de la République

---

1. Sociologue et écrivain argentine, chercheuse au Conseil national de la recherche scientifique – Conicet, professeure à l'Université de La Plata, directrice du programme d'études critiques du développement, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

populaire de Chine et l'émergence des diktats économiques et politiques internationaux.

### **L'ascension de la Chine et le Sud global**

Pour nombre d'analystes, nous assistons à d'importants changements géopolitiques, manifestes dans le déclin du pouvoir hégémonique des États-Unis, et dans l'émergence de nouvelles puissances mondiales, parmi lesquelles se détache la République populaire de Chine. La question de cette succession hégémonique suscite aujourd'hui des débats historiographiques et politiques intenses. Il est certain, qu'entre 1989 et 2012, la Chine a émergé comme une grande puissance économique mondiale. De même, un redressement économique et commercial s'est opéré, au cours de ces dernières décennies, de l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique, incluant un large arc de cercle de pays asiatiques (Japon, Taïwan, Indonésie, Corée...).

Actuellement, la Chine est, au niveau mondial, la deuxième économie et le pôle économique le plus dynamique et le plus important. Ainsi, le pays est le premier exportateur de biens de la planète, le premier consommateur mondial d'énergie et d'automobiles, d'aluminium, de cuivre, d'étain, de soja et de zinc; le second de sucre et de pétrole; et le cinquième exportateur de services. De même, la Chine est la grande fabrique du monde, dont l'insertion commerciale ne dépend pas seulement des exportations de produits peu ou faiblement transformés, mais aussi de produits à haut niveau technologique. C'est aussi le pays qui abrite la majeure partie de la population de la planète: 1,3 milliard d'habitants, accédant tous les jours plus au monde de la consommation. Et cet accès, fortement encouragé par le régime officiel, s'inscrit dans l'urbanisation croissante et accélérée que connaît le pays. Au fur et à mesure de l'augmentation de la consommation, son industrie de plus en plus automatisée commence à réclamer davantage de ressources énergétiques et de matières premières. Pour cette raison, la Chine en est devenue le principal demandeur, ce qui a entraîné en retour la hausse des prix de celles-ci.

Par ailleurs, la Chine, représente une puissance sur le plan productif, mais aussi sur le plan financier. Les volumineux excédents commerciaux, ainsi qu'un taux d'épargne interne élevé expliquent qu'une grande partie de ces excédents soit destinée à l'achat de bons du Trésor nord-américain, dont la Chine est le principal prêteur.

De plus, elle s'est imposée comme le premier possesseur mondial de réserves financières internationales, au point qu'actuellement, quelques quarante banques centrales de toute la planète utilisent le yuan comme monnaie de réserve. Son pouvoir financier se vérifie encore dans le fait qu'elle constitue le troisième émetteur mondial de flux de capitaux des « investissements directs à l'étranger » (IDE), en 2014, et que 95 des 500 sociétés aux chiffres d'affaires les plus élevés de la planète sont originaires de l'Empire du milieu (Slipak, 2014).

Face à cette fulgurante ascension, certains prétendent que le système international évoluerait vers un monde multipolaire, où les différentes régions économiques et politiques joueraient un rôle, par exemple, à travers l'alliance entre la Chine, la Russie et l'Inde, ou, de façon générale, par le biais des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui représentent, au niveau mondial, 45 % de la population et 30 % du PIB. Pour d'autres, tel que le sinologue argentin Eduardo Oviedo (2014), la fin du monde bipolaire n'aurait pas conduit à un ordre unipolaire ou multipolaire, mais bien à un nouvel *oligopole*, où s'affirmerait la primauté hégémonique des États-Unis, établie en 1991, suite à l'effondrement du monde soviétique.

Le « répertoire » de l'oligopole inclut, outre les États-Unis, d'autres pays qui concentrent la richesse mondiale, comme le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. La fin de la phase de primauté hégémonique nord-américaine se serait produite en 2003, avec la guerre en Irak, durant laquelle les États-Unis durent faire face – contrairement à ce qui s'était passé auparavant – aux désaccords et aux résistances de divers pays. Par conséquent, l'émergence de la Chine, de l'Inde et du Brésil rend compte de la restructuration du répertoire de l'oligopole. Tandis que la superpuissance (les États-Unis) glissait vers un rôle de grande puissance, les trois pays mentionnés auraient passé la frontière des économies moyennes, pour se transformer en grandes puissances économiques. Le décentrement est cependant économique et non militaire, puisque la capacité militaire des États-Unis dépasse largement celle des autres puissances. Mais il témoigne des changements en cours dans les rapports de pouvoir : une déconcentration majeure de la force économique et une plus grande hétérogénéité civilisationnelle.

En fin de compte, dans cette phase de transition, il est évident que la Chine est l'une des principales candidates pour devenir la

nouvelle puissance hégémonique au niveau international, soit sous la forme d'un schéma multipolaire, soit sous celle d'un oligopole. Cependant, loin de tout déterminisme, il convient d'abord de remarquer que la montée en force de la Chine a été pacifique, en fonction d'une stratégie de collaboration, et non d'opposition et de confrontation avec les États-Unis. Ainsi, en réfléchissant sur les caractéristiques de cette relation, Immanuel Wallerstein s'est interrogé : « *Les États-Unis et la Chine sont-ils rivaux ? Oui, mais jusqu'à un certain point. Et sont-ils ennemis ? Non, ils ne sont pas ennemis. Est-ce qu'ils sont collaborateurs ? Ils le sont bien plus qu'ils ne voudraient l'admettre, et le seront d'autant plus dans la décennie suivante* » (Wallerstein, 2012). De plus, les États-Unis, conscients de ces mutations, ont changé leur politique extérieure, aujourd'hui orientée vers une stratégie internationale de « contention », réalisant ce que le gouvernement nord-américain a dénommé un « tournant stratégique » dans la région du Pacifique : « *a pivot to Asia* » (Fornillo, 2015).

### **L'expansion de la géographie de l'extraction en Amérique latine**

Bien que des changements se soient opérés dans la division internationale et territoriale du travail, l'ensemble de l'Amérique latine et de l'Afrique continuent de former une partie du Sud, comme en témoigne leur rôle de continents exportateurs de biens naturels. Pourtant, la géographie de l'extraction a atteint un nouveau sommet, grâce aux prix internationaux élevés des produits primaires. Dans cette optique, et, au vu du boom des « *commodities* », l'Amérique latine a vécu une période de croissance économique et de diminution de la pauvreté, accompagnée, cependant, par une tendance marquée à la « reprimarisation ». Cette tendance se vérifie dans la réorientation économique du continent vers des activités primaires extractives ou les *maquilas* (usines d'assemblage pour l'exportation), à faible valeur ajoutée.

D'une manière générale, à partir de 2003, l'Amérique latine est entrée dans le « consensus des *commodities* » (Svampa, 2013). Cette expression représente une dimension non seulement économique, mais aussi politico-idéologique du nouvel ordre, car elle évoque l'idée qu'il existerait un accord – tacite, bien que, avec le temps, de plus en plus explicité –, sur le caractère irrévocable ou irrésistible de l'actuelle dynamique « extractiviste ». Cet accord

profite de la conjonction de la demande globale croissante de biens primaires – le boom des matières premières – et des biens de consommation (de plus en plus demandés par les pays centraux et les puissances émergentes), ainsi que de la vision « eldoradiste » de l'Amérique latine, comme lieu par excellence d'abondantes ressources naturelles. Cette conjonction qui, en économie, adopte l'appellation habituelle d'« avantages comparatifs », a cimenté les bases d'une illusion développementaliste, traversant l'ensemble des pays d'Amérique latine, au-delà des différences et des nuances.

Le « consensus des *commodities* » a entraîné la croissance économique et l'augmentation des réserves monétaires, tout en produisant de nouvelles asymétries et de profondes inégalités dans les sociétés latino-américaines. Il se traduit, de plus, par une distribution inégale des conflits socio-environnementaux et territoriaux, qui opèrent maintenant sous les formes du pillage et de la dépossession. En d'autres termes, il a accentué une géographie déterminée de l'extraction et de la dépossession, ancrée en grande partie dans le Sud, à travers l'extraction de matières naturelles destinées à l'exportation, et la concentration de biens, de terres, de ressources et de territoires. Cette géographie a été mise en œuvre principalement par un certain type d'acteurs : les grandes transnationales, étroitement alliées avec les différents gouvernements (nationaux, provinciaux, locaux).

Il n'est guère fortuit qu'une partie importante de la littérature critique latino-américaine, au-delà des nuances existantes, considère que le résultat de ce processus soit la consolidation d'un type de développement « néo-extractiviste » (Gudynas, 2009 ; Acosta, 2009 ; Svampa, 2010 ; Machado Araoz, 2014), qui peut être défini comme le modèle d'accumulation basé sur l'exploitation de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables et de plus en plus rares, ainsi que sur l'expansion des frontières vers les territoires considérés auparavant comme « improductifs ». Outre cette caractéristique, cinq autres éléments cernent le néo-extractivisme.

Le néo-extractivisme se caractérise en effet par l'exportation, à grande échelle, de biens primaires, entre autres des hydrocarbures (gaz et pétrole), des métaux et minerais (cuivre, or, argent, étain, bauxite, zinc, entre autres), des produits agricoles (maïs,

soja et blé) et des agrocarburants<sup>2</sup>. La taille importante des entreprises – il s'agit en réalité de méga-entreprises, de grandes transnationales – constitue une autre caractéristique. Celle-ci nous informe sur l'ampleur des dépenses, ainsi que sur leur distribution : ce sont des activités à forte intensité de capital, mais non de travail. Au-delà de la rhétorique nationaliste en vogue, dans le cadre de ce nouveau cycle, le retour de l'État s'est opéré au sein d'un espace à géométrie variable, dont un des éléments clés serait l'association avec les capitaux privés des transnationales, dont le poids dans les économies latino-américaines, loin de s'être atténué, s'est au contraire accentué, à mesure que s'étendaient et se multipliaient les activités extractives. Un nouveau « développementalisme », plus pragmatique et sous un mode extractiviste, pas nécessairement lié aux formes de l'étatisme propre aux années 1950-1970, est devenu le trait fondamental de la pratique dominante.

Le néo-extractivisme présente par ailleurs une dynamique territoriale, qui tend à occuper de manière intensive l'espace, à travers des formes liées à la monoculture ou à la monoproduction, conduisant entre autres à remplacer d'autres formes de production (économies locales et/ou régionales). Cette pression sur les frontières combine, dans la plupart des cas, la dynamique de l'enclave ou de la fragmentation – faible inscription dans les chaînes de production endogènes, qui favorisent un modèle d'intégration territoriale et régionale – avec les déplacements de populations (dislocation des économies locales traditionnelles et expulsions). Les grandes entreprises sont alors amenées à jouer le rôle de l'acteur social total au sein des sociétés locales.

Enfin, le néo-extractivisme crée une dynamique verticale, faisant irruption dans les territoires, déstructurant les économies régionales, détruisant la biodiversité, et approfondissant de manière dangereuse le processus d'accaparement des terres ; violant ainsi les processus de décision citoyenne – plus particulièrement ceux des populations paysannes et indigènes, ainsi que des habitants des petites et moyennes localités. Défini de la sorte, le néo-extractivisme dépasse le cadre des activités considérées traditionnellement

---

2. Ceci entraîne l'augmentation des asymétries entre la géographie de l'extraction et celle de la consommation : par exemple, aujourd'hui, 26,2% de la bauxite produite dans le monde l'est en Amérique latine, bien qu'elle n'en consomme que 2,9% ; quant au cuivre, elle en produit 45,1%, et en consomme 6,1% ; pour ce qui est de l'or, elle en produit 15,2% et en consomme 3% (Machado Araoz, 2012).

comme extractives. Outre les méga-mines à ciel ouvert, l'expansion de la frontière pétrolière et énergétique (par le biais de l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnel, avec la tant controversée méthode de la fracture hydraulique ou *fracking*) et la construction de grands barrages hydroélectriques (en général, au service de la production extractive), s'y ajoutent l'expansion de la frontière de pêche et forestière, ainsi que la généralisation du modèle de l'agrobusiness (cultures transgéniques, comme le soja, l'huile de palme ou les agrocarburants).

De manière générale, le « consensus des marchandises » consacre l'Amérique latine comme une « économie adaptative », par rapport aux différents cycles d'accumulation, et s'appuie donc sur l'acceptation de la place que la région occupe dans la division mondiale du travail. Indépendamment de la rhétorique industrialiste et émancipatrice des gouvernements progressistes, revendiquant l'autonomie économique et la souveraineté nationale, tout en souhaitant la construction d'un espace politique latino-américain, s'est opéré la jonction entre deux consensus ; celui de Washington et celui des *commodities*. Au nom des avantages comparatifs ou de la pure subordination à l'ordre géopolitique mondial, selon les cas, les gouvernements latino-américains – qu'ils soient progressistes ou conservateurs –, tendent à accepter comme « destin » le nouveau consensus des *commodities*, qui, historiquement, a cantonné l'Amérique latine au rôle d'exportateur de matières premières, de biens naturels. Ils minimisent de ce fait les énormes conséquences environnementales, les effets socio-économiques (les nouveaux cadres de la dépendance et la consolidation des enclaves d'exportation), ainsi que sa traduction politique : « disciplinarisation » et formes de coercition sur la population.

Cette période d'essor économique, de reformulation du rôle de l'État, mais aussi de non-reconnaissance des conflits liés à la dynamique extractive, s'est approximativement étendue jusqu'en 2010. Cette année-là, les différents gouvernements progressistes, consolidés dans leurs mandats respectifs (nombre d'entre eux ayant renouvelé leur mandat présidentiel), ont admis et affirmé une matrice explicitement extractiviste, en raison de la virulence atteinte par certains conflits territoriaux et socio-environnementaux. De plus, l'explosion de la « conflictivité » en rapport avec les activités extractives (méga-mines, entreprises pétrolières, et, dans une moindre mesure, agro-industrie) mettrait en évidence tant les dimensions et

les alliances propres au développement hégémonique que les limitations imposées aux processus de participation citoyenne (le respect de la convention 169 de l'OIT et les consultations publiques), et l'apparition de phénomènes de criminalisation du conflit.

Autour de 2010, il y eut en Amérique latine un « blanchiment » du consensus des *commodities*, visible dans les conflits explicites au sein des territoires extractifs. Cela correspondait à la réaffirmation du positionnement extractiviste des gouvernements progressistes, à travers la multiplication de projets. Paradoxalement, cela s'est fait par le biais d'un discours industrialiste : au Brésil, ce fut le plan d'accélération de la croissance (PAC)<sup>3</sup>, qui prévoit la construction d'un grand nombre de barrages en Amazonie ; en Bolivie, ce fut la promesse du *grand saut industriel*, selon la formule lancée par le vice-président en 2010, qui multipliait les projets extractifs, entre autres, de gaz, lithium, fer, ainsi que l'agro-industrie ; en Équateur, cela prit la forme de la réforme des règles concernant les méga-mines, d'où, en conséquence, leur expansion dans le pays ; au Venezuela, ce fut le Plan stratégique de production de pétrole, qui impliquait une progression de la frontière d'exploitation dans la bande de l'Orénoque ; en Argentine, enfin, ce fut un autre plan stratégique, celui de l'agroalimentaire pour la période 2010-2020, qui prévoit notamment l'augmentation de 60 % de la production de céréales. Ainsi, au-delà des rhétoriques industrialistes de ces divers gouvernements, les changements économiques en cours visaient à renforcer le modèle extractiviste, dans un contexte qui unissait la reprimarisation et une rentabilité extraordinaire.

Au cours de cette phase, nombreux furent les conflits socio-environnementaux et territoriaux, qui réussirent à dépasser leur ancrage local, pour acquérir une visibilité nationale : que ce soit le projet de réaliser une route qui traverserait le Tipnis (Territoire indigène du parc national Isidore Secure, en Bolivie), la construction du barrage géant de Belo Monte (Brésil), la révolution populaire de Famatina et les résistances contre la méga-mine (Argentine), ou encore la suspension finale de la proposition de moratoire du parc Yasuni (Équateur). En Amérique centrale, l'un des grands projets qui a soulevé le plus de controverses, est le canal interocéanique du

---

3. Ce plan datait de l'époque de Lula da Silva, mais le financement des projets, liés aux grandes entreprises, s'est vu augmenter considérablement sous les gouvernements de Dilma Rousseff.



Nicaragua. Trois fois plus grand que le canal de Panama, il est sous concession de l'entreprise chinoise HKND<sup>4</sup>. Ce qui ressort avec évidence de tous ces conflits est la limitation à l'expansion des droits (collectifs, territoriaux, environnementaux) face à l'expansion croissante des frontières de l'exploitation du capital, qui se traduit par la recherche de biens, de terres et de territoires, et qui a réduit à néant les projets émancipateurs qui avaient soulevé de fortes attentes, surtout dans des pays comme la Bolivie et l'Équateur.

À ces conflits emblématiques, il convient d'ajouter ceux qui se produisent sous cette forme, dans des pays régis par des gouvernements néolibéraux ou conservateurs : notamment, les luttes contre les projets miniers de Conga et de Tia Maria, sous le gouvernement d'Ollanta Humala au Pérou, qui, entre 2012 et 2015, suite à la répression, ont coûté la vie à trente-cinq personnes ; l'opposition au grand projet minier de la Colosa, en Colombie ; la suspension du projet minier binational (Argentine et Chili) de Pascua Lama, qui avait fait l'objet d'une action en justice au Chili. Ainsi, la phase actuelle et les niveaux de conflits illustrent le couplage entre l'extractivisme néodéveloppementaliste et le néolibéralisme – couplage qui se manifeste de manière pragmatique au Pérou, en Colombie ou au Mexique –, ainsi qu'entre l'extractivisme néodéveloppementaliste et les gouvernements progressistes (Bolivie, Équateur, Brésil, Argentine).

Un des éléments communs aux différents gouvernements progressistes a été la stigmatisation de la contestation environnementale et la dérive vers une lecture conspirationniste. En réalité, là où il y a un conflit environnemental et territorial, médiatisé et politisé, mettant en relief les points aveugles des gouvernements progressistes, en rapport avec la dynamique de dépossession, la réaction tend à être la même. Cela remonte à 2009, en Équateur, surtout en rapport avec la méga-mine, au conflit suscité par la construction de Belo Monte, au Brésil, et à la lutte autour du TIPNIS, en Bolivie. Dans les trois cas, les partis au pouvoir ont opté pour le langage nationaliste et l'escamotage de la question, niant la légitimité de la revendication pour l'attribuer, soit à l'« écologisme infantile »

---

4. En novembre 2015, le début des travaux a été retardé suite aux protestations des organisations environnementales, mais aussi face à l'analyse critique, par des experts internationaux convoqués par l'Académie des sciences du Nicaragua, de l'étude d'impact environnemental.

(Équateur), soit à l'action des ONG étrangères (Brésil), soit, enfin, à l'environnementalisme colonial (Bolivie).

### **La Chine et l'Amérique latine**

L'émergence de nouvelles puissances mondiales a généré un nouveau contexte pour l'Amérique latine, au sein duquel le lien – inévitable et certainement nécessaire – avec la Chine ne fut pas le plus important, mais bien la manière dont ce lien s'est développé. À mon sens, la relation entre la Chine et l'Amérique latine se traduit par le renforcement de l'extractivisme et la reprimarisation des économies latino-américaines, et cette relation asymétrique manifeste le déclin d'un régionalisme rebelle.

Le renforcement de l'extractivisme, qui s'observe à l'échelle du continent, renvoie à l'intensification des exportations des *commodités*, dans le cadre d'une dynamique ascendante, visant à consolider les liens économiques avec l'Empire du milieu. Au cours de ces dernières années, les échanges entre le continent et le pays asiatique se sont assurément intensifiés. En 2000, la Chine n'occupait pas une place privilégiée en tant que destination des exportations ou origine des importations des pays de la région. Mais en quelques années, la Chine est passée devant les pays de l'Union européenne et le Japon, et juste derrière les États-Unis, en tant que partenaire commercial de la région. En 2013, elle était devenue l'origine première des importations du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay ; la deuxième de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Pérou et du Venezuela ; et la troisième de la Bolivie, du Nicaragua, d'El Salvador et du Guatemala. En ce qui concerne ses importations, la Chine est devenue la première destination des exportations du Brésil et du Chili, et la deuxième de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela (Svampa et Slipak, 2015).

Cet échange est cependant asymétrique. Alors que 84 % des exportations des pays latino-américains vers la Chine sont composés de matières premières, 63,4 % des exportations chinoises vers la région sont des produits manufacturés. Pour ne prendre que quelques exemples, l'Argentine exporte essentiellement du soja, des fruits oléagineux et des huiles végétales ; le Chili, du cuivre ; le Brésil, du soja et du minerai de fer ; le Venezuela et l'Équateur du pétrole ; le Pérou, du minerai de fer et d'autres minerais.

En outre, les capitaux d'origine chinoise sont de plus en plus présents sur le continent. Prenons l'exemple des hydrocarbures et de l'industrie minière et des métaux. Quatre importantes entreprises d'origine chinoise – Sinopec, l'Entreprise nationale du pétrole de Chine (CNCP), la China National Offshore Oil Company (CNOOC) et Sinochem – sont présentes dans la région, et participaient déjà, autour de 2010, à une quinzaine de projets d'extraction, localisés au Pérou, au Venezuela, en Équateur, en Colombie, au Brésil et en Argentine. De même, en ce qui concerne l'exploitation minière et des métaux, la Chine est présente dans la plupart des pays, même si ses investissements miniers sont surtout concentrés au Pérou, et, plus récemment, en Équateur.

Les prêts constituent un autre thème très important. Des études récentes montrent que la majorité des prêts chinois dans la région l'ont été pour les infrastructures (55 %), suivis de l'énergie (27 %) et de l'industrie minière (13 %). Le principal prêteur a été la Banque de développement de Chine, qui a concédé autour de 71 % des prêts. Si le Brésil et l'Argentine reçoivent chacun près de 14 % des prêts, le premier bénéficiaire est le Venezuela, accumulant un peu plus de la moitié des fonds prêtés, pour financer treize projets. Les prêts chinois à l'Équateur et au Venezuela occupent la place des marchés de la dette souveraine. *« Le financement chinois est souvent le "prêteur en dernière instance". Ce n'est pas bon marché, mais au vu de la préoccupation de la communauté financière internationale par rapport au Venezuela et à l'Équateur, et les primes de (haut) risque que cela entraînerait, les prêts chinois sont une option attractive »* (Myers, 2011, cité dans Slipak 2014).

Il convient d'ailleurs de s'interroger sur la destination des investissements provenant de Chine. Toutes les analyses coïncident pour affirmer que ceux-ci s'établissent majoritairement dans des activités extractives (mines, pétrole, agro-industrie, barrages géants...). Cela renforce l'effet « reprimarisant » de ces économies, opérant sous le consensus des *commodities*. Dans certains cas, les investissements chinois s'orientent vers le secteur tertiaire, mais en lien et en soutien alors aux activités extractives. À cela, vient s'adjoindre la politique des prêts conditionnés par les *commodities*, qui fait peser une menace sur le secteur des petites et moyennes entreprises ; que ce soit le risque de pollution ou la possibilité d'exporter directement vers la Chine des produits qui, auparavant, étaient transformés par les PME locales.

Enfin, les relations qui s'instaurent entre les pays périphériques, comme l'Argentine ou l'Équateur, avec la Chine, ne sont pas du même ordre que celles qui peuvent prévaloir avec un pays comme le Brésil. Il est important de prendre en compte la notion de *semi-périphérie*, pour aborder le rôle de ce pays, qui participe à d'autres regroupements internationaux (BRICS), et qui a connu, plus spécifiquement, une ascension dans l'espace latino-américain<sup>5</sup>. Cependant, même dans ce cas, la relation avec la Chine passe aussi par une voie asymétrique, qui se manifeste sous la forme d'une « désindustrialisation précoce », du fait principalement de l'incapacité des gouvernements de contrer les effets de la maladie hollandaise ; c'est-à-dire l'exportation massive des matières premières, liées à l'exploitation des ressources naturelles.

Une autre interrogation tient à l'évaluation de la portée du régionalisme latino-américain. À partir de 2000, nous avons assisté à l'émergence d'un « régionalisme rebelle » (nous reprenons l'expression de Jaime Preciado), dans une perspective anti-impérialiste, critique de la traditionnelle hégémonie nord-américaine. L'un des jalons les plus importants de ce nouveau régionalisme fut le sommet de Mar del Plata (Argentine), qui s'est tenu en 2005. Au cours de ce sommet, en effet, les pays latino-américains ont enterré la possibilité de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), et ont créé, sous l'impulsion du charismatique Hugo Chavez, l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques). Dans le cadre régional, des projets ambitieux ont été adoptés, comme celui de créer une monnaie unique (*sucre*) et la Banque du Sud. Cependant, ces projets ne se sont pas développés, en partie à cause du faible enthousiasme manifesté par le Brésil, qui, en raison de son rôle de puissance émergente, participe à d'autres associations internationales.

---

5. Oviedo résume de la manière suivante les relations entre la Chine et l'Amérique latine : « En combinant la théorie du système-monde avec la position des pays dans la structure économique internationale, les relations entre la Chine et les États latino-américains apparaissent clairement divisées en trois différents types économiques, estimés en fonction du Produit intérieur brut (PIB) des nations, selon la Banque mondiale : a) la Chine et le Brésil maintiennent depuis 2007 une relation centre-centre (du fait des capacités économiques de ces deux grandes puissances : la Chine depuis 1998 et le Brésil depuis 2007) ; b) la Chine et le Mexique mettent en place des relations centre-semi-périphéries (la Chine comme État central et le Mexique comme économie moyenne) ; et c) le reste des économies latino-américaines maintient des relations de type centre-périphéries avec la Chine. Dans la relation horizontale sino-américaine, l'Amérique latine est plutôt considérée comme objet, et non sujet de la politique mondiale » (Oviedo, 2014).

La création de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) en 2007 puis celle de la CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens) en 2010, comme forum pour traiter, en dehors de l'influence de Washington, les conflits sur le continent, jalonnent ce processus d'intégration régionale. Néanmoins, tout cela ne fut pas en mesure d'éviter que, par la suite, les États-Unis signent des traités de libre commerce (TLC) bilatéraux avec plusieurs pays latino-américains. De même, que n'a pu être empêché la création, en 2011, d'un nouveau bloc régional, l'Alliance du Pacifique, où se retrouvent le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique.

Dans cette nouvelle configuration, nombreux furent ceux qui virent d'un bon œil la relation naissante entre les pays latino-américains et la Chine, argumentant que celle-ci offrirait la possibilité d'accroître les marges d'autonomie de la région, par rapport à l'hégémonie nord-américaine<sup>6</sup>. Comme déjà mentionné, ce fut surtout l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez qui prit la tête de ce positionnement, en mettant en œuvre une politique de rapprochement manifeste avec la Chine. S'appuyant sur la richesse pétrolière de son pays, Chavez vit en la Chine l'allié commercial et politique idéal pour se distancier de l'hégémonie des États-Unis, ainsi que de la menace constante qu'ils font peser sur le régime vénézuélien.

Dès lors, pour certains, la relation avec la Chine, au cours de cette transition accélérée d'un monde bipolaire à un autre de caractère multipolaire, acquérait un sens politique stratégique, sous la forme d'une coopération Sud-Sud. La Chine et la Russie paraissaient ainsi devoir jouer un rôle très important dans les équilibres géopolitiques de la région latino-américaine. Cependant, au-delà de l'étiquette de « pays émergent » et de la difficulté d'accepter l'auto-présentation de la Chine comme « pays en développement<sup>7</sup> », il est évident que sa rapide montée en puissance mondiale, ainsi que la

6. Cela se serait déjà passé pendant la Guerre froide même si, aujourd'hui, suite à l'effondrement des pays socialistes, il n'existerait pas de polarisation idéologique.

7. La perception chinoise de l'Amérique latine a été condensée, en 2008, dans le document connu comme le *Livre blanc de la politique de la Chine envers l'Amérique latine et les Caraïbes*. Ce texte met en avant la nécessité que les liens sino-latino-américains s'accroissent encore, sur la base de la *complémentarité* de leurs économies. La Chine a rendu explicite sa fascination pour la richesse naturelle latino-américaine, en proposant une intégration commerciale, en mettant l'accent sur les avantages comparatifs étiatiques classiques, qui renforcerait le rôle latino-américain de fournisseur global de produits de base, et ce jusqu'à hypothéquer les possibilités de développement industriel de diverses activités (Svampa et Slipak, 2015).

*realpolitik* des relations commerciales avec les pays latino-américains, sont loin de correspondre à l'hypothèse d'une relation symétrique Sud-Sud.

L'orientation prise par les relations entre la Chine et les différents pays latino-américains a atténué la thèse de la coopération Sud-Sud. De même, la reconfiguration d'une UNASUR de « basse intensité » (Comini et Frenkel, 2014), marquée par la fin des grands dirigeants régionaux (la mort de Hugo Chavez et de Nestor Kirchner, l'éloignement de Lula Da Silva ; trois leaders qui s'étaient largement engagés dans l'intégration régionale), ainsi que par l'émergence de nouveaux alignements régionaux (Alliance pour le Pacifique), à caractère plus libéral, ont amené à relativiser la thèse du régionalisme rebelle.

Actuellement, les deux thèses – celle de la coopération Sud-Sud avec la Chine comme celle du régionalisme rebelle – paraissent plus correspondre à une sorte de *wishfull thinking*, qu'aux pratiques économiques et commerciales réellement existantes des différents gouvernements progressistes latino-américains. En effet, la signature par la plupart des gouvernements latino-américains (dont nombre d'entre eux compromettent leur économie pour des décennies) de conventions ou de TLC avec le géant asiatique, loin d'être l'exception, constitue au contraire la règle générale. Or, au lieu de garantir l'intégration latino-américaine, ces accords ne font que renforcer la concurrence entre les pays, en tant qu'exportateurs de *commodities*.

Dix ans après l'enterrement de l'ALCA (2005), dont l'écho demeure tenace dans l'imaginaire anti-impérialiste latino-américain, la consolidation des relations asymétriques avec la Chine est devenue évidente. 2015 fut ainsi une année symbolique : commencée avec la signature de nombreuses conventions commerciales entre l'Argentine et la Chine, elle s'est achevée par des accords conclus entre la Chine et la Bolivie. D'un côté, les conventions sino-argen-tines signées à la faveur d'un voyage médiatisé de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner portent entres autres sur des infrastructures et des entreprises, mais contiennent aussi de nombreuses clauses secrètes qui compromettent pour longtemps l'avenir du pays. De l'autre côté, les accords sino-boliviens signés par le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera comprennent un crédit de plusieurs millions pour financer onze importants travaux d'infrastructure – des « méga-routes », qui relieront par trois voies

distinctes l'Amazonie, les vallées et l'Altiplano, ainsi que des voies ferrées – et d'énergie électrique.

Par ce biais, la Chine se transformera en principal créancier de la Bolivie, déplaçant les institutions financières contrôlées par les États-Unis et l'Union européenne. Malgré l'enthousiasme que cela a suscité en Bolivie, peu de personnes paraissent s'interroger sur ce qui arrivera aux populations paysannes et indigènes s'opposant à ces mégaprojets. Ou si ceux-ci affecteront les aires protégées et la biodiversité. Quoi qu'il en soit, l'approfondissement de la relation avec la Chine impliquera manifestement la fin de toute perspective émancipatrice, inspirée par le *Buen Vivir* indigène. À dix ans de distance, le sommet de Mar del Plata apparaît comme le point culminant du régionalisme rebelle latino-américain, alors qu'il aurait dû être, en réalité, son point de départ, dans une perspective véritablement inclusive, visant la création d'une nouvelle plateforme de négociation régionale, avec les nouveaux et puissants partenaires commerciaux.

Ainsi, s'il est indéniable que l'émergence et la rapide consolidation de l'influence de la Chine en Amérique latine apparaît comme une opportunité pour accroître les marges de manœuvre par rapport aux États-Unis, l'ensemble des éléments mentionnés – les revendications d'intégration régionale purement rhétoriques, la concurrence entre les différents pays de la région, l'augmentation des exportations de matières premières – consolident les asymétries, accentuant la tendance au renforcement d'un extractivisme « néodépendantiste », où la Chine apparaît tous les jours plus comme un pôle hégémonique. Dès lors, la confirmation d'une relation commerciale privilégiée, basée sur la demande de *commodities* et la consolidation d'un échange très inégal avec la Chine, marque l'émergence de nouvelles relations de dépendance ; dépendance dont les contours se définissent au gré des négociations unilatérales que ce pays poursuit avec chacun de ses partenaires commerciaux latino-américains.

Du point de vue économique, cette asymétrie s'est traduite par un processus de reprimarisation de l'économie, visible dans la réorientation des activités vers le secteur primaire extractiviste à faible valeur ajoutée. De plus, selon divers analystes, nous arriverions à la fin du « supercycle des *commodities* » (Canutto, 2014), en raison essentiellement de la décélération de la croissance chinoise. Non seulement, la majorité des gouvernements latino-américains ne sont

pas bien préparés pour faire face à la chute des prix des produits de base qu'ils exportent, mais les conséquences se font déjà ressentir dans la tendance au creusement du déficit commercial (Martinez Allier, 2015). Dit autrement, ces pays exportent beaucoup vers la Chine, sans que cela ne suffise à couvrir leurs coûts d'importations en provenance de Chine.

Tout cela entraîne non seulement un endettement, mais aussi une exacerbation de l'extractivisme ; une tendance à l'augmentation des exportations de produits primaires, afin de couvrir le déficit commercial, créant ainsi une spirale perverse (multiplication de projets extractifs ; augmentation des conflits socio-environnementaux ; déplacements de populations ; etc.). Dès lors, le débat sur les relations de l'Amérique latine avec la Chine doit être contextualisé en fonction de l'intensification des exportations des *commodities*, et, par conséquent, du renforcement de la reprimarisation et de l'extractivisme.

### **L'expansion de la géographie de l'extraction**

Face aux pressions visant à étendre la géographie de l'extraction, par le biais surtout de l'expansion de la frontière énergétique, il convient de se demander si, aujourd'hui, l'extractivisme n'est pas également une catégorie applicable au Nord global. Certes, le renforcement de l'extractivisme a affecté plus spécifiquement les pays du Sud, reconfigurant les territoires, générant de nouvelles formes de dominations, et consolidant la géographie de la dépossession, dans un contexte de plus en plus marqué par l'émergence des conflits environnementaux et territoriaux. Néanmoins, la pression pour étendre la frontière énergétique déborde clairement les pays du Sud, et permet de suivre la progression d'une dynamique territoriale extractiviste au Nord, alors même qu'on aurait pu croire que celle-ci y connaîtrait un net recul. L'exemple le plus éloquent est l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnel, avec la méthodologie controversée de la fracturation hydraulique ou *fracking*<sup>8</sup>.

---

8. Bien que connus depuis longtemps, ce n'est qu'avec l'expansion de la frontière technologique et l'imminence de l'épuisement des hydrocarbures conventionnels, que les hydrocarbures non conventionnels ont commencé à être vus comme une alternative « viable », malgré leur coût économique plus élevé, la plus grande pollution et les problèmes environnementaux qu'ils engendrent, ainsi que leur plus faible rendement énergétique. Le *shale gas*, qui existe dans des dépôts de schiste, le *tight gas* ou *gaz des sables compacts*, le *gaz de feutres de carbone*, et les bruts lourds ou *sables bitumineux*, font partie des hydrocarbures non conventionnels. Leur extraction requiert la fracturation hydraulique ou *fracking* ; technique expérimentale qui consiste à injecter à haute pression de l'eau, du



Le pari du *fracking* implique de renforcer la matrice énergétique actuelle, basée sur les combustibles fossiles et, en conséquence, suppose un net recul en termes d'alternatives ou de stratégies de transition vers des énergies propres et renouvelables. Le développement du *fracking* a été décidé par les États-Unis, au nom de l'autosuffisance et de la souveraineté en hydrocarbures. Son évolution, marquée à partir de 2000, par la série d'exemptions environnementales et économiques qu'il a requises, ainsi que par le rôle crucial du puissant lobby pétrolier, figurent dans les pages les plus sordides de la politique intérieure nord-américaine récente. Il est évident qu'au cours de la dernière décennie, le *fracking* a transformé la réalité énergétique des États-Unis, en lui octroyant une plus grande autonomie à l'égard des importations, mais aussi en vérifiant sur son propre territoire les impacts réels du *fracking* : la contamination des aquifères, les problèmes de santé des personnes et des animaux, les mouvements sismiques, les plus grandes émissions de gaz méthane, etc.

Le caractère controversé du *fracking* se manifeste par le biais d'une cartographie mouvante et intensive du conflit, qui a explosé au cœur du Nord impérial, comme l'ont démontré son interdiction au Vermont et le moratoire décidé dans des États, tels que ceux de New York et de Los Angeles. Au Canada, dans la région du Québec, les luttes ont débouché sur la prohibition du *fracking*, tandis qu'en Colombie britannique se développent aujourd'hui des résistances indigène-urbaines, en rapport avec l'oléoduc de 1 100 km qui transporte le bitume depuis la région d'Alberta. En Europe, le panorama est aussi très versatile. La France et la Bulgarie ont interdit le *fracking*, tandis que d'autres pays ont mis en œuvre des moratoires. Entre 2013 et 2014, plusieurs pays ont ouvert leurs portes au *fracking*, stimulés par le modèle nord-américain et l'extension de la crise économique.

En Grande-Bretagne, au milieu d'importants conflits, le moratoire a été levé, et le gouvernement de Cameron a promis des avantages fiscaux aux communes qui acceptaient le *fracking*, tout en cherchant à l'autoriser sur tout le territoire, et ce y compris dans les aires naturelles protégées. Autre scène de conflit : la Roumanie. Le moratoire en vigueur n'a pas été respecté et le gouvernement

---

sable, et des produits chimiques dans les formations rocheuses riches en hydrocarbures afin d'accroître leur perméabilité.

a concédé des permis d'exploration à Chevron. En Espagne, la dispute entre le gouvernement et les résistances sociales est très intense, mais la nouvelle la plus récente provient d'Allemagne, où, en 2014, a été approuvé un moratoire de huit ans.

Le fracking constitue un tour de vis de l'extractivisme, aux conséquences considérables aux niveaux local et mondial. Alors que dans le Sud, les résistances sociales prennent de l'ampleur, de nouveaux conflits émergent dans le Nord global, autour des biens naturels ; ce qui jusqu'il y a peu semblait toujours plus lointain ou réservé aux pays périphériques. En somme, et même si cela n'équivaut pas à une rupture de la géographie néocoloniale ou de la configuration des rapports Nord-Sud, ce même phénomène présent au Sud comme au Nord nous oblige à complexifier la lecture du monde actuel. Ceci ne signifie pas que les asymétries entre les uns et les autres ne se soient pas accrues, mais cette nouvelle expansion de la géographie de l'extraction nous amène à penser la problématique en termes civilisationnels, tout en ouvrant la possibilité de créer d'autres ponts et liens de solidarité à l'échelle mondiale, qui constitueraient de la sorte une nouvelle cartographie des résistances.

Traduction de l'espagnol : Magali Scheppers et Frédéric Thomas

### Bibliographie

- Acosta A. (2009), *La maldición de la abundancia*, Quito, Abya Yala.
- Canutto O. (2014), « The Commodity Super Cycle : Is This Time Different ? », *Economic Premise*, World bank, n° 150, juin.
- Comini N. et Frenkel A. (2014), « Una Unasur de baja intensidad. Modelos en pugna y desaceleración del proceso de integración en América del Sur », *Nueva Sociedad*, n° 250, mars-avril.
- Gudynas E. (2009) « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », *AVV. Extractivisme, Politique et Société*, Quito, CAAP, CLAES.
- Machado Aráoz H. (2012), *Naturaleza mineral. Una ecología política del colonialismo moderno*, Thèse en Sciences Humaines, faculté des Humanités, Université nationale de Catamarca, Argentine.
- Machado Araoz H. (2014), *Potosí, el origen*, Buenos Aires, Mardulce.
- Martinez Allier J. (2015), « El triunfo del posextractivismo en 2015 », [www.sinpermiso.info/](http://www.sinpermiso.info/).
- Oviedo E. (2014), « América Latina : entre la hegemonía estadounidense y la influencia china ». *FLACSO-ISA Joint International Conference. Global and Regional Powers in a Changing World*, <http://web.isanet.org/>.
- Slipak A. (2014), « La expansión de China en América Latina : incidencia en los vínculos comerciales argentino-brasileros », Congrès d'économie politique internationale, 5 et 6 novembre, Université nationale de Moreno (UNM), Buenos Aires, Argentine.
- Svampa M. et Slipak A. (2016), « China en América Latina : Del Consenso de los Commodities al Consenso de Beijing », *Ensamble*, Argentine, à paraître.

Svampa M. (2013). « Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, Buenos Aires, mars-avril.

Wallerstein I. (2012), « China y Estados Unidos: rivales o colaboradores », *La Jornada*, 22 janvier, [www.jornada.unam.mx/](http://www.jornada.unam.mx/).



## La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, au Nord et au Sud

Emir Sader<sup>1</sup>

**Sur fond de rapports centre-périphérie en recomposition, l'actuelle contradiction entre néolibéralisme et anti-néolibéralisme s'est substituée à l'opposition entre capitalisme et socialisme de l'époque bipolaire antérieure. Affaiblie au Nord, en particulier en Europe, la gauche s'est renouvelée au Sud, en particulier en Amérique latine dont les gouvernements progressistes s'imposent comme la référence de la gauche mondiale à l'ère néolibérale.**

Du point de vue idéologique, le 20<sup>e</sup> siècle a été profondément marqué par une empreinte européenne, c'est-à-dire une empreinte du Nord du monde. Du point de vue politique, par contre, les processus de rupture ont eu lieu en périphérie – de la Russie à la Chine, en passant par Cuba et le Vietnam –, avec une présence déterminante du Sud du monde. Contrairement à ce qu'avait prédit Karl Marx qui pensait que les contradictions du capitalisme exploseraient d'abord au centre de celui-ci, les politiques coloniales ont inversé la situation.

Les pays centraux, alors qu'ils exportaient ces contradictions par l'exploitation de leurs colonies, diminuaient l'effet de celles-ci dans leurs propre pays, en partageant une partie des bénéfices obtenus en périphérie, avec leur classe ouvrière – conformément aux analyses de Lénine. Ainsi s'est constituée la gauche européenne,

---

1. Sociologue et politologue brésilien, essayiste et éditorialiste, professeur émérite de l'Université d'État de Rio de Janeiro, secrétaire exécutif du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO) de 2006 à 2012, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

moins sous l'effet de la victoire soviétique, que par l'adoucissement des propres contradictions du capitalisme dans ces sociétés, en prenant prioritairement des expressions réformistes, que ce soit dans la social-démocratie ou dans le communisme.

### **Centre-périphérie et monde bipolaire**

Ce fut une période historique dont on peut souligner trois caractéristiques fondamentales. Tout d'abord, la bipolarité au niveau mondial entre deux camps, en équilibre relatif – un équilibre nucléaire à vrai dire, car sur les autres plans, les niveaux de développement du camp impérialiste mené par les États-Unis étaient supérieurs. Ensuite, le long cycle d'expansion que vécut le capitalisme – l'« âge d'or du capitalisme » selon Éric Hobsbawm – tiré par la croissance des États-Unis, de l'Allemagne, du Japon, ainsi que de l'Amérique latine et du camp socialiste lui-même. Enfin, l'hégémonie d'un modèle de bien-être social, de droits sociaux qui devaient être garantis par les gouvernements et les États.

C'est dans ce cadre que se sont constituées les gauches tant au Nord qu'au Sud du monde. Consolidation du capitalisme au centre, et domination impérialiste dans la périphérie, furent ses traits majeurs. Les processus de rupture sont apparus en périphérie là où, selon Lénine, il était plus facile de prendre le pouvoir que de construire le socialisme. L'incapacité de se propager en Europe, particulièrement en Allemagne, son maillon faible à ce moment, produisit l'isolement de la révolution russe et commença à définir son « inviabilité ». L'autre visage de la gauche au 20<sup>e</sup> siècle fut ainsi celui des ruptures révolutionnaires en Russie, en Chine, au Vietnam, à Cuba. Ainsi que des mouvements nationalistes anti-impérialistes dans de nombreux pays, en particulier en Amérique latine et en Asie.

En Amérique latine, le camp de la gauche était constitué de différents acteurs : des nationalistes, des communistes, des sociaux-démocrates, des mouvements guérilleros. Dans les nationalismes, on trouvait le péronisme (du président Juan Perón) en Argentine, le varguisme (du président Getúlio Vargas) au Brésil, le nationalisme du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) au Mexique, parmi d'autres.

Le nationalisme – comme le libéralisme – connu, en périphérie, un caractère opposé à celui qu'il eut au centre du capitalisme. Dans celui-ci, le nationalisme fut un courant de droite, de supériorité

d'une nation sur une autre, marqué par le chauvinisme et de lourdes responsabilités dans les deux guerres mondiales. En périphérie, les nationalismes ont été par contre des expressions de la lutte anti-impérialiste, l'unité nationale se forgeant contre la domination externe, inexistante au centre.

La distinction opéra aussi pour le libéralisme. Alors qu'il prit le visage de l'idéologie de la bourgeoisie ascendante en Europe, par le dépassement des traits féodaux conservateurs, dans la périphérie, sa nature fut distincte. Ce fut l'idéologie des secteurs sociaux intéressés par l'ouverture des économies, synonyme d'exportation des matières premières, c'est-à-dire les secteurs les plus conservateurs.

Quant aux partis communistes, ils furent très présents dans tout le continent, particulièrement forts au Chili, en Uruguay et au Brésil. Des partis sociaux-démocrates, les plus importants furent le Partido Socialista (PS) du Chili, Acción Democrática (AD) au Venezuela, Liberación Nacional (LN) au Costa Rica, entre autres. Et les principaux mouvements guérilleros furent le 26 de Julio à Cuba, le Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN) au Nicaragua, le Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional (FMLN) au Salvador, les Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC) et l'Ejército de Liberación Nacional (ELN) en Colombie, etc.

### **Virage néolibéral et monde unipolaire**

Au cours des dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, de profondes transformations mondiales survinrent, qui modifièrent depuis les rapports Nord-Sud jusqu'à la configuration même des gauches, dans l'une comme dans l'autre région du monde. Il s'agit d'un changement de période historique, à travers lequel nous sommes passés d'un monde bipolaire, avec un équilibre relatif entre deux camps, à un monde unipolaire, sous l'hégémonie impériale nord-américaine. Un changement fondamental donc, qui eut des effets sur le monde entier, en particulier sur le clivage Nord-Sud.

La disparition de l'URSS eut des effets au sein de la gauche mondiale dans son ensemble, en particulier sur les partis communistes. Le passage du capitalisme à son ère néolibérale provoqua un virage dans la social-démocratie au Nord et au Sud, quand ce courant adhéra aux modèles néolibéraux. La même chose se passa avec les courants d'origine nationaliste au Sud du monde, comme ce fut le cas du PRI mexicain et du péronisme argentin, avec le gouvernement de Carlos Menem dans les années 1990. Les guérillas,

à leur tour, se rendirent compte que le changement des rapports de force sur le plan international rendait impossibles leurs victoires. Au Salvador et au Guatemala se sont développés des processus de reconversion de ces mouvements en forces politiques, processus qui s'étendit à la Colombie seulement récemment. Ces forces ont ainsi disparu du champ politique de la gauche en tant que guérillas.

La configuration du camp de la gauche européenne a aussi changé, avec la disparition de l'axe socialiste-communiste qui l'avait caractérisée. En Amérique latine ont surgi de nouvelles forces qui ont mené la lutte anti-néolibérale – au Venezuela le PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela), au Brésil le PT (Parti des travailleurs), en Argentine le FPV (Front pour la victoire), en Uruguay le Frente Amplio, en Bolivie le MAS (Mouvement vers le socialisme), en Équateur Alianza País. En Europe, plus récemment, ont surgi de nouvelles forces, comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne, plus ou moins similaires aux latino-américaines.

Quels sont les points communs de ces nouvelles forces politiques du Sud du monde au 21<sup>e</sup> siècle ? Leur caractéristique principale est une lutte pour le dépassement du modèle néolibéral, actuellement hégémonique dans le capitalisme mondialisé. Or, l'Amérique latine a souffert de façon aiguë des effets de ce virage libéral. La crise de la dette dans le courant des années 1970-1980 a mis fin au long cycle d'expansion de ses économies, initié en réaction à la crise de 1929, et qui avait changé les physionomies de ses sociétés. Tous les pays ont vu se multiplier plusieurs fois leurs dettes, en raison des brusques hausses des taux d'intérêt internationaux. De pays « en développement », les pays d'Amérique latine sont entrés en récession, endettés, cherchant des accords avec le FMI pour rembourser leurs dettes.

Le terme même de « développement » disparut, remplacé par « stabilité », et la lutte contre l'inflation et les dettes publiques se substitua à la lutte contre la stagnation et la misère. Ces transformations ont servi, entre autres choses, à favoriser l'introduction des modèles néolibéraux et de leurs gouvernements. L'Amérique fut la région du monde avec le plus de gouvernements néolibéraux, opérant sous les modalités les plus extrêmes. Le pouvoir économique de l'État argentin, par exemple, a été brutalement détruit par les privatisations, dont celle de l'entreprise pétrolière nationale YPF qui avait permis au pays d'être autosuffisant en énergie. Autre exemple, le Chili, jadis référence parmi les pays les moins inégaux



de la région, en est devenu l'un des plus inégaux, privatisant des services essentiels et instituant des universités publiques payantes, parmi bien d'autres reculs.

L'Amérique latine a connu des dictatures militaires dans certains des pays politiquement les plus importants du continent – le Brésil, l'Uruguay, le Chili, l'Argentine. Ces régimes ont détruit la capacité de résistance des mouvements populaires, favorisant l'avènement de gouvernements néolibéraux. Cela explique pourquoi l'Amérique latine a particulièrement souffert de ces transformations régressives à l'œuvre à l'échelle mondiale. C'est sans doute le continent qui a vécu sous leur forme la plus concentrée, les effets des gouvernements néolibéraux.

La succession de ces trois phénomènes – dictatures et anéantissement des résistances populaires, crise de la dette, néolibéralisme – a nui drastiquement à l'image mondiale du continent, en en faisant une région servile, aux ordres du FMI, de la Banque mondiale et du gouvernement des États-Unis. À un point tel qu'on arriva presque, début des années 2000, à la signature d'un accord de libre-échange des Amériques (ALCA), emmené dans sa phase finale par les gouvernements des États-Unis et du Brésil. La victoire électorale de Lula, en 2002, permit que la nouvelle politique extérieure brésilienne freine cette signature et ouvre une voie vers le renforcement de processus d'intégration régionale non subordonnés aux États-Unis : en premier lieu, via le Mercosur, mais aussi par la création de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), de la Banque du Sud, du Conseil sud-américain de défense et, plus récemment, de la CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens).

La combinaison des transformations citées plus haut a affecté la gauche au Nord et au Sud du monde. Au Nord, et particulièrement dans l'Europe qui avait joué un rôle déterminant dans la gauche mondiale au 20<sup>e</sup> siècle, les changements furent dramatiques. Les partis communistes, sous l'effet de la chute de l'URSS, se sont affaiblis et ont cessé de jouer le rôle important qu'ils avaient tenu dans les décennies précédentes. Dans la pratique, ils ont cessé d'être un référent des gauches, plusieurs ont changé de noms, d'autres ont littéralement disparu.

La social-démocratie, de son côté, après la première année de gouvernement du socialiste François Mitterrand en France, a fait une volte-face historique, abandonnant son programme

traditionnel – et son alliance avec les partis communistes – et adhérant à des variantes des modèles néolibéraux. Cette volte-face, à son tour, eut des effets aussi en Amérique latine, où les partis sociaux-démocrates – comme au Chili, au Venezuela, au Brésil, entre autres – ont suivi cette nouvelle orientation. Les partis communistes latinos souffrirent d'effets similaires à leurs homologues européens, comme les alliances qu'ils maintenaient avec les partis sociaux-démocrates. Ceux-ci, dans la lignée de leurs congénères européens, ont opté pour les recettes néolibérales.

Particularité de l'Amérique latine jusque-là, les pouvoirs nationalistes comme le PRI mexicain et le péronisme argentin, se rallièrent, eux aussi, aux politiques néolibérales, remplissant presque entièrement le paysage politique continental de gouvernements néolibéraux. Le panorama des gauches, ainsi, se rénova radicalement à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, conformément au changement de physionomie du capitalisme lui-même. Le passage d'un capitalisme de bien-être social, keynésien ou régulateur, à un capitalisme néolibéral, de marché, de libre-échange, a impliqué un changement des conditions historiques de lutte pour la gauche.

D'une gauche anticapitaliste – dans les cas de la social-démocratie à ses origines, des partis communistes et trotskistes –, on passa à une gauche anti-néolibérale. Avec la disparition du dénommé camp socialiste, avec la Chine incorporant des éléments d'économie de marché dans son projet de construction d'une nouvelle société, avec le Vietnam et Cuba obligés de trouver des formes d'adéquation au marché global, la contradiction de l'époque historique antérieure – entre capitalisme et socialisme – donna lieu à la contradiction entre néolibéralisme et anti-néolibéralisme.

### **Politiques d'austérité et crise de la gauche européenne**

La centralité du néolibéralisme est un fait, en tant que forme adoptée par le capitalisme dans la nouvelle période historique. La ligne de démarcation entre gauche et droite passe par cette ligne. La social-démocratie joue le rôle d'une nouvelle droite, quand elle commence à suivre des politiques néolibérales. La nouvelle gauche est celle qui assume la lutte anti-néolibérale comme objectif principal. En Europe, l'hégémonie néolibérale s'imposa non seulement par le biais des politiques nationales, mais aussi par la forme que prit l'unification européenne. La consultation citoyenne ne se fit pas autour de l'unité européenne, mais bien à propos de l'acceptation

d'une monnaie unique, d'une vision monétaire de la construction européenne. Les deux principaux courants politiques de chaque pays, originellement la droite et la gauche, adhèrent au processus d'unification, à la monnaie unique et au renoncement des pouvoirs nationaux au profit des institutions européennes.

Depuis la profonde crise économique de 2008 qui affecte toujours aujourd'hui le centre du capitalisme, l'austérité est la voie choisie par les politiques néolibérales dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Tant les partis sociaux-démocrates que les conservateurs ont mis en pratique ces politiques, menant à la perte de légitimité généralisée des gouvernements. Chaque élection est un cauchemar pour les gouvernements en fonction, sociaux-démocrates ou conservateurs, car ils sont systématiquement mis en échec par les effets sociaux dévastateurs de ces politiques, par lesquelles l'Europe détruit le généreux État de bien-être social qui l'a caractérisée pendant plusieurs décennies.

La distinction entre droite et gauche en vigueur au siècle passé a donné lieu à un groupe de partis liés aux politiques d'austérité d'une part, et à des manifestations de mécontentement envers ces politiques, d'autre part. Les transformations opérées en France dans ce cadre sont particulièrement significatives et douloureuses. Engels avait caractérisé la France comme un « laboratoire d'expériences politiques », un pays où les phénomènes politiques se produiraient toujours de façon exacerbée, radicalisés par la gauche, comme en 1789, 1830, 1848, 1871. La classe ouvrière y serait une classe d'avant-garde, divisée entre un secteur communiste et un secteur social-démocrate, mais toujours avec un fort lien de classe.

Cela se passa tout au long du 20<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la crise finale du camp soviétique, et l'adhésion de la social-démocratie aux politiques néolibérales. Résultat de ces phénomènes, auxquels s'ajoute l'instrumentalisation des migrants comme menace potentielle des droits des travailleurs « nationaux », la grande majorité de la classe ouvrière française vote depuis plus de deux décennies pour l'extrême droite. Le drame de ce changement révèle, de façon radicale, des transformations profondes dans l'aliénation des classes sociales, avec ses conséquences sur le plan des formations politiques. Dans chaque pays, prévaut une dispute pour définir quelle force politique va tirer profit des dégâts des politiques d'austérité. En France, c'est le Front national. En Espagne, Podemos. En Grèce, Syriza qui a réussi à s'adjoindre une force nationaliste de droite

pour former un gouvernement en résistance aux politiques d'austérité de l'Union européenne.

Dans son ensemble, la gauche s'est beaucoup affaiblie en Europe, piégée par les politiques d'unité autour de l'austérité, ainsi que par le rôle écrasant de la vague néolibérale. Quelques groupes de petite taille sont restés, certains ont grandi, comme en Grèce et en Espagne, mais toujours avec des difficultés pour contourner les pièges de l'unité européenne et de la monnaie unique, obstacles que rencontre le gouvernement de Syriza en Grèce pour rompre avec le néolibéralisme. Ces difficultés renforcent l'idée que la référence fondamentale pour l'organisation du champ politique et des politiques de la gauche est l'hégémonie néolibérale à l'échelle mondiale et à l'intérieur de chaque pays. La gauche, d'après cette référence, agrège les forces qui s'opposent aux gouvernements et aux politiques néolibérales, aux niveaux national et global.

### **Virage à gauche latino-américain**

---

On l'a dit, l'Amérique latine est la région du monde qui a souffert des effets des politiques néolibérales sous leur forme la plus concentrée, dans chaque pays et pour l'ensemble du continent. Cette hégémonie s'est exprimée avec le plus d'intensité dans les années 1990, quand pratiquement toute la région était gouvernée par des forces politiques néolibérales. La résistance à ce néolibéralisme a davantage eu pour principaux protagonistes les mouvements sociaux que les partis politiques. Une expression de ce mouvement de résistance fut le Forum social mondial (FSM), organisé à Porto Alegre, comme manière et volonté d'articuler toutes les formes de résistance au néolibéralisme.

Les FSM ont joué un rôle important de regroupement de la gauche sous ses différentes formes d'expression. Malheureusement, ils eurent, dès leur lancement, une limitation qui allait les conduire à un essoufflement relativement rapide. La composition même des instances de direction du FSM, avec la prédominance des organisations non gouvernementales (ONG), mena à décider de l'exclusion des forces politiques, partisans, gouvernementales et de toute forme d'expression de la politique. Le FSM s'autolimita volontairement à la sphère sociale.

Cette conception se cristallisait dans l'idée d'une « autonomie des mouvements sociaux », qui coïncidait avec les positions de Toni Negri et de John Holloway, de sous-estimation et d'exclusion du rôle

de l'État et, avec lui, de la politique et des partis. Une vision basée principalement sur l'exemple de la lutte des zapatistes au Sud du Mexique et des « *piqueteros* » en Argentine. Une vision où l'autonomie se prend en opposition au politique, renonçant ainsi à la dispute hégémonique pour des alternatives globales de société. Vingt ans après le soulèvement du Chiapas, qui a propulsé les zapatistes comme nouvelle force politique, leur présence au niveau national est pratiquement inexistante, alors que les transformations dans l'État du Chiapas lui-même n'ont pas été suffisantes pour y changer les conditions de vie et les rapports sociaux et politiques.

Du côté des *piqueteros* argentins, après la fin spectaculaire de la parité avec le dollar qui a conduit l'Argentine à la plus grave crise de son histoire, on a aussi renoncé à disputer l'hégémonie politique au niveau national, en ne participant pas au processus électoral. Leur mot d'ordre « Qu'ils s'en aillent tous » les conduisit à s'opposer à toute candidature, considérant qu'aucun candidat n'obtiendrait la légitimité suffisante pour gouverner le pays. Or Nestor Kirchner finit par gagner les élections présidentielles de 2003, dont Carlos Menem, avant de renoncer au second tour, avait remporté le premier en promettant une dollarisation définitive de l'économie, aux effets éblouissants pour le pays et toute l'Amérique latine...

Cette victoire de Kirchner en Argentine vint s'ajouter à d'autres, comme celle d'Hugo Chavez au Venezuela, en 1998, et de Lula au Brésil, en 2002, pour constituer progressivement un pôle de gouvernements de résistance au néolibéralisme. Pendant ce temps, les *piqueteros* perdirent de la force par leur renoncement à toute forme de lutte politique, jusqu'à disparaître comme mouvement. Il se confirme ainsi que le renoncement à la bataille hégémonique et politique dans une société condamne l'acteur social qui assume cette posture, à l'insignifiance, voire à la disparition comme mouvement.

Dans le même temps, surgirent des gouvernements élus à partir de l'échec et du rejet des gouvernements néolibéraux : outre donc Hugo Chavez au Venezuela en 1998, Lula au Brésil en 2002, Nestor Kirchner en Argentine en 2003, il convient d'y ajouter Tabare Vazquez en Uruguay en 2003, Evo Morales en Bolivie en 2005, Rafael Correa en Équateur en 2006, etc. Ces nouveaux gouvernements partagent un même air de famille, centré sur l'anti-néolibéralisme et axé sur la priorité aux politiques sociales, à l'intégration régionale et au retour de l'État.

La priorité n'est pas à l'ajustement fiscal, mais bien aux politiques sociales. Un trait déterminant des gouvernements de type « populaire » dans le continent le plus inégal du monde est obligatoirement la priorité aux politiques sociales redistributives, en plus des politiques salariales traditionnelles d'augmentation du pouvoir d'achat au-delà de l'inflation. Grâce à ces politiques, s'est développé un vaste marché interne de consommation, populaire, qui, à son tour, a permis la résistance aux crises externes. Ce sont des politiques fondamentales pour comprendre le soutien populaire dont ont bénéficié ces gouvernements, qui ont réussi à être élus, réélus, à faire élire leurs successeurs, assurant ainsi une grande stabilité politique et institutionnelle, comme jamais ces pays n'en avaient encore connu.

Ces gouvernements ont aussi donné priorité aux politiques d'intégration régionale et d'échange Sud-Sud, en lieu et place des traités de libre-échange avec les États-Unis. Cela a changé le type d'insertion internationale de ces pays, tant sur le plan économique que politique. Le Mercosur s'est étendu, avec l'intégration du Venezuela, de la Bolivie, de la Guyane, du Surinam et l'adhésion de l'Équateur. Se sont constitués la « Banque du Sud », le Conseil sud-américain de la défense, ainsi que la CELAC, qui intègre, pour la première fois, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, sans les États-Unis, contrairement à ce qui se passe au sein de l'Organisation des États américains (OEA).

Le rôle actif rendu à l'État est le troisième trait de cet air de famille partagé par ces nouveaux pouvoirs de gauche. Alors que le néolibéralisme promeut la toute-puissance du marché, au détriment de l'État réduit à sa forme minimale, les gouvernements post-néolibéraux ont revalorisé le rôle de l'État comme moteur de la croissance économique et garant des droits sociaux. Certes, entre ces gouvernements, il y a des nuances. Les plus modérés, comme ceux du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay, sont des gouvernements anti-néolibéraux, avec les caractéristiques que nous venons de mentionner, ce qui les positionne en rupture avec les thèses fondamentales du néolibéralisme. En découlent les transformations radicales qui ont eu lieu dans ces pays sous ces nouveaux gouvernements, si on les compare aux précédents.

Mais il y a des gouvernements qui en plus d'être anti-néolibéraux sont anticapitalistes, ou du moins prétendent l'être et prennent des mesures en ce sens. Ces gouvernements ont compris la

polarisation fondamentale du champ théorique et politique à l'ère néolibérale. Le néolibéralisme soutient que la polarisation opère entre le public et le privé. Mais c'est une construction illusoire. En réalité, pour le néolibéralisme, il s'agit de « marchandiser » tous les rapports sociaux, jusqu'à l'État, réalisant, de façon radicale, l'objectif historique du capitalisme.

### **Sphère marchande contre sphère publique**

La sphère néolibérale est la sphère mercantile, la sphère de la consommation, des consommateurs, qui trouve dans le « *shopping center* » son utopie. Une sphère où tout a un prix, tout se vend, tout s'achète, tout est transformé en marchandise. Ce n'est donc pas la sphère privée. Le terme « privé » est utilisé – comme les termes « société civile » et « citoyenneté » – pour camoufler son caractère essentiellement marchand. Et la sphère opposée n'est pas la sphère étatique, puisque l'État peut prendre des formes très diverses et simultanées. La sphère anti-néolibérale est la sphère publique, la sphère des droits et de la citoyenneté.

Telle est la polarisation réelle du champ théorique et politique à l'ère néolibérale : sphère publique contre sphère marchande. À l'ère néolibérale, démocratiser c'est « démarchandiser », c'est renforcer la sphère publique aux dépens de la sphère marchande. Au plus les politiques sociales redistributives augmentent, au plus les droits des citoyens augmentent, au plus la démocratie augmente et au plus le pouvoir du marché et du capital diminuent. À l'inverse, au plus la société et l'État se mercantilisent, au plus la démocratie se réduit dans tous leurs recoins.

Au tournant entre deux périodes historiques, la gauche s'est affaiblie à l'échelle internationale. La disparition du camp socialiste a généré une démoralisation du socialisme à l'échelle mondiale, ainsi que de l'économie planifiée, du rôle de l'État, de la politique, des partis, des organisations populaires, des solutions collectives. Un changement radical a traversé les rapports de force au niveau de chaque pays et sur le plan international. Le socialisme a disparu comme alternative concrète au capitalisme.

L'axe de la lutte s'est déplacé vers la résistance et les tentatives de dépasser le néolibéralisme. Cette lutte a vécu en Amérique latine – au sein des gouvernements progressistes mentionnés ci-dessus – et dans les processus d'intégration régionale, son moment fort. Bien que souffrant des effets de l'hégémonie idéologique,

économique et politique du néolibéralisme à l'échelle globale, ces pays ont avancé, à contre-courant mondial, dans la diminution de l'inégalité et de la pauvreté. Ils ont constitué des instances d'intégration régionale autonomes vis-à-vis des États-Unis.

Dans son ensemble, l'Amérique latine est ainsi devenue la référence principale de la gauche mondiale, à l'ère néolibérale. La région trouve dans les alliances avec la Chine et la Russie en particulier, ses formes d'articulation à l'échelle globale. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) jouent de facto un rôle d'articulation du Sud pour la construction d'un nouvel ordre économique international, alternatif à celui du FMI et de la Banque mondiale. L'Amérique latine participe directement à ce mouvement, en particulier à travers ses gouvernements progressistes, dont celui du Brésil au sein des BRICS, mais aussi par le biais d'accords établis par l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) et la CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens).

En somme, les rapports Nord-Sud connaissent de profondes reconfigurations, mais ils gardent sens et vigueur, avec d'un côté, un Nord capitaliste affaibli, et de l'autre, un Sud qui résiste, qui s'articule et se renforce, avec une gauche renouvelée, au sein duquel l'Amérique latine – grâce à ses gouvernements progressistes – joue un rôle central.

Traduction de l'espagnol : Sébastien Meyer



## **Points de vue asiatiques**

---



## Le piège du développement : expériences du Sud<sup>1</sup>

Sit Tsui<sup>2</sup>, Erebus Wong<sup>3</sup>, Wen Tiejun<sup>4</sup> et Lau Kin Chi<sup>5</sup>

**La poursuite d'un développement à tout prix, sous un mode eurocentriste et prédéfini, a piégé et fait obstacle à l'atteinte des finalités originelles des pays émergents. La mise en perspective historique de leurs processus de modernisation et d'industrialisation au regard de l'évolution du capitalisme, témoigne de l'impasse d'une mondialisation, dont les mécanismes et les institutions préservent la domination des pays « avancés ».**

Notre étude, dont cet article est un produit, a porté sur les pays suivants, classés ici par ordre alphabétique : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et le Venezuela. Le texte qui suit expose les catégories, la méthodologie et les perspectives retenues par le rapport de cette étude, en prenant comme exemples les expériences du Venezuela et de la Chine pour illustrer

---

1. Article issu du sous-projet « International Comparative Studies on National Security in the Process of Globalization » dirigé par le professeur Sit Tsui, dans le cadre du projet principal « The Structure and Mechanism Innovation for Improving Rural Governance As Base of National Comprehensive Security » dirigé par le professeur Wen Tiejun et financé par la National Social Science Foundation of China.

2. Professeur associé, Institute of Rural Reconstruction of China, Southwest University.

3. Directeur de recherche, Kwan Fong Cultural Research and Development Program, Lingnan University.

4. Doyen exécutif, Institute of Advanced Studies for Sustainability, Renmin University of China ; Institute of Rural Reconstruction of China, Southwest University ; Institute of Rural Reconstruction of the Straits, Fujian Agriculture and Forestry University.

5. Professeure associée, Department of Cultural Studies, Lingnan University, vice-présidente du Forum mondial des alternatives, et membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

le phénomène du « piège du développement » basé sur le capitalisme financier<sup>6</sup>.

Nous utilisons le terme « pays émergent » tel qu'il est généralement utilisé dans le discours international pour désigner les pays en développement qui « réussissent » relativement bien. Le mot « émergent » indique, qu'à l'exception de la Turquie, ces pays ont connu le joug colonial ou un régime semi-colonial, qu'ils ont acquis leur souveraineté nationale au terme d'une lutte pour la décolonisation et ont ensuite connu une période de « développement ». Nous insistons donc sur le fait qu'en appliquant l'adjectif « émergent » aux pays en question, nous considérons qu'il s'agit d'économies émergentes.<sup>7</sup>

Ce concept diffère clairement de la notion de « marchés émergents », utilisée par les médias et les milieux universitaires traditionnels. Cette expression implique un jugement de valeur idéologique. Elle entraîne implicitement une connotation de relation causale : la réussite des pays classés sous la rubrique « marché émergent » est attribuée à la « marchéisation ». C'est la raison pour laquelle cette notion est appliquée aux pays « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), en leur imposant ainsi une transition institutionnelle vers l'économie de libre marché, une évolution hautement appréciée par les pays occidentaux. Or, ce classement en tant que catégorie historique ne convainc pas, car il ne tient pas compte du fait qu'au 19<sup>e</sup> siècle, la Russie était une puissance occidentale, ni qu'elle constituait l'une des deux superpuissances mondiales au

---

6. Par « piège du développement », nous désignons le phénomène par lequel plus un pays en développement aspire au développement, plus il est empêtré dans un sous-développement structurel ou dans des contradictions sociales. Ce syndrome se manifeste par l'explosion des dettes étrangères, un déficit de la balance des paiements à long terme, la polarisation des revenus, une instabilité sociale et politique, une dépendance externe et même une limitation de la souveraineté. En un mot, il s'agit du cercle vicieux du sous-développement.

7. Les sept études nationales qui ont servi de base au rapport final de cette recherche ont été réalisées par : 1) Brésil : Paulo Nakatani, Rogerio Naques Faleiros, Neide César Vargas (Federal University of Espírito Santo); 2) Chine : Zhou Li, Dong Xiaodan (Renmin University of China); 3) Inde : Vinod Raina (Center for Study of Development Studies), T. Gangadharan (All India Peoples Science Network), Arindam Banerjee (Ambedkar University); 4) Indonésie : Indra Sakti Gunawan Lubis, Yulian Junaidi Jasuan (Indonesia Peasant Union/La Via Campesina); 5) Afrique du Sud : Patrick Bond, Khadija Sharife (University of KwaZulu-Natal); 6) Turquie : Galip Yalman, Aylin Topal Yilmaz (Middle East Technical University); 7) Venezuela : José Felix Rivas (Central Bank of Venezuela), Ernesto Revello (PDVSA, Petróleos de Venezuela, S.A.).

20<sup>e</sup> siècle. Dès lors, un classement aussi inapproprié irait à l'encontre d'une véritable appréciation historique.

Le rapport tente d'examiner l'évolution de la situation mondiale en se basant sur la perspective et les expériences des pays en développement. Nous sommes dès lors conscients que la catégorisation conceptuelle majoritairement admise peut susciter un certain malaise, du fait que la constellation mondiale des puissances est en train de changer et que le classement historique actuel devient obsolète. En attendant, nous souhaitons ardemment dialoguer avec les discours « dominants », tout en espérant que ceux-ci puissent comprendre que cette recherche comparative n'entend pas se laisser restreindre par les discours idéologiques eurocentriques.

### **Critères de sélection**

La sélection de sept pays ne repose pas seulement sur le fait qu'ils ont été à un moment donné des modèles de « réussite » sur le plan du développement ou que leur part dans l'économie mondiale a toujours été importante, mais surtout sur le fait qu'ils ont connu de nombreuses crises au cours de l'histoire moderne. Leurs expériences de développement sont propres à mettre en évidence le processus objectif du capitalisme mondial, et ce peut-être beaucoup plus que dans le cas des pays développés.

En outre, l'importance géopolitique de chacun de ces sept pays émergents (E7) au stade du capitalisme industriel est évidente. C'est précisément en raison de leur poids stratégique dans la formation de la constellation géopolitique que leur histoire est particulièrement instructive pour nous aider à comprendre la nature des crises mondiales. L'histoire des E7 montre comment l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont été, et sont toujours, impliquées et imbriquées dans l'évolution du système capitaliste mondial. Il importe de noter qu'avant d'être intégrés de force dans l'économie mondiale, ces pays et régions ont bénéficié d'une longue période de prospérité et que leurs économies représentaient une part écrasante de l'économie mondiale<sup>8</sup>.

---

8. Angus Madison estime qu'en 1820, le PNB de la Chine représentait 32,9 % du PNB mondial. Mais certains experts mettent ce chiffre en doute. Liu Di considère qu'en réalité, le PNB de la Chine ne dépassait pas les deux tiers de l'estimation de Madison (*History of Economics*, 2010, n° 5).

Après que l'Europe ait imposé le « progrès » historique du colonialisme et du capitalisme, les pays occidentaux sont sortis des marges du système mondial pour devenir le centre du monde. Cette évolution a eu pour effet d'accroître la disparité entre les pays occidentaux et les autres. Il ne fait aucun doute que le capitalisme industriel, qui a permis de compléter l'accumulation primitive de capitaux par le biais de la colonisation, constitue un système économique engendrant une grande richesse matérielle. Il est d'ailleurs toujours considéré comme la preuve de la supériorité de la culture occidentale et de ses systèmes sociaux.

Pendant le processus d'intégration forcée dans le système capitaliste par une colonisation violente, le niveau économique de ces régions et pays colonisés a non seulement stagné, mais il a également connu un déclin. Pire encore, certains d'entre eux ont connu une désintégration sociale (par exemple, les anciennes civilisations d'Amérique du Sud ont été totalement détruites par les Espagnols). À l'exception de la Turquie, les six autres pays ont tous été colonisés ou occupés.

Fondamentalement, les E7 peuvent être divisés en deux groupes : le premier comprend les pays caractérisés par une économie de ressources. C'est le cas de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Indonésie et du Venezuela. Le second rassemble les pays caractérisés par une économie industrielle. C'est le cas de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et du Brésil.<sup>9</sup>

### **Réflexions sur la méthodologie**

---

De nos jours, les nombreuses théories académiques ainsi que l'opinion publique imprégnées d'un jugement idéologique fort ne permettent pas de comprendre la réalité. Ces idéologies (qu'elles soient le produit intellectuel de gens de gauche ou de droite, conservateurs ou libéraux) proviennent à l'origine d'un environnement occidental, c'est-à-dire de milieux académiques et politiques occidentaux, et découlent principalement des expériences historiques de pays occidentaux. Elles pourraient, certes, s'avérer utiles pour expliquer certains phénomènes sociaux des pays occidentaux,

---

9. Le Brésil constitue un cas particulier. Ce pays dispose d'abondantes ressources naturelles, mais il a, en son temps, appliqué le modèle de développement de substitution aux importations et s'est doté d'une structure industrielle relativement complète. Toutefois, on note récemment une tendance à une « reprimarisation » de l'économie brésilienne. Pour plus de détails, voir le *Brazil Report: Historical Review*, [www.emergingcountries.org](http://www.emergingcountries.org).

mais leur application non critique à l'étude de sociétés non occidentales non seulement échouera à décrire les réalités de ces sociétés, mais reviendrait à tomber dans le piège d'un eurocentrisme primaire. S'appuyer sur des critères idéologisés pour juger les pays en développement témoignerait d'une dépendance futile envers les représentations occidentales pour comprendre les expériences de ces pays.

Et même si une telle transposition des catégories était possible sur le plan épistémologique, il n'en demeure pas moins que les pays en développement ne sont pas capables de soutenir à ce même niveau la concurrence avec les pays développés. Cela signifie que nous avons affaire ici à des réalités historiquement et ontologiquement distinctes. Autrement dit, il existe entre les pays en développement et les pays développés des différences irréductibles quant aux points de départ historiques et politico-économiques. Les premiers n'ont pas profité des avantages des seconds, eux qui ont décollé après avoir occupé des colonies (les pays européens qui n'ont pas eu l'occasion de pratiquer une colonisation à large échelle ont généralement connu un passé militariste et autoritaire). Il est donc difficile de transposer aux pays en développement les enseignements tirés des expériences des pays développés.

Au cours de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle, la crise de la mondialisation a finalement explosé dans les nations au cœur du capitalisme planétaire. Sous la pression de cet événement, les pays émergents se sont transformés en entités économiques non négligeables (ce qui a été largement reconnu comme un succès). Il est par conséquent grand temps d'abandonner les jugements idéologiques eurocentristes et de s'attarder sur les questions suivantes : quels facteurs ont permis à ces pays d'atteindre leur statut actuel ? À l'inverse, de nombreux pays en développement ne parviennent pas, après des années d'efforts, à réaliser leurs attentes originelles et, pire encore, ils continuent de tomber dans le piège du développement, incapables de trouver une issue. Quels sont les facteurs qui ont contribué à cette différence de trajectoire ?

Pour répondre à ces questions, nous devons sans aucun doute étudier la situation actuelle, mais aussi nous pencher sur l'histoire, ne pas nous limiter aux trajectoires de ces pays émergents en termes de développement, mais nous intéresser également au contexte global de la transition institutionnelle des pays avancés qui continuent à dominer le monde. Quelle est, actuellement,

la situation à laquelle ils sont confrontés au niveau mondial ? Quel scénario peut-on prévoir pour eux ?

### **Les trois S de la durabilité**

---

Si nous insistons sur la méthodologie scientifique, nous savons naturellement aussi qu'une liberté totale vis-à-vis des valeurs n'est pas possible dans la recherche en sciences humaines et sociales. En fait, le discours majoritaire prétend souvent à cette indépendance pour couvrir son idéologie. C'est pourquoi nous préférons plaider clairement pour que la « *souveraineté des ressources, la solidarité sociale et la sécurité humaine* » soient les valeurs embrassées par les pays en développement comme alternatives aux idéologies capitalistes mondiales majoritaires.

Notre projet peut être formulé comme suit : « *À partir de la souveraineté des ressources, vers la sécurité humaine, par la solidarité sociale.* » Ce n'est qu'en respectant ces trois principes en « S » que nous aurons une chance d'atteindre la durabilité éco-humaine. C'est exactement le fil conducteur de la *Declaration of 3S for Sustainability* (Déclaration des trois S pour la durabilité) proclamée lors du premier Forum Sud-Sud de la durabilité.<sup>10</sup>

### **Perspectives alternatives**

---

Le rapport de notre étude propose les perspectives alternatives suivantes :

- Le capital industriel excédentaire, quel que soit le système économique et politique, aboutit à un transfert industriel externe.

Dans les E7, le processus d'industrialisation est lié directement à la surproduction (capital industriel excédentaire) des pays développés et industrialisés. C'est elle qui a conduit à l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale ainsi qu'au transfert externe du capital

---

10. Voir la Déclaration Sud-Sud, [www.southsouthforum.org](http://www.southsouthforum.org). Le premier Forum Sud-Sud de la durabilité, qui s'est tenu du 12 au 14 décembre 2011 à l'Université de Lingnan, Hong Kong, a été coorganisé par l'Université de Lingnan, l'Université Renmin de Chine, l'Université de Pékin, l'Université Tsinghua et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Tous les enregistrements vidéo sont disponibles sur le site de l'Université mondiale de la durabilité : [http://our-global-u.org/oguorg/en/?page\\_id=175](http://our-global-u.org/oguorg/en/?page_id=175). Un second Forum de la durabilité s'est tenu à Chongqing, Chine, à l'Université du Sud-Ouest de Chine, du 8 au 10 décembre 2012. Consulter [http://our-global-u.org/oguorg/en/?page\\_id=198](http://our-global-u.org/oguorg/en/?page_id=198).



industriel qui s'en est suivi. En outre, durant la Guerre froide entre les superpuissances et dans le cadre d'une compétition industrielle vicieuse, les groupes dirigeants des E7, à la poursuite de la modernisation, ont tous adopté une politique pour attirer le capital étranger en raison du manque de capitaux nationaux, et ce indépendamment de l'idéologie qu'ils prônaient. Cette dépendance des E7 envers les capitaux étrangers les a obligés à se plier aux exigences des investisseurs étrangers qui réclamaient des changements institutionnels en échange des investissements en capital. Cette exigence pose la question de la souveraineté. Tout État qui tente ensuite de défendre et d'affirmer sa souveraineté nationale se heurte à des difficultés pour se détacher des capitaux étrangers déjà introduits dans le pays. En règle générale, il s'ensuit une explosion de conflits sociaux complexes et intenses.

- La formation de capital est directement proportionnelle aux risques socio-économico-écologiques auxquels est exposée une société, quel qu'en soit le mode (capitalisme, socialisme, etc.).

Les E7 ne font pas exception. D'une part, c'est un risque lié à l'externalisation (quand un pays accepte le transfert industriel, il doit par la même occasion accepter l'intensification des conflits sociaux engendrés par la confrontation entre le travail et le capital) et, d'autre part, la surexploitation des ressources naturelles par le capital et la dégradation environnementale qu'elle entraîne mènent souvent à une crise écologique. Les expériences des E7 montrent que, dès qu'un pays se lance dans l'industrialisation, il s'expose à une accumulation permanente de risques dus à l'intensification endogène des capitaux étrangers et à l'accumulation primitive des capitaux nationaux. Ce phénomène se reflète dans la survenance régulière de crises économiques cycliques, bien connues en économie politique. L'expérience concrète des E7 concerne dès lors la manière dont les groupes dirigeants des pays émergents traitent les crises en réalisant divers ajustements de la structure macropolitique, qui aboutissent à une transition institutionnelle endogène, généralement connue sous le vocable « réforme ».

- La mondialisation actuelle se caractérise par le transfert externe de coûts institutionnels par les pays développés dotés d'une structure économique avancée.

L'économie mondiale au stade de la financiarisation est dominée par la stratégie politico-monnaire des pays développés, axée sur leur hégémonie monétaire. En substance, il s'agit du processus par lequel les économies développées transfèrent leur crise de la dette au reste du monde par la création à grande échelle de crédits financiers. C'est la raison pour laquelle la plupart des économies E7 sont incapables d'adopter une politique nationale efficace de macrorégulation en vue de résoudre la crise engendrée par l'inflation importée. Par ailleurs, plus basse est la position d'un pays en développement dans la division internationale du travail et plus important sera le transfert institutionnel des coûts auquel il devra se soumettre. Tel est, par exemple, le cas des pays possédant des industries manufacturières qui dépendent des investissements des entreprises transnationales ou, encore, des pays dont les ressources naturelles sont sous le contrôle des entreprises transnationales.

- Les expériences positives de croissance inclusive résultent de la formation d'un capital social basé sur la souveraineté économique localisée.

Les différences de structures et systèmes économiques ont amené les pays du groupe E7 à répondre différemment aux défis de la mondialisation : les pays dépourvus d'une souveraineté économique complète sont sujets à un processus de « recolonisation ». Malgré leur approche différente du transfert de coûts énorme que leur imposent les pays développés, les pays dotés d'une souveraineté relativement complète renforcent fondamentalement la maîtrise de leur gouvernement (au niveau central ou local) pour ce qui est de la souveraineté économique. Les pays qui ont gardé la pleine souveraineté de leurs ressources sont ainsi en mesure de profiter d'une part des bénéfices découlant de la capitalisation de ces ressources grâce à la monétisation de celles-ci. De la sorte, ces pays disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour répondre à la pression vers le bas du transfert des coûts qu'implique la stratégie politico-monnaire dans un monde unipolaire.

### **Transfert des coûts**

Afin d'attirer les capitaux étrangers, les pays en développement bénéficiaires d'un transfert industriel doivent mettre en œuvre des politiques favorables au capital, indépendamment de leurs propres idéologies politiques. Ils doivent promouvoir la transition institutionnelle en fonction des exigences des pays investisseurs au cours du

processus de transfert industriel et des capitaux. La formation du capital industriel contribue à la croissance économique, mais elle n'en comporte pas moins un double risque au niveau national. En effet, le pays se trouve ainsi exposé à une plus grande probabilité de courir à la fois des risques industriels et politiques (institutionnels). En règle générale, la concentration des capitaux entraîne naturellement une intensification des risques.

Dans une très large mesure, un pays émergent qui accepte le transfert industriel ne parviendra à éviter le piège du développement que s'il est capable d'internaliser les externalités inhérentes à ce transfert, à titre de coût institutionnel au niveau national.<sup>11</sup> L'industrialisation des pays en développement après la Deuxième Guerre mondiale n'a généralement pas été de nature endogène, en raison de leur retard technologique et de la rareté des capitaux et des ressources. En outre, ils n'ont pas pu profiter de la colonisation à cet égard. Dès lors, le piège du développement au cours du transfert industriel est devenu un phénomène général. Dans quelques cas exceptionnels seulement, certains pays en développement ont réussi à échapper à ce piège.

On observe un phénomène commun parmi les pays en développement lorsqu'ils acceptent les transferts industriels et de capitaux en vue de leur industrialisation et urbanisation : ils sont contraints de supporter les coûts institutionnels endogènes au capital et à l'industrie. Les problèmes sociaux identiques à ceux qu'ont connus jadis les pays avancés se sont même aggravés dans les pays en développement, vu leur impossibilité de transférer de tels coûts vers l'extérieur. Entre-temps, les pays avancés bénéficient de rendements des capitaux plus élevés en transférant physiquement l'industrie vers l'extérieur, tout en transformant leur propre économie en capitalisme financier.

Dans le processus de développement mené par les pays avancés, on peut, à notre estime, distinguer trois étapes historiques.

---

11. Au travers d'une étude comparative des sept pays émergents, le rapport propose le concept de « double risque au niveau national », qui diffère de l'analyse de risques utilisée en microéconomie générale. Nous soulignons que les pays émergents bénéficiaires de capitaux extérieurs doivent faciliter la prise en charge institutionnelle, comme l'exige la transition institutionnelle. En général, ce sont le capital externe et les groupes d'intérêts nationaux qui participent aux bénéfices, tandis que l'État et la société doivent supporter les coûts. Il en résulte que la plupart des pays en développement sont tombés dans le « piège du développement national », qui voit les groupes d'intérêts extérieurs et nationaux s'unir au sein d'une alliance.

Le premier stade est celui de l'accumulation primitive de capitaux grâce à la colonisation, le deuxième celui du développement du capital industriel au travers de l'industrialisation et le troisième celui de la mondialisation du capital par le biais de la financiarisation (Wen Tiejun, 2012). Un examen des trois étapes du transfert industriel massif auquel les pays avancés ont procédé après la Deuxième Guerre mondiale montre que cette évolution ne résulte pas uniquement de décisions commerciales prises par des entreprises individuelles. Ces transferts sont plutôt la conséquence naturelle des contradictions macroscopiques du système mondial.

La plupart des problèmes soulevés dans les études des E7 concernent principalement le deuxième stade. Cela peut s'expliquer par le fait que l'étape du capitalisme industriel implique la règle générale suivante : dans les pays avancés à forte intensité de capital, la suraccumulation de capitaux engendre une diminution des taux moyens de profit des entreprises fournissant des produits de base, ainsi qu'une intensification des risques inhérents au capital. C'est en raison de la pression générée par cette tendance que les entreprises se sont efforcées de réduire les coûts par le transfert industriel.

Cette tendance s'est particulièrement intensifiée après la désintégration du système de Bretton Woods. Un accroissement gigantesque de l'offre monétaire a occasionné une intensification de la monétarisation et du levier financier. Cette situation a eu pour effet que le capital financier s'est dissocié de la production de biens physiques, que ce soit en agriculture ou dans l'industrie manufacturière. Depuis les années 1980, sous l'influence de l'idéologie néolibérale, les pays avancés ont vu s'accroître leur dépendance des profits générés par l'expansion des liquidités, c'est-à-dire par la création de produits financiers dérivés ou d'autres produits financiers du même type. Ils ont de ce fait bénéficié des profits institutionnels de la financiarisation. Par ailleurs, cette tendance a entraîné une hausse des coûts de fabrication. C'est ainsi que nous avons assisté au second transfert industriel.

### **Un régime favorable au capital induit par l'industrialisation**

L'économie occidentale repose sur le principe de la rareté relative des facteurs de production. Par contre, la réalité à laquelle les pays en développement sont confrontés dans leurs efforts de modernisation est celle de la rareté absolue du facteur capital : ils ne

disposent guère de capitaux qui pourraient se substituer au travail. La différence entre une situation de rareté relative et une situation de rareté absolue n'est pas de nature quantitative, mais bien de nature qualitative. C'est la raison pour laquelle l'économie occidentale basée sur la rareté relative de certains facteurs n'est pas applicable telle quelle aux pays en développement confrontés à une pénurie extrême de capitaux.

Dans leurs efforts d'industrialisation (modernisation), les pays en développement doivent faire face à une pénurie extrême de capitaux. Une politique favorable au capital est généralement inévitable. La plupart des pays en développement qui acceptent le transfert industriel doivent se doter d'un gouvernement et d'un système éducatif favorables au capital, indépendamment de l'idéologie politique qu'ils prétendent suivre.

Par exemple, en Chine, le nouveau régime établi au cours de la période de la « nouvelle démocratie » au début des années 1950 était manifestement opposé au populisme et a mis sur pied une institution économique de capitalisme d'État. On trouve une situation similaire en Turquie avec l'« étatisme », qui, dans les faits, a abouti à une dépolitisation de la population et à un affaiblissement de la conscience de classe. La similarité entre la Turquie et la Chine réside dans le fait que les deux nations s'étaient orientées vers le capitalisme national. Après les mouvements anticomunistes et antichinois des années 1960, l'Indonésie a accumulé une dette étrangère importante. Ces manœuvres s'expliquent par la volonté de réagir contre les mouvements de gauche internationaux omniprésents dans les années 1960, qui étaient opposés à une politique favorable au capital.

Lorsqu'elles s'établissent dans des pays en développement, les entreprises transnationales ne se contentent pas d'imposer à ceux-ci des changements structurels de leurs bases économiques, mais elles prônent de surcroît un changement de l'idéologie et des valeurs (la superstructure). En règle générale, l'introduction d'investissements étrangers entraîne dans les pays bénéficiaires une transition institutionnelle plus radicale, favorable au capital, et l'émergence d'une idéologie correspondante.

Depuis les années 1980, la libre circulation des capitaux (la pierre angulaire de la pratique du néolibéralisme) a été préconisée par les nations développées. Cette exigence économique, en fait une nécessité impérieuse du capital, a engendré des changements

institutionnels considérables. Tout d'abord, l'ancienne mesure de la production physique, le produit national brut (PNB), a été remplacée par le produit intérieur brut (PIB), qui calcule le volume du commerce des produits de base. En 1994, le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a été remplacé par l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce). Cette transition a été assortie d'un changement important dans les deux secteurs stratégiques étroitement liés aux moyens de subsistance de la population que sont la finance et l'agriculture : leur intégration dans l'institution des libres-échanges internationaux. Cette question a fait l'objet d'une controverse et d'une vive contestation lors des négociations de l'*Uruguay Round*.

### **Externalisation de la souveraineté**

---

L'étude de l'histoire des pays en développement met en évidence une forme prévalente de souveraineté incomplète. Dans nombre de cas, les mouvements de libération nationale ont saisi l'opportunité offerte par la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre froide ; la souveraineté ainsi acquise après l'indépendance résultant souvent de négociations entre l'ancien colonisateur et les partis politiques dirigés par les élites. Dans d'autres cas, les groupes sociaux locaux soutenus par des puissances étrangères ont établi une démocratie politique en négociant avec les anciens gouvernants.

Cependant, chaque fois qu'un gouvernement a été mis sur pied dans le cadre d'un accord politique, la souveraineté du pays a souvent été compromise dans le processus de négociation avec les anciennes puissances (le bloc du capital national ou les capitaux étrangers). Ce phénomène s'est manifesté dans deux aspects : d'une part, le nouveau régime a dû reconnaître le droit de propriété du capital transnational et de la classe bureaucratique et capitaliste et a été contraint de transiger sur sa souveraineté économique. D'autre part, il a dû reconnaître la « puissance douce » de l'ancien suzerain colonial, en acceptant l'idéologie imposée par celui-ci. Le pays a en fait simplement acquis une souveraineté politique *de jure*, dans le cadre d'une démocratie formelle.

Dans l'histoire contemporaine des mouvements d'indépendance nationaux ou de la résistance civile, l'expérience de la Chine est relativement exceptionnelle. Il est rare de trouver un exemple similaire d'un pays qui a acquis une souveraineté quasi complète en mobilisant ses paysans pour une guerre révolutionnaire, eux qui

représentaient la majorité de la population. Un nouveau gouvernement établi par le peuple à la suite de la révolution, avait la légitimité voulue pour écraser l'ancien régime, et renverser les institutions et les lois en faveur de l'alliance des bureaucrates et capitalistes et du capital étranger qui avaient acquis la majorité des profits et fait supporter les coûts par la société.

Le nouveau régime a confisqué toutes les propriétés et contrôlé directement toutes les ressources économiques, en vue de prendre possession des profits. Ces bénéfices institutionnels générés par la transition institutionnelle obligatoire, acquise grâce au sacrifice énorme des paysans, peuvent être qualifiés de « bonus de la révolution », dépourvu de toute externalité négative. Ce « bonus » profite à la majorité de la population et aux générations futures, sans compensation en faveur des propriétaires initiaux.

Il reste cependant qu'un pays profitant pleinement du « bonus » révolutionnaire (qui implique une souveraineté économique et politique complète) sera nécessairement confronté à l'hostilité de l'ancien suzerain colonial ou du bloc politique en exil, étant donné que l'ensemble des propriétés possédées antérieurement par les entreprises transnationales et la classe des bureaucrates et capitalistes seront confisquées sans compensation. Cette hostilité, qu'elle se traduise par des manœuvres de conspiration ou par une influence idéologique sous la forme de la « puissance douce », explique une bonne part des antagonismes de la Guerre froide et de la période qui lui a succédé.

### **Crises exogènes**

Les pays émergents apparaissent sur la scène internationale dans un contexte historique particulier. L'évolution du capitalisme connaît une nouvelle étape, celle de la mondialisation financière. À l'instar de la plupart des pays en développement, les pays émergents occupent une position inférieure dans la chaîne industrielle mondiale. Ils sont au service des pays avancés qui disposent d'un secteur financier hautement développé et occupent une position supérieure dans la hiérarchie industrielle internationale. En même temps, réagissant à la vague de la mondialisation financière, les économies émergentes connaissent une financiarisation croissante au fur et à mesure que leurs actifs sociaux se monétarisent.

La mondialisation financière dans la conjoncture actuelle implique qu'un pays avancé financiarisé dispose d'une hégémonie

monétaire internationale qui lui permette d'injecter d'énormes quantités de liquidités dans le système économique mondial, en vue de protéger ses propres intérêts. Peu importe qu'un pays émergent accueille avec enthousiasme la vague de la mondialisation financière ou qu'il se laisse passivement immergé par elle, il sera inévitablement confronté aux fluctuations économiques internationales et aux crises exogènes de plus en plus fréquentes. Cela signifie qu'il est contraint d'importer les crises de l'extérieur.

Les pays émergents se retrouvent confrontés à ces risques institutionnels inhérents au transfert industriel et à la mondialisation. Nombre de groupes écologistes estiment qu'aussi longtemps qu'une fois approuvés, les accords commerciaux internationaux permettent d'outrepasser les lois nationales de protection des ressources et des écosystèmes locaux, le capital transnational continuera à avoir le champ libre pour extraire les ressources naturelles inestimables.

### **1<sup>re</sup> étude de cas : Venezuela, la révolution bolivarienne de Chávez**

---

Le Venezuela comptait parmi les pays les plus développés en Amérique latine. En 1960, il occupait la 18<sup>e</sup> place dans le classement mondial des revenus par tête d'habitant. Or, l'extraction, la commercialisation et les revenus du pétrole, le pilier de l'économie nationale étaient essentiellement contrôlés par des entreprises transnationales. Cette situation était similaire à celle d'autres pays latino-américains s'appuyant sur les ressources naturelles et exposés au problème des externalités négatives de la souveraineté nationale.

Après la crise pétrolière des années 1970, le Venezuela est descendu à la 40<sup>e</sup> place dans le classement des revenus par tête d'habitant. Les années 1980 ont été une décennie perdue pour l'Amérique latine. Le Venezuela n'a pas fait exception. La chute des prix pétroliers a provoqué une réduction des revenus des exportations et un accroissement de la dette étrangère, avec à la clef une aggravation de ses difficultés économiques. À la fin des années 1980, le Venezuela a été contraint d'abandonner son modèle de développement axé sur la substitution des importations, appliqué depuis des décennies, et d'adopter le modèle du marché orienté vers les exportations. En 1990, le revenu par tête d'habitant a de nouveau reculé, passant ainsi à la 72<sup>e</sup> place du classement.



Dans les années 1990, l'Amérique latine a assisté à une reprise de son économie. Au Venezuela, le fossé entre les revenus des riches et des pauvres s'est creusé à la suite de l'ajustement socio-économique auquel le pays a été soumis. Le niveau de vie des pauvres s'est détérioré. Cette décennie peut même être considérée comme la seconde décennie perdue pour le pays. Pendant cette période, le taux de croissance annuel était de 2 %, un chiffre non seulement inférieur à celui des puissances de la région, mais aussi de la moyenne régionale. Le taux de chômage s'est maintenu à un niveau élevé, soit 10,7 %, tandis que le taux de pauvreté est passé de 40 % en 1990 à 49,4 % en 1999.

En 1994, des dizaines de banques vénézuéliennes ont dû fermer leurs portes, victimes de la crise financière du Mexique. Le Venezuela a connu la crise financière la plus grave de son histoire. Le gouvernement a adopté des mesures de restrictions budgétaires consistant à réduire les dépenses, augmenter les recettes de l'État, limiter le crédit, imposer le contrôle des changes, réguler les prix, etc. Au bout de deux ans, la crise était maîtrisée, et une période de trois années consécutives de croissance négative a pris fin.

En avril 1996, le gouvernement a supprimé le contrôle des changes, amorcé la dérégulation des taux d'intérêt et relevé le prix du pétrole et le taux d'imposition. Afin d'amortir les effets négatifs pour la population, le gouvernement a parallèlement lancé une série de mesures de compensation sociale. Le nouveau plan économique a été publié après l'approbation d'un prêt de 3,3 milliards de dollars contracté auprès du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. À la fin de 2001, par effet domino de la crise financière argentine, l'Amérique latine est tombée en récession (avec un taux de croissance du PIB de 0,4 % en 2001 et de -0,4 % en 2002) et le Venezuela a une nouvelle fois été affecté. Si on considère que les pays d'Amérique latine ont été la victime du néolibéralisme, le Venezuela a été le pays le plus gravement touché.

L'échec complet des réformes néolibérales au Venezuela et ses conséquences, notamment une situation d'injustice sociale grave, ont contribué au triomphe du leader de gauche Hugo Chávez lors de l'élection présidentielle de décembre 1998. Arrêté le temps d'un coup d'État armé éphémère, il a réussi à reprendre le pouvoir grâce aux dizaines de milliers d'habitants des bidonvilles qui ont courageusement bravé la menace militaire. Féroce critique

du néolibéralisme, Chávez considérait les réformes néolibérales comme une forme d'exploitation impérialiste de l'Amérique latine. La politique néolibérale et la mondialisation telles que préconisées par les pays dominants ont affaibli et déstabilisé l'économie latino-américaine. Comme alternative au système capitaliste, le président vénézuélien a prôné le « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle ».

La politique de son gouvernement s'articulait principalement sur les points suivants : le progrès de la démocratie participative par la mobilisation de la base de la société, la nationalisation de l'industrie pétrolière, en vue de renforcer la souveraineté économique et le contrôle des profits. Le Venezuela a alors utilisé la hausse des revenus provenant du prix élevé du pétrole pour multiplier les investissements sociaux, promouvoir le développement endogène, changer le modèle de développement économique, réduire le fossé entre les riches et les pauvres et atténuer l'injustice sociale.

Le pays est également à l'origine de la création de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques) comme alternative à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) prônée par les États-Unis. L'ALBA préconise et promeut la solidarité et l'intégration coopérative de l'Amérique latine. Dans la foulée des efforts pionniers déployés par le Venezuela, d'autres gouvernements de gauche d'Amérique latine ont élaboré un plan de réformes similaire, comme, par exemple, le socialisme communautaire de la Bolivie et le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle de l'Équateur.

L'approbation de la Constitution bolivarienne du Venezuela par référendum populaire en 1999 a été suivie de la promulgation de la loi organique sur les hydrocarbures. L'article 12 de cette Constitution est libellé comme suit : « *Les gisements miniers et d'hydrocarbures quelle que soit leur nature, existant sur le territoire national, sous le fond de la mer territoriale, dans la zone économique exclusive qui appartiennent à la République, sont des biens du domaine public et sont en conséquence inaliénables et imprescriptibles. Les côtes maritimes sont des biens du domaine public.* »

Les gisements de pétrole sont la propriété de la République, et, pour sa part, l'État vénézuélien accorde les droits d'exploitation aux coentreprises (*joint-ventures*). La loi sur les hydrocarbures a autorisé la création de ces entreprises. Comme l'État devait détenir une participation dans leur capital supérieure à 50 %, cette clause lui accordait une position majoritaire au sein de l'assemblée des

actionnaires et lui permettait ainsi d'influencer les décisions relatives au développement de ses propres activités.

Deux ans plus tard, en 2001, les redevances d'extraction pétrolière sont passées de 16 à 30 %. Dans ce contexte, et dans le cadre de la politique de souveraineté pétrolière, le ministre du pétrole a demandé au conseil d'administration de la PDVSA (Petróleos de Venezuela SA), la société nationale du pétrole du Venezuela, de rectifier les omissions et erreurs de chacun des accords opérationnels sur les hydrocarbures et d'évaluer les mécanismes légaux permettant d'annuler ces accords dans un délai d'un an. Pour atteindre cet objectif, le parlement national a voté le 31 mars 2006 les termes et conditions de la création et du fonctionnement des coentreprises, ainsi que le contrat modèle à signer avec les entités privées concernées (IOC – *Interoil Corporation*) en vue de leur transformation en coentreprises (*Gaceta oficial*, n° 38410).

L'année 2007 a marqué l'aboutissement du processus de création des nouvelles coentreprises, dans le cadre de la nationalisation de la ceinture pétrolifère de l'Orénoque en vertu de la loi-décret n° 5200 du 26 février 2007 sur la transformation en coentreprises des accords d'association de cette région. Il s'agissait là d'une étape historique sur la voie de la consolidation de la souveraineté nationale dans le secteur pétrolier. Le nouveau cadre juridique et la transformation des accords opérationnels en coentreprises ont permis à l'État de reprendre la maîtrise de l'industrie pétrolière et de percevoir des taxes plus élevées, en vue de financer des programmes de développement social. Grâce au nouveau régime fiscal et au nouveau cadre juridique, l'État a perçu des revenus supplémentaires de 23 %.

Toutes ces nouvelles rentrées ont été investies dans des projets sociaux dans différents secteurs tels que l'infrastructure, les transports, l'éducation, la santé, le sport et le logement, avec un impact positif sur les indicateurs macro-économiques et sociaux du Venezuela. On peut aussi relever des améliorations dans d'autres indicateurs économiques, comme notamment le taux de chômage et la part des dépenses sociales dans les dépenses totales. L'impact social est tangible lorsqu'on analyse les principaux indicateurs sociaux, comme l'index du développement humain, le coefficient de Gini et le taux de personnes en situation de pauvreté. En 2009, le Venezuela a atteint l'un des Objectifs du millénaire pour

le développement de l'ONU, en réduisant de moitié le nombre de personnes en situation de pauvreté.

En résumé, le Venezuela étant parvenu à récupérer la souveraineté de ses ressources, l'industrie pétrolière est devenue un moteur de développement pour ce pays et ses habitants. Alors que les compagnies pétrolières transnationales exploitaient les ressources naturelles pour leur profit, l'industrie pétrolière, devenue propriété de l'État, a contribué au développement durable. Sous le nouveau régime juridique, la PDVSA a contribué à l'amélioration du bien-être de l'ensemble de la population du pays, grâce aux travaux d'infrastructure et au financement des programmes de santé, du logement et de l'alimentation, ce qui a débouché sur une avancée remarquable du développement du niveau de vie des habitants.

## **2<sup>e</sup> étude de cas : le krach boursier de 2015 en Chine<sup>12</sup>**

Le krach boursier survenu en Chine au cours de l'été 2015 marque un épisode dans une lutte permanente entre les positions « longues » et « courtes », un processus qui reflète la caractéristique spécifique de la phase du capitalisme financier. En apparence, on a assisté à une confrontation entre la position longue du capital étatique chinois et la position courte du capital privé. Il s'agissait de l'intégration mutuelle entre le capital étranger des États-Unis et le capital national chinois. Étant essentiellement identiques, les deux devaient pouvoir collaborer sans problème. Après le lancement du marché des dérivés, qui pouvait absorber une grande partie de la masse monétaire excédentaire, la collaboration entre le capital étranger et le capital national s'est finalement réalisée selon les modalités des marchés financiers et du mécanisme du capital « vertueux ». Il ne manquait plus qu'à appuyer sur la gâchette pour déclencher la vente à découvert.

Auparavant, le capital financier occidental avait déjà eu l'intention de soumettre le marché des capitaux chinois à la vente à découvert. Il a nourri cette intention pendant cinq ans au moins. Mais il ne pouvait pas passer à l'acte, car les marchés de capitaux financiers chinois n'étaient pas ouverts au monde extérieur. Ce pays

---

12. Ce cas d'étude est basé sur le séminaire qui a réuni plusieurs membres fondateurs chinois de l'Université mondiale de la durabilité les 6 et 14 juillet 2015, et a été révisé par les orateurs. La traduction anglaise a été réalisée par Alice Chow et révisée par Kho Tungyi. La première publication se trouve sur le site web *Our-Global-U*: [http://our-global-u.org/oguorg/en/?page\\_id=799](http://our-global-u.org/oguorg/en/?page_id=799).

avait seulement concédé au capital étranger le système symbolique des QFII (*Qualified Foreign Institutional Investors*). Étant donné la modicité des montants autorisés, ce système ne suffisait pas à provoquer un désastre.

Mais finalement, la vente à découvert a eu lieu, un rêve entretenu pendant des années. Au cours des deux dernières années, un flux de capitaux fébriles de près d'un milliard de dollars avait déjà pénétré la Chine en toute quiétude. La lutte entre les positions courtes et longues a pu se déclencher à la suite de l'ouverture des comptes de capitaux dès le lancement des programmes « *Shanghai-Hong Kong Stock Connect* » et « *Shenzhen-Hong Kong Stock Connect* » (en préparation), de la zone de libre-échange de Shanghai, etc., marquant l'ouverture au capital financier étranger et imités par d'autres villes côtières et même continentales. En fait, cette soi-disant ouverture revenait à accéder aux demandes insistantes des régions côtières de pouvoir traiter directement avec le capital étranger !

Ensuite, ce « nouveau pacte » – qui, d'une part, impliquait des réformes profondes amenant la Chine à se tourner vers le capital financier occidental sur tous les fronts et, d'autre part, promouvait l'équation « internet + finance » – a effectivement donné au capital financier étranger et national la possibilité d'introduire un cheval de Troie pour pratiquer la vente à découvert contre la Chine. Dès lors, quelles que soient les mesures envisagées par le gouvernement central dans cette lutte entre les positions longues et courtes sur le marché des actions, la situation sera complètement différente cette fois-ci.

Avant le tsunami financier qui a secoué Wall Street en 2007, dans la foulée de la crise des subprimes, il s'était déjà produit un krach boursier en Chine, qui avait vu partir en fumée plus de 700 millions de renminbi. En 2008, la tactique appliquée par Wen Jiabao pour sauver le marché, à savoir utiliser 4 milliards de renminbi pour adopter une position longue, a produit des résultats parce que, à l'époque, les contrôles financiers nationaux n'avaient pas encore été allégés. Dix ans auparavant, en 1998, Zhu Rongji avait lancé des investissements en dettes nationales, en vue de renforcer les ajustements centralisés, ce qui, en réalité constituait une position longue. Cette mesure doit également son succès au contrôle strict du capital financier que le gouvernement central exerçait à l'époque.

Au niveau international, ce type de système est considéré comme un contrôle des capitaux, tandis que l'ensemble du système

des capitaux financiers externes est connu sous le vocable « circulation des capitaux ». C'est la raison pour laquelle, après la tempête financière asiatique en 1997 et le tsunami financier de Wall Street en 2008, une discussion s'est engagée : contrôle des capitaux ou libre circulation des capitaux ? On a conclu que le contrôle strict du marché des capitaux exercé par la Chine avait effectivement empêché une aggravation de la crise financière en Asie du Sud-Est et avait ultérieurement atténué l'impact du tsunami financier de 2008. Durant cette décennie, le gouvernement chinois a effectivement contré les tentatives, publiquement annoncées, du capital financier international de procéder à une vente à découvert contre la Chine.

En 2013, le capital financier occidental a mis en œuvre divers programmes spéculatifs qui ont eu pour effet de précipiter les pays émergents comme le Brésil, l'Inde, la Russie, etc. dans des krachs boursiers et des dépréciations monétaires à large échelle. Cette année-là, la Chine n'avait pas encore mis à exécution son projet d'approfondissement de la réforme du compte de capital, ce qui lui a heureusement valu d'être épargnée.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'issue de la troisième assemblée plénière de la 18<sup>e</sup> session du Parti communiste chinois à la fin de 2013, la Chine s'est mise à se tourner vers le modèle d'économie du capital financier à grande échelle. Pendant cette phase, les autorités ont fortement favorisé divers outils de transaction, tels que les opérations sur marge, les instruments financiers à terme, le financement de gré à gré, etc., qui devaient faciliter le développement des produits dérivés. Ce faisant, elles ont activement créé l'opportunité historique pour le capital financier étranger d'enfin disposer des conditions pour procéder à la vente à découvert contre la Chine. Cette fois, avant l'éclatement de la crise financière mondiale que nous prévoyons, la Chine a précédé celle-ci avec un krach boursier à la suite duquel 7 milliards de renminbi se sont envolés en fumée.

Qu'il s'agisse du capital national ou étranger, tout recours au capital financier met en jeu le caractère « apatride » de la finance. Pour entrer dans le jeu du capital financier, il faut rechercher la liquidité. Tirer profit de celle-ci est une caractéristique majeure du capital financier. Des « trois nouvelles natures », c'est-à-dire la liquidité, le court-termisme et la concentration, la première est la liquidité. C'est elle qui est à l'origine du court terme, des entrées et des retraits concentrés. Dans la phase précédente du capitalisme industriel, l'impérialisme possédait les « trois anciennes natures » :

étant parasitique, il était corrompu et mourant. Dans le passé, le marxisme faisait état des trois anciennes natures. À quoi se rapportent les trois nouvelles natures du capital financier actuel ? À la recherche de la liquidité pour tirer profit du capital, ce capital financier ne connaît donc aucune frontière et n'a pas de patrie.

Les anciens marxistes disent que le prolétariat n'a pas de patrie. Et pourtant, dès que les pays impérialistes étaient en guerre, la classe prolétarienne retrouvait immédiatement une patrie, abandonnant délibérément l'internationalisme au profit du nationalisme. C'est là une leçon à tirer de l'histoire. L'impossibilité pour le prolétariat d'être « apatride » s'explique par le fait que le capital industriel est « localisé ». Le motif essentiel de l'appartenance du prolétariat à un pays déterminé réside dans le fait que la redistribution des profits par le capital industriel s'opère au sein des sociétés des différentes patries. La redistribution confère une patrie au prolétariat. Le caractère « apatride » du capital financier, cette autre forme d'internationalisme, s'est finalement concrétisé. Le capital financier dévalise le monde entier. C'est ainsi que le capital financier peut être enregistré aux îles Caïman ou aux Bahamas, ou dans tout autre petit pays appliquant de faibles taux d'imposition.

Aussi longtemps que le profit et le rendement du capital spéculatif sont optimisés, ce dernier peut presque complètement oublier où est la nation-mère. Alors que l'internationalisation du prolétariat annoncée par le marxisme n'a pas pu se réaliser dans la phase du capitalisme industriel, la classe capitaliste financière s'est donc finalement internationalisée pendant la phase actuelle du capitalisme financier. Aussi longtemps que ces capitalistes financiers peuvent compter sur la lutte entre les positions courtes et longues pour pratiquer l'arbitrage et engranger des bénéfices, ils pourront semer le chaos n'importe où dans le monde.

Le krach boursier chinois actuel est le résultat de toute une série de politiques libérales appliquées depuis 2013. Il montre comment les groupes financiers internationaux apatrides se sont finalement vu offrir l'opportunité historique de vendre à découvert contre la Chine. Si le gouvernement central, représenté par les différents ministères tels que celui chargé du contrôle des valeurs mobilières et des finances, n'adoptait pas des mesures d'urgence, il s'ensuivrait qu'au moment de l'éclatement du krach boursier, les groupes détenteurs des capitaux internationaux et nationaux auraient la possibilité de vendre à découvert et d'acquérir des titres dépréciés (*bottom*

*ishing*), ce qui serait pire encore. Les richesses de l'économie physique accumulées au fil des années se déprécieraient d'abord, atteignant des valeurs quasi nulles pour être ensuite rachetées à des prix dérisoires. On aboutirait ainsi à un résultat semblable à celui de la réforme des 500 jours menée en Russie en 1991. Là aussi, c'était du vol.

Le gouvernement chinois a publié « dix décrets impériaux » au moment du krach boursier. Certaines « caractéristiques chinoises » permettaient cette mesure, car tous les organismes d'investissement importants tels que Central Huijin sont la propriété de l'État. Si l'État n'était pas en mesure de contrôler le capital financier, les dix décrets impériaux n'auraient pas pu être publiés et auraient été inutiles même s'ils avaient été publiés. Les États-Unis auraient bien voulu publier des « décrets impériaux » pour arrêter le tsunami financier de 2008, mais cela aurait été en vain, au contraire de la Chine, où la plupart des organismes financiers constituent du capital détenu par l'État.

### **Instabilité sociale**

Si nous retirons nos œillères et considérons l'histoire telle qu'elle est, nous comprenons comment le coût des institutions sociales a été traité par le biais du transfert de coûts. Par exemple, les villes-États soi-disant « démocratiques » de la Grèce antique reposaient sur l'esclavage de la majorité de la population. En Europe moderne, ce n'est qu'après avoir amassé d'énormes richesses grâce à l'expansion et l'invasion coloniale que la classe bourgeoise émergente, qui en a tiré profit, a préconisé des réformes démocratiques au niveau national. Quant au « capitalisme social », relativement progressiste de l'Europe d'après-guerre, il a été rendu possible par la croissance substantielle des profits du capital tirés du transfert industriel à l'étranger.

Les États-Unis, une nation née dans la foulée d'une expansion coloniale à grande échelle réalisée sur le « nouveau » continent, où seuls les colonisateurs blancs jouissaient de la liberté et de la démocratie, n'ont aboli l'esclavage qu'au moment où s'est opérée une transition entre les échanges commerciaux et le capitalisme industriel au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. De plus, il a fallu attendre les années 1960, lorsque, le transfert industriel presque complètement réalisé, la reconstruction économique et la mise à niveau industrielle ont débuté dans le pays, pour que les Afro-Américains



acquièrent progressivement la pleine citoyenneté et jouissent des droits civiques<sup>13</sup>.

Dès lors, les pays qui se sont industrialisés plus tard, notamment les E7, ne peuvent pas, à la différence des pays avancés, bénéficier du privilège du transfert à l'étranger du coût des institutions sociales nationales. Toute crise économique risque immédiatement de déstabiliser l'ensemble de la société. En général, les mécanismes traditionnels d'autoprotection sociale des pays en développement se désintègrent lorsque ceux-ci traversent un processus de modernisation politique rapide. Or, les recettes publiques dans les pays en développement ne suffisent habituellement pas à financer un système de sécurité sociale couvrant la majorité de la population.

Les problèmes sociaux se manifestent sous la forme de conflits dans les secteurs urbain et rural.

- Secteur urbain : l'urbanisation rapide est un phénomène courant dans les pays en développement engagés dans la modernisation. Or, l'urbanisation accélérée ne s'opère généralement pas d'une manière normalisée. Les villes attirent un grand nombre de travailleurs à la recherche de possibilités d'emploi, mais ne leur garantissent pas une sécurité sociale de base. C'est ainsi que de vastes bidonvilles apparaissent en Afrique du Sud, au Brésil, en Inde et en Indonésie. La criminalité y est endémique. Le secteur urbain est un secteur à forte intensité de capital qui comporte dès lors des risques importants. Les crises économiques frappent généralement le secteur urbain, principalement sous la forme d'un chômage à large échelle et d'une criminalité en hausse.
- Secteur rural : en règle générale, ce secteur est appelé à supporter une part plus importante du coût institutionnel de l'urbanisation et de l'industrialisation au cours des premiers stades de l'accumulation primitive et, ensuite, à la faveur du développement du marché. Les trois facteurs de production principaux dans les régions rurales, à savoir la terre, la

---

13. Au stade du capitalisme industriel, les États-Unis ont, à un moment donné, été sous l'influence du fascisme et ont été le théâtre des conflits les plus intenses entre le management et les travailleurs parmi les pays industriels. Rien qu'en 1934, on a dénombré 1 856 grèves des salariés. Plus de 2 500 entreprises ont recouru à des hommes de paille pour saboter les grèves (selon un rapport de la Commission américaine des droits civiques, l'US Commission on Civil Rights). Lors d'une grève dans le secteur de l'automobile, 27 travailleurs ont été tués par la garde nationale (Wang Wen, 2009).

main-d'œuvre et la finance seront souvent « capitalisés », et les profits de capital seront ensuite transférés au secteur urbain. Les villes absorbent une large part des ressources financières et du capital de main-d'œuvre provenant des régions rurales. Ce phénomène a pour effet non seulement d'étrangler le développement de ces dernières, mais aussi de leur transférer le coût de l'urbanisation et des crises.

Pour ce qui est de l'agriculture, les pays en développement favorables au capital maintiennent souvent, pendant la période postcoloniale, le système qui permet aux entreprises transnationales de contrôler les ressources agricoles nationales. Par ailleurs, lorsqu'un pays souffre d'un sérieux endettement, il encouragera la monoculture de rente en vue de se procurer des devises fortes. Parallèlement, il préconisera généralement l'agriculture industrielle. Cette orientation a un impact considérable sur la société rurale traditionnelle et son environnement. Nombreux sont les ménages ruraux enfoncés dans les dettes. Un grand nombre de paysans ne parviennent plus à gagner leur vie dans les régions rurales et sont contraints de quitter celles-ci, pour se retrouver finalement dans des bidonvilles urbains. On note aussi une tendance générale à l'escalade des conflits entre les travailleurs et les patrons dans les pays en développement qui acceptent le transfert industriel.

## **Conclusion**

---

Les sept pays émergents adhèrent au développementalisme, désireux d'apprendre des pays avancés et s'efforçant de les rattraper. Ils recherchent le développement à tout prix. Ces efforts trouvent essentiellement leur origine dans l'eurocentrisme adopté par la majorité des peuples en développement. Celui-ci remonte aux expériences du colonialisme. Le développement apparaît comme la seule voie pour échapper à l'invasion ou à l'esclavage. L'histoire ne leur a peut-être pas laissé le choix. Il n'empêche que, dans leur poursuite du développement, les pays moins développés devraient être conscients de ses limites.

Ils devraient également se livrer à une profonde réflexion : jouer le jeu uniquement selon les règles établies par les pays avancés, même s'ils le jouent mieux que ceux-ci, n'implique pas nécessairement qu'ils réussiront à dépasser ces pays. Au contraire, ils se piègent eux-mêmes en devenant prisonniers de la culture eurocentriste. Nous devons comprendre que le jeu de la mondialisation

établi par l'Occident est dans l'impasse. Les règles du jeu ont engendré divers problèmes. Ce n'est qu'en considérant d'un œil critique les failles et les mérites réels des institutions modernes créées par l'Occident que l'humanité pourra envisager une nouvelle ère de civilisation écologique assortie d'une diversité culturelle authentique.

Traduction de l'anglais : Maurice Hérion

### **Bibliographie**

- Wang Wen (2009), « The US almost on the road to fascism », *Global Times*, 8 avril.  
Wen Tiejun (2012), « Global Capitalization and Institutional Impoverishment », *Journal of China Agricultural University (Social Science)*, 1.



## La fracture Nord-Sud en question

Shalmali Guttal<sup>1</sup>

**Le clivage Nord-Sud associe localisation géographique et niveau de développement. Les bouleversements engendrés par la mondialisation et la montée en puissance de pays émergents ont modifié la donne. La clé de lecture Nord-Sud n'en reste pas moins un outil pertinent pour rendre compte des inégalités structurelles et des responsabilités du Nord dans leur aggravation, sans omettre pour autant les responsabilités des élites du Sud en la matière.**

La notion de fracture globale Nord-Sud, telle qu'elle a été conceptualisée en termes économiques, politiques et de développement, identifiait généralement la localisation géographique des nations et leur niveau d'industrialisation, de progrès économique, scientifique et technologique, leurs standards de vie et leur pouvoir politico-économique sur la scène internationale. Le monde a toutefois changé depuis l'époque où cette conceptualisation du clivage Nord-Sud s'est imposée, même si elle est toujours utilisée dans ces termes. Il y a plusieurs décennies, le Sud était associé à la famine, la malnutrition, la pauvreté, les épidémies, le faible niveau d'instruction, l'autoritarisme et les dictatures. Aujourd'hui, bien que la faim et la pauvreté persistent dans le Sud, le nombre de personnes riches et extrêmement riches augmente rapidement dans la plupart de ces pays. Et nombre d'entre eux – notamment en Amérique latine et en

---

1. Intellectuelle et activiste indienne, directrice exécutive de Focus on the Global South à Bangkok ([www.focusweb.org](http://www.focusweb.org)), auteure de multiples études sur le développement, le commerce, l'investissement, la terre et les biens communs.

Asie – fournissent un grand nombre de professionnels instruits et compétents à la force de travail globale.

Les développements les plus importants au cours de ces dernières décennies sont probablement le résultat de l'avancée du capitalisme global – à travers la mondialisation économique et financière – et son adoption, partielle ou totale, par presque toutes les nations. Les marchés financiers et la financiarisation ont créé des liens plus denses encore que la globalisation de la production. Et, pourtant, les frontières nationales, les maux et les injustices historiques perdurent. Malgré l'amélioration des indicateurs socio-économiques, l'accroissement des richesses accumulées et la hausse des flux de capitaux et d'investissements entre de nombreux pays du Sud, les disparités restent significatives entre le Nord et le Sud. Ces dernières concernent aussi bien les conditions de vie, les niveaux et modes de consommation, les structures économiques et sociales, l'accès aux services et aux ressources que le pouvoir politique dans la gouvernance globale supranationale. Les systèmes et institutions de gouvernance économique et financière mondiale demeurent dominés par le Nord, malgré les tentatives des pays en développement de s'assurer un pouvoir plus important.

L'inégalité et l'injustice sont des caractéristiques inhérentes sinon fondatrices de cette fracture Nord-Sud. L'inégalité n'est pas un phénomène superficiel pouvant être corrigé en allouant uniquement davantage de fonds à tel ou tel secteur. Elle est constitutive d'une profonde faille structurelle qui limite les potentialités individuelles et collectives de beaucoup d'entre nous, et façonne les rapports de pouvoir à l'intérieur et entre les sociétés. Elle se présente aussi comme un ensemble de facteurs de différenciation opérant tant à l'intérieur et entre les États du Nord qu'entre ceux-ci et ceux du Sud, si bien que beaucoup d'observateurs n'hésitent pas à utiliser les expressions « Sud dans le Nord » et « Nord dans le Sud », lorsqu'ils se réfèrent aux différentes conditions de richesse, de puissance, de pauvreté et d'inégalité. Si une telle théorisation tend à remettre en question la traditionnelle définition de la fracture Nord-Sud, elle n'en continue pas moins à utiliser les qualificatifs de « Nord » et de « Sud » pour désigner plus ou moins les mêmes « conditions » que la conceptualisation originale.

Deux questions clés doivent à ce stade être posées : les changements mondiaux sont-ils suffisamment pris en considération dans la caractérisation de base de la fracture Nord-Sud ? Quel type de

conceptualisation exprimerait de la façon la plus adéquate la configuration actuelle de la puissance politico-économique mondiale ? Dans les sections suivantes, nous examinerons brièvement les différences et les points communs entre les pays et peuples du Nord et du Sud.

### **La perspective du développement**

La fracture Nord-Sud a également été conceptualisée comme étant l'écart de développement entre les nations riches et pauvres, lequel pouvait être comblé à travers le transfert de capital, de technologie et de savoir-faire dans le but de construire des systèmes et institutions modernes et dans une optique de progrès matériel. Pendant plus de soixante ans, les normes de vie acceptables et inacceptables pour la population mondiale, largement basées sur des valeurs du Nord et sur le principe de la consommation, ont été définies selon une conception dominante du développement, laquelle a été promue – faut-il le souligner – par des experts et des institutions du Nord.

Aussi, dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, le développement était-il envisagé comme l'application d'expertises économiques, technologiques, scientifiques, intellectuelles et institutionnelles, en vue d'une transformation économique et sociale globale. Ces interventions ont touché l'ensemble des aspects de la vie sociale, culturelle, économique et politique, et ont joué un rôle majeur dans l'intégration des économies locales et nationales à l'économie mondiale.

Des progrès ont bien entendu été réalisés dans plusieurs domaines : médecine et autres sciences, santé publique, éducation, industrie, communication et technologies digitales, systèmes d'information et de connaissance, etc. Mais ces développements n'ont pas entraîné de changements sociaux et économiques positifs pour la majorité, et n'ont pas permis non plus de réduire la faim et la pauvreté de façon significative. Au contraire, la richesse produite et les actifs mondiaux tendent à se concentrer dans les mains des riches élités et des entreprises transnationales.

Les salaires des travailleurs restent bas et le chômage persiste dans la plupart des pays. L'emballement du climat est imminent, la pollution s'accroît et la destruction des écosystèmes s'accélère. Les crises financières et économiques deviennent récurrentes et sont d'ailleurs considérées aujourd'hui comme faisant partie d'une

« nouvelle normalité ». Les anciens agents pathogènes et maladies sont de retour et de nouveaux virus se multiplient dans des environnements fortement peuplés, pollués et urbains. Des millions de personnes, enfin, sont expulsées de leurs terres, de leur environnement et territoire traditionnel, en raison des investissements capitalistes, de l'accaparement de la terre et de l'eau, des désastres naturels et des guerres.

En effet, cette évolution a été de pair avec une recrudescence des guerres, des conflits sociaux et ethniques et de la violence, ainsi qu'avec un rétrécissement de l'espace démocratique et politique pour de nombreuses personnes. Les relations économiques contemporaines font l'objet de médiation par l'entremise d'accords de libre-échange et d'investissements qui profitent avant tout aux multinationales et entretiennent une ressemblance frappante avec les anciens dispositifs coloniaux d'extraction des ressources et de rapatriement des bénéfices. Cette expansion croissante des activités des entreprises transnationales a également fait les affaires des compagnies de sécurité privées qui se chargent de plus en plus de leur protection.

Dans une perspective Nord-Sud, la montée en puissance de pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Turquie, le Vietnam et les Tigres asiatiques en tant que puissances économiques caractérisées par un nombre croissant de consommateurs issus des classes moyenne et haute, a constitué un important changement au cours des deux dernières décennies. Désormais, les sociétés privées et entreprises étatiques de ces pays investissent et acquièrent des actifs dans d'autres pays du Sud, entrant ainsi en compétition avec les investisseurs transnationaux du Nord, et modifiant les géographies des flux d'investissement globaux.

Le Rapport sur l'investissement dans le monde de 2015 de la Cnuced note ainsi que « *les investissements effectués par des entreprises multinationales des pays en développement (Multinational Enterprises, MNEs) ont atteint un niveau record: l'Asie en développement investit à l'étranger plus que toute autre région. Neuf des vingt plus grands investisseurs viennent d'économies en développement ou en transition. Ces MNEs continuent à acquérir des filiales étrangères de pays développés dans les pays en développement* » (Unctad, 2015).

Aujourd'hui, le développement est décrit et planifié dans le langage du marché libre, des accords de libre-échange, des



investissements (d'entreprises transnationales le plus souvent), de l'expansion du secteur privé et des business plans. Les récurrentes crises financières ont diminué les budgets d'aide publique au développement (Official Development Aid – ODA) des donateurs bilatéraux – dont la plupart sont des pays du Nord. L'Inde, la Chine, la Thaïlande, la Malaisie et le Vietnam fournissent désormais une aide au développement à des pays, contre des contrats préférentiels en termes de commerce et d'investissement.

Le philanthro-capitalisme a progressé de façon exponentielle, et les milliardaires se sont jetés dans la mêlée du développement en formant des consortiums avec d'autres fondations, compagnies, gouvernements, agences des Nations unies et organisations de la société civile. Même les transnationales sont aujourd'hui parties prenantes du processus de développement selon leurs propres critères, en promouvant la responsabilité sociale des entreprises et en court-circuitant les lois nationales.

En Asie, le développement est caractérisé par une obsession de la croissance économique, impulsée par les privatisations, la libéralisation du commerce et de l'investissement, et la mise en œuvre de réglementations favorables au marché et aux entreprises privées. Les droits humains, l'environnement et la justice sont commodément sacrifiés au profit du maintien des flux d'investissements et du bon fonctionnement des marchés. Dans beaucoup de pays, le secteur public se voit privé de financement, alors même que les gouvernements mettent à disposition du secteur privé des services essentiels tels que l'eau, la santé, l'éducation et les transports.

Une importante cause d'inégalité et de pauvreté réside dans l'accaparement des terres, de l'eau et de la richesse naturelle par de riches élites, des acteurs politiques puissants, des entreprises, des sociétés spéculatives, des sociétés immobilières, des compagnies actives dans l'agriculture industrielle, l'énergie, l'industrie extractive, etc. De tels investissements touchant la terre, l'eau et la nature mènent le plus souvent à la dépossession et à la destruction de l'environnement à grande échelle. Il s'agit là d'actes intentionnels visant à consolider et concentrer les richesses, les ressources et le pouvoir dans les mains d'une élite minoritaire. Or ces accaparements sont « légaux » : les régulations et législations sont reformulées de telle sorte qu'elles favorisent les intérêts d'investisseurs privés, souvent étrangers, dont une partie est en partenariat économique avec des entreprises d'État, les rendant d'autant plus puissants.

## Inégalités

Sans conteste, il est largement admis que l'inégalité – entre classes, races, genres, pouvoirs ou de richesse, d'opportunité, de consommation, etc. – est un des défis les plus tenaces et durables auquel le monde fait face (CETRI, 2015). Reste que la plupart des calculs ont tendance à se concentrer sur le revenu et les actifs, n'accordant pas une attention suffisante aux questions d'accès, de justice, de gouvernance, etc. Les instruments mesurant l'inégalité et les disparités doivent être repensés, afin d'apporter les nuances nécessaires à la compréhension des relations entre les différentes dimensions de l'inégalité, et permettre ainsi des avancées vers des articulations contemporaines plus pertinentes entre les diverses réalités auxquelles renvoient les concepts de Nord et de Sud.

Au cours de la dernière décennie, plusieurs rapports ont mesuré l'obscène cohabitation entre richesse extrême et extrême pauvreté, tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale. Le Rapport sur la richesse mondiale (Global Wealth Report) 2015 du Crédit suisse estime ainsi que moins de 1 % des adultes dans le monde possèdent 45 % de la richesse totale, alors que 71 % d'entre eux ne se partagent que 30 % de cette richesse. Parmi eux, 46 % des millionnaires (en dollars) vivent aux États-Unis, 7 % au Royaume-Uni, 6 % au Japon et 5 % en Allemagne et en France. Le même rapport souligne que la distribution mondiale de la richesse est totalement biaisée en faveur des riches. Par exemple, la part de la richesse détenue par des particuliers dotés de fonds nets élevés (High Net Worth Individuals – HNWI) a continué à croître depuis 2002, alors même que le nombre de ces personnes a diminué pour la première fois depuis 2008.

Même si l'Amérique du Nord et l'Europe ne représentent que 18 % de la population adulte, ils comptabilisent ensemble 67 % de la richesse des ménages. Dans toutes les autres régions, la part de la richesse ne correspond pas à la part de la population. L'écart entre la population et la richesse continue à être frappant. Même la Chine – où vit une grande part des particuliers dotés de fonds nets élevés – ne représente que 9 % de la richesse mondiale, alors qu'elle compte 21 % de la population totale. La situation est bien pire en Afrique et en Inde, où la part de la population est plus de dix fois supérieure à la part de richesse.

Un rapport de la Banque asiatique de développement publié en 2004 note que, malgré l'augmentation de la croissance économique

(PIB) et la réduction de la pauvreté globale au cours des vingt-cinq dernières années, l'inégalité a considérablement augmenté dans une grande partie de la région Asie-Pacifique. L'inégalité se manifeste de plusieurs façons, notamment à travers les revenus, la possession de biens et d'actifs économiques, l'opportunité d'emploi, ainsi que l'accès aux services essentiels au bien-être humain. Les éditeurs du rapport relèvent que même si la lutte contre l'inégalité devrait être une priorité en soi (du point de vue des valeurs et de la justice), elle est aussi une question d'efficacité, dès lors que l'injustice sape les bases de la croissance économique et les objectifs de réduction de la pauvreté (Kandur *et al.*, 2014).

Les chiffres rendant compte de l'ampleur de l'inégalité et de la concentration de la richesse sont choquants, mais ne permettent pas de mesurer avec précision l'ampleur de l'appauvrissement que cause cette concentration. Il existe en effet des écarts importants entre, d'une part, les indicateurs macro de la croissance économique, du revenu, du PIB et de l'emploi et, d'autre part, les conditions de bien-être et de pauvreté au niveau micro. Bien que les données macroéconomiques montrent une augmentation de la croissance du PIB et du revenu, on constate encore, au niveau micro, une augmentation du chômage, une détérioration des conditions de travail, un appauvrissement des petits fermiers et producteurs, des migrations de détresse, ainsi qu'une féminisation croissante de la pauvreté.

Beaucoup de particuliers aisés et membres d'une élite jouissant de fortunes héritées, font partie des 10 à 20 % des personnes les plus riches de la planète, de la même manière que les pauvres dans le Sud font partie des plus pauvres dans le monde. Cette situation ne corrige pas ni n'annule les inégalités de richesses entre les pays du Nord et du Sud. La richesse n'est pas un égaliseur. Sans de justes mesures de redistribution, la création de richesse créera de la pauvreté. La concentration de la richesse dans une classe ou dans un pays implique le plus souvent une ponction des autres classes et pays. Dans bon nombre de pays asiatiques et au niveau mondial, on observe ainsi un net transfert de richesse, d'actifs publics et de contrôle sur les ressources naturelles au profit des élites déjà riches, des classes supérieures et des sociétés privées, grâce à un large éventail de mécanismes légaux et de pratiques illégales.

Les franges de la population les plus négativement affectées par ce qui précède sont les travailleurs, les paysans, les pêcheurs et les

autres producteurs fonctionnant en autosubsistance – aussi bien dans les zones rurales qu’urbaines. Leur salaire, leur revenu et leur épargne n’augmentent pas et leur accès aux biens et aux services ne s’améliore pas non plus ; ils finissent souvent par payer davantage pour la nourriture, l’énergie, l’eau, le loyer et les dépenses de la vie quotidienne que les classes moyennes et supérieures.

Les femmes, les enfants et les jeunes sont tout particulièrement affectés : des vies plus dures se traduisent par des charges de travail plus lourdes pour les femmes, et moins de temps et de ressources pour transformer leurs vies. Quant aux enfants et aux jeunes, ils sont incapables d’accéder aux opportunités qui pourraient contribuer à un changement significatif dans leur vie future. Les gagnants sont ceux qui se trouvent au sommet de l’économie et continuent à s’enrichir grâce à nos systèmes juridiques et économiques – aux niveaux national et international –, lesquels ont été mis en place à leur avantage. Légalement, ils paient beaucoup moins d’impôts qu’ils ne le devraient, peuvent parfois être exonérés de taxes, et placent leurs richesses dans différentes parties du monde où ils ne seront pas imposés.

Une importante similitude entre l’inégalité globale et nationale est l’inégalité des chances, qui se pose non seulement en termes de disparités de revenu, mais également en termes de discrimination sociale, culturelle, raciale, religieuse et de genre. La persistante inégalité des chances est aussi un problème structurel qui empêche le dépassement des fractures de classe et de pouvoir. Dans les pays du Sud, elle touche les pauvres, les travailleurs, les personnes expulsées et déplacées par les investissements, les victimes des guerres et catastrophes naturelles, etc. De fait, ces personnes sont aussi plus vulnérables à la maladie, aux épidémies, aux chocs économiques et aux abus de pouvoir.

Les inégalités des chances existent également à une échelle plus grande, entre les sociétés du Sud et celles du Nord. Les sociétés du Nord ont généralement une meilleure sécurité sociale, de meilleurs services et infrastructures publiques, ainsi que de meilleures ressources pour répondre aux catastrophes naturelles, épidémies, etc. que celles du Sud. Les programmes d’ajustement structurel (PAS) orchestrés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont démantelé les institutions publiques et les infrastructures sociales de service dans les pays en développement, afin de libérer de l’argent pour rembourser leur dette et permettre la privatisation.

Ce que ces «ajustements structurels» n'ont pas détruit a ensuite été mis à mal par la crise financière asiatique et continue d'être attaqué par les accords de commerce et d'investissements, tels que ceux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership – TPP). Peu de pays relativement riches du Sud – comme, par exemple, la Thaïlande et la Malaisie – ont réussi à construire et maintenir des services publics et des infrastructures solides et de bonne qualité, tout en permettant l'expansion du secteur privé.

### **Le changement climatique**

*« Le changement climatique est l'un des plus grands désastres moraux de l'histoire de l'humanité, car les personnes qui en souffriront le plus sont celles qui en sont le moins responsables. Ceux d'entre nous qui vivent dans des pays développés pensent que nous échapperons à ses conséquences, tournant le dos à des centaines de millions de personnes, prises dans l'engrenage de misère qui arrive »* (Troster, 2013).

Les inégalités historiques et contemporaines sont exemplifiées par la crise climatique et problématisées dans des approches contrastées par rapport à la réduction des émissions de gaz à effet de serre entre pays du Nord et pays du Sud. Depuis 1992, les États membres de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont reconnu les différentes capacités et responsabilités de chaque pays dans la lutte contre le changement climatique à travers les principes de « *responsabilités communes mais différenciées* » et de « *capacités respectives* ». Le raisonnement qui les sous-tend est que les pays développés – le Nord – représentent une bien plus grande part des émissions de gaz à effet de serre que les pays en développement – le Sud – en raison des niveaux élevés d'extraction d'énergies fossiles et de consommation, d'industrialisation et d'exploitation des ressources naturelles pendant une période bien plus importante. L'aspect historique est ici crucial, et constitue une implicite reconnaissance du colonialisme et du développement inégal dans les ères coloniales et postcoloniales.

Depuis 1992, les gains de croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement fortement peuplés comme la Chine et l'Inde ont incité certains pays riches à insister pour que tous les pays à fortes émissions – y

compris les pays en développement ayant un potentiel de croissance – prennent des engagements contraignants par rapport à la réduction de ces émissions. L'accent n'est donc plus mis sur la responsabilité historique, mais sur la responsabilité actuelle. Une perspective qui tend à écorner les principes d'équité et de justice dans la lutte contre le changement climatique.

Lors de la conférence des parties (COP) de 2014 à Lima, les Nations unies sont cependant arrivées à un nouveau compromis : responsabilités communes mais différenciées et capacités respectives, à la lumière des différentes circonstances nationales. Mais l'équité et la justice ont d'autant plus perdu de leur signification au lendemain de la COP de 2015 à Paris qui prévoit des engagements volontaires pour les pays, en fonction de leurs contributions prévues et décidées au niveau national (Intended Nationally Determined Contributions – INDC).

Dans ces négociations mondiales sur le climat, plusieurs gouvernements asiatiques exigent des engagements plus importants et contraignants de la part des pays développés concernant les réductions d'émissions, sur la base du principe de « *responsabilités communes mais différenciées* ». Ils réclament le droit au développement, à l'extraction et à l'utilisation de combustibles fossiles, en fonction de leurs besoins, ce qui augmentera leurs émissions de gaz à effet de serre. Reste que dans ces pays, le développement n'existe pas en tant que droit pour la majorité des travailleurs des usines, des plantations et des mines, pour les peuples autochtones, ou encore pour les pauvres et marginaux.

Dans l'ensemble de la région, les communautés rurales et urbaines luttent depuis longtemps contre ce paradigme de développement « extractiviste », polluant, destructeur et injuste qui engendre pauvreté et inégalité, déplace des populations et fracture les sociétés. De fait, ce paradigme sert principalement les intérêts des élites et des entreprises, qui entérinent ainsi ces disparités massives en termes de standards et milieux de vie, de consommation et d'accès aux biens et services essentiels (par exemple, la nourriture, la santé, l'eau, le logement, l'éducation et l'énergie) entre les pauvres et la classe ouvrière, et les riches. Du point de vue de l'équité et de la justice, personne à l'intérieur des frontières ne devrait porter la même responsabilité pour les réductions d'émission : tandis que les classes supérieures doivent réduire leur consommation, les

pauvres ont réellement besoin d'augmenter la leur afin de survivre dignement.

Les énormes disparités en matière de consommation, de qualité de vie et d'environnement entre pauvres et classes supérieures au sein des pays sont tout aussi évidentes que celles qui prévalent entre de nombreux pays du Nord et du Sud, tant au niveau individuel que sociétal. La reconnaissance d'un type d'inégalité ou d'injustice (à l'intérieur des pays développés) ne nie pas les autres inégalités ou injustices existantes (entre les pays en développement et les pays développés). Pour bien faire, les pays en développement devraient reconnaître et prendre leurs responsabilités dans la lutte contre les émissions et chercher à identifier les voies d'approches alternatives basées sur l'énergie propre et la préservation des richesses naturelles, les transports publics, etc. Quant aux pays développés, ils devraient reconnaître leur rôle historique dans la crise climatique, qui leur a permis de créer de solides secteurs publics, des infrastructures, d'augmenter leur savoir scientifique, etc. Leur responsabilité historique ne peut simplement être convertie en responsabilité actuelle.

Les impacts du catastrophique changement climatique et en particulier les déplacements engendrés par le climat vont dépendre de la manière dont les pays du Nord et du Sud vont gérer la question des réfugiés climatiques : un afflux massif de personnes « en concurrence » pour les ressources, mais poussées à le faire en raison de mesures prises par le passé par ceux qui bénéficient de ces ressources aujourd'hui.

Le rapport sur le développement humain de 2007-2008 du PNUD estime que 330 millions de personnes pourraient être déplacées, si les températures mondiales augmentent de plus de 3 degrés Celsius. Même une hausse de 2 degrés Celsius perturbera les cycles de production et déclenchera de sévères tempêtes et sécheresses. Là encore, les sociétés/nations ayant des réserves de nourriture adéquates – ou les moyens de se les procurer – et les capacités structurelles de protéger et secourir leurs populations obtiendront de meilleurs résultats que ceux dont les coffres ont été siphonnés par le service de la dette, la crise financière, et les factures d'importation élevées (UNDP, 2007).

Les populations locales sont encore plus vulnérables aux catastrophes naturelles et au changement climatique en raison d'une résilience et de capacité d'adaptation affaiblies par des investissements

qui détruisent la terre, l'eau ou la forêt, et accentuent les déplacements, pour faire place à des projets énergétiques, de développement immobilier, et un manque d'accès à l'argent et à la technologie. Les réfugiés climatiques sont une certitude à l'avenir. Les pays du Nord et du Sud doivent faire face à leurs responsabilités et se préparer à les absorber au sein de leurs sociétés, riches ou pauvres.

## Conclusion

Aussi longtemps que les structures hégémoniques et les systèmes ayant permis au Nord d'asseoir son pouvoir économique et politique ne seront pas démantelés, la fracture Nord-Sud continuera à exister. Les différences structurelles en termes de conditions de vie, de capacités humaines et sociétales, et de pouvoir économique et politique prévalent encore entre le Nord et le Sud. Cela étant, le Nord et le Sud étant des constructions, il est probablement plus stratégique d'attirer l'attention sur certains acteurs au sein de ces constructions plutôt que de se focaliser sur une conceptualisation globale.

À cet égard, il faut mettre en avant le rôle des institutions financières internationales : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce et Banque des règlements internationaux, entre autres, qui sont quelques-uns des piliers les plus solides de l'hégémonie du Nord. Toutes ces institutions ont contribué d'une manière ou d'une autre à cimenter les inégalités et les injustices entre les pays du Nord et du Sud.

La lutte contre le capitalisme mondial, le pouvoir des transnationales, l'inégalité persistante et enracinée, le changement climatique et la migration sont des priorités absolues pour la paix et la justice globales. Ce faisant, la responsabilité du Nord devra être établie, et le refus des pays du Nord à agir sur leurs responsabilités historiques devra être mis en question. Dans ce débat, il nous semble cependant tout aussi important d'évaluer et de contester l'expansion, l'utilisation et l'abus du pouvoir et des privilèges à l'intérieur même des pays du Sud.

Traduction de l'anglais : Camila Finat

## Bibliographie

CETRI (2015), *L'aggravation des inégalités, Alternatives Sud*, vol. 22, n° 3, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Centre tricontinental.



- Cnuced/Unctad (2015), *World Investment Report 2015. Reforming International Investment Governance*, United Nations Conference on Trade and Development, Nations unies, New York-Genève.
- Crédit Suisse AG (2015), *Global Wealth Report 2015*, Research Institute, Zurich, Suisse.
- Kanbur R., Changyong R. et Juzhong Zhuang (dir.) (2014), *Inequality in the Asia Pacific, Trends, Drivers and Policy Implications*, Asian Development Bank/Routledge.
- PNUD/UNDP (2007), *Human Development Report 2007-2008. Fighting climate change : Human solidarity in a divided world*, UNDP, New York.
- Troster Lawrence (2013), « The meaning of this hour : confronting the coming cataclysm of global climate change », *The Huffington Post*, 16 septembre.



## **Points de vue africains**

---



## La démocratie : instrument de domination ou d'émancipation du Sud ?<sup>1</sup>

Issa Shivji<sup>2</sup>

**La « démocratie » construite sur des paradigmes néolibéraux anhistoriques et asociaux est l'expression d'une offensive impériale renouvelée, du Nord vis-à-vis du Sud. La prétendue « bonne gouvernance » opère comme outil de sape de la souveraineté des nations et des luttes africaines pour une véritable démocratie. Mais ni la rhétorique néolibérale ni la domination impériale ne s'imposent sans résistance intellectuelle et pratique des peuples.**

Le discours néolibéral contemporain comporte une zone d'ombre fondamentale : il traite le présent comme s'il n'avait pas eu d'histoire. Le discours sur la démocratie en Afrique souffre du même aveuglement, considérant que la lutte pour la démocratie a commencé avec l'introduction du multipartisme à l'issue de la guerre froide. Or les luttes d'indépendance et de libération pour l'autodétermination, qui ont commencé dans l'immédiat après-guerre, s'inscrivaient éminemment dans une lutte pour la démocratie. Ni l'indépendance formelle, ni la victoire des mouvements armés de libération, n'ont marqué la fin des luttes démocratiques ; elles ont continué, sous des formes différentes.

---

1. Article paru dans Shivji I., *Where is Uhuru ? Reflections on the Struggle for Democracy in Africa*, Godwin Murunga/Pambazuka Press/Fahamu Books, 2009, sous le titre « The struggle for democracy ».

2. Auteur et universitaire tanzanien, directeur du Mwalimu Nyerere Resource Centre, Tanzania Commission for Science and Technology – COSTECH, Dar es Salaam.

La lutte pour la démocratie est avant tout une lutte politique portant sur la forme de gouvernance, impliquant ainsi la (ré)instauration de l'État. Personne ne prétend que la démocratie signifie et vise l'émancipation sociale. Au contraire, étant plutôt localisée sur le terrain du libéralisme politique, elle crée, au mieux, les conditions pour le projet émancipateur. Il est important de le souligner, au regard de l'hégémonie du discours néolibéral qui tend à émasculer la démocratie de ses dimensions sociales et historiques, et à la présenter comme un nirvana ultime.

À partir de là, bien que la libération fut sans aucun doute une lutte démocratique, son articulation comme étant précisément une lutte pour la libération a donné à la démocratie une dimension sociale, que l'idéologie néolibérale élude et évite. À son tour, la tension entre la démocratie politique et l'émancipation sociale encercle de manière constante les mouvements de libération et d'indépendance. Cette tension se retrouve inévitablement embourbée dans la confrontation idéologique de la guerre froide qui opposa les deux superpuissances de l'époque. La guerre froide a non seulement « défiguré » le discours démocratique et de libération en Afrique, mais elle a également transformé les nouveaux États indépendants en pions, et le continent en échiquier, de guerres chaudes par procuration. Les conséquences de ces guerres ont été dévastatrices pour le continent africain. Les États faillis d'aujourd'hui ont été, par le passé, les chouchous ou les démons – tout dépend du point de vue – des puissances hégémoniques mondiales.

Les coups d'État devinrent la règle dans les années 1960 et 1970. Ils ciblaient les régimes nationalistes qui voulaient se tailler un espace indépendant et donner à leur souveraineté un minimum de réalité. Patrice Lumumba a été assassiné par la manipulation et l'implication des Américains et des Belges (Blum, 1986). Un régime de substitution fut alors instauré par Mobutu. Le Congo et son peuple, ainsi que les États voisins d'Afrique centrale, n'ont depuis jamais connu la paix. Kwame Nkrumah, qui très tôt comprit l'importance de l'unité du continent et la malédiction de l'exploitation impériale par les multinationales, a été renversé par un coup d'État orchestré par la CIA (*ibid.*). Ce pays n'a pas totalement retrouvé stabilité et développement depuis.

Entre janvier 1956 et la fin de l'année 1985, soixante coups d'État réussirent avec succès en Afrique, ce qui représente une moyenne de deux par an (Hutchful, 1991). Au cours de la seule

année 1966, il y eut huit coups d'État militaires et en 1986, sur les cinquante États africains, seuls dix-huit étaient sous un régime civil (Nyong'o, 1998). Derrière chaque coup d'État, on retrouvait la main de l'une ou l'autre puissance impériale et, le plus souvent, celle des États-Unis. Renverser les régimes nationalistes et y installer des dictatures tyranniques était, alors, de bonne guerre pour les champions actuels de la démocratie et de la « bonne gouvernance » !

Les régimes qui, pour diverses raisons, échappèrent au sort des coups d'États, devinrent des États autoritaires à parti unique, sous l'une ou l'autre forme de discours développementaliste (Shivji, 1986). Le régime à parti unique et la restriction des libertés individuelles étaient présentés comme un compromis entre la démocratie et le développement ; même si ce compromis n'a pas fonctionné. Contrairement à un Cuba dans la sphère socialiste ou à une Corée du Sud dans la sphère capitaliste, aucun des États africains n'était capable de se libérer des structures économiques néocoloniales imposées par le colonialisme et perpétuées par le marché mondial impérial.

À la fin des années 1970, beaucoup d'États africains, indépendamment de la nature de leur gouvernement, de leur politique économique ou de leur orientation idéologique, se sont retrouvés dans une profonde crise économique avec des dettes élevées, des taux de croissance faibles ou négatifs, une hyperinflation et des transferts massifs des excédents, de diverses manières, vers les pays du Nord.

Entre-temps, les États-Unis et l'Europe étaient traumatisés par l'économie et la politique de Reagan et Thatcher (Hobsbawm, 1994). Le basculement général vers la droite a même gagné l'Europe du nord social-démocrate. L'humiliante défaite au Vietnam, la puissance nouvellement découverte des pays producteurs de pétrole regroupés dans l'OPEP et la révolution iranienne de 1979 portèrent un gros coup à l'hégémonie impérialiste, en particulier aux États-Unis. Ainsi, la seconde guerre froide, dans laquelle l'axe néolibéral Reagan-Thatcher a non seulement alimenté davantage les feux de la guerre idéologique mais aussi l'anti-tiers-mondisme enragé, était dirigée de manière équivalente contre les nationalistes et les régimes qui se considéraient socialistes (*ibid.*).

La combinaison de la crise économique interne et de la montée du néolibéralisme à l'échelle mondiale a rendu de nombreux pays africains victimes des programmes d'ajustement structurel (PAS) du

Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Les PAS comprenaient des conditionnalités strictes – libéralisation des marchés, équilibrage des budgets, suppression des subventions, « partage des coûts » dans la fourniture de services sociaux, etc. Les États africains, y compris les plus nationalistes d'entre eux tels que la Tanzanie, n'étaient pas en position de résister. Ils ont finalement cédé, semant le chaos dans leurs économies déjà fragiles d'une part, et dévastant le bien-être des plus démunis d'autre part (Mwanza, 1992).

L'industrialisation par substitution aux importations (ISI), qui avait été l'un des axes de développement de la période nationaliste, était pratiquement anéantie, incapable de résister à l'importation de produits bon marché. L'agriculture stagnait. Il y avait peu que les gouvernements puissent faire au-delà d'exhorter les paysans à travailler plus dur. Les indicateurs sociaux tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'électricité commencèrent à décliner. En bref, les PAS sapèrent toutes les formes de vitalité qui subsistaient dans les économies africaines fragiles (Gibbon, 1993 ; Mongula, 1994 ; Mamdani, 1994). Même les modestes acquis sociaux hérités de la période nationaliste en matière d'éducation, de santé et d'accès à l'eau ont été balayés.

La chute du mur de Berlin, suivie par la première guerre du Golfe, marqua une nouvelle étape dans le retour politique de l'hégémonie impériale ou, selon les termes de Furedi (1994), dans la « réhabilitation morale de l'impérialisme ». Si dans le cadre des PAS, les puissances impériales et les institutions financières internationales (IFI) ont assoupli et usé de leurs muscles économiques, dans la croisade pour la « démocratie » de l'après-guerre froide, elles ont utilisé leurs muscles politiques de manière agressive et intransigeante. Des conditionnalités politiques ont été ajoutées aux conditionnalités économiques, alors que ces dernières furent élargies pour inclure non seulement la privatisation des entreprises parapubliques mais aussi des services (eau, électricité, communication, éducation, etc.). La démocratie multipartite, les droits de l'homme, la « bonne gouvernance », la réduction de la pauvreté sont devenus les nouveaux *buzzwords* du discours ou de ces « dialogues politiques ».

Les idéologies hégémoniques et les élites dominantes n'échappent pas aux critiques. Le nationalisme de la classe moyenne qui arriva au pouvoir au lendemain de l'indépendance a été sévèrement réprimandé par Frantz Fanon (1963). Fanon rugissait et les



jeunes intellectuels lui faisaient écho sur tout le continent. La classe moyenne nationale qui prit le pouvoir à la fin du régime colonial est une classe moyenne sous-développée. Elle n'a pratiquement aucun pouvoir économique et en tous cas, elle est sans commune mesure avec la bourgeoisie de la métropole qu'elle espère remplacer (Fanon, 1963).

Elle suit la bourgeoisie occidentale sur la voie de la négation et de la décadence sans jamais l'avoir imitée dans les premières étapes de l'exploration et de l'invention, étapes qui sont une acquisition de cette bourgeoisie occidentale quelles que soient les circonstances. À ses débuts, la bourgeoisie nationale des pays coloniaux s'identifie à la décadence de la bourgeoisie occidentale. Nous ne devons pas l'envisager comme un fait prématuré ; en fait, elle commençait par la fin. Elle était déjà caduque avant d'avoir connu la fougue, l'audace ou la volonté de réussir, caractéristiques de la jeunesse (*ibid.*).

Le développementalisme, ou ce que l'on appelle socialisme dans certains endroits, puise ses critiques dans les théories de la dépendance et du sous-développement. Samir Amin (1990), Walter Rodney (1972) et les jeunes intellectuels du campus de Dar es Salaam, tous débattaient vigoureusement des paradigmes états-uniens dominants en science politique, centrés sur la modernisation et la construction de la nation (Cliffe et Saul, 1973). La démocratie libérale et multipartite a immédiatement suscité une recherche plus passionnée encore pour une démocratie « réelle ». Dans les années 1980, une série de publications sur les luttes populaires et les mouvements sociaux allant à l'encontre des approches *top-down* de la société civile sont devenues populaires pendant un certain temps, mais ne se sont pas maintenues (Nyong'o, 1987).

Les PAS ont aussi été soumis à la recherche universitaire et à l'examen intellectuel, mais à cette époque, les critiques locales commencèrent à s'user (Mwanza, 1992 ; Gibbon, 1993). Le discours néolibéral, si tant est qu'il mérite une telle respectabilité, apparaît beaucoup plus dominant aujourd'hui. La consultance, les soi-disant dialogues politiques, les ONG et les « droits de l'homme » ont aspiré l'intelligentsia radicale, laissant aux charlatans et aux conseillers politiques le terrain de jeu intellectuel. Mais de l'avis du radicalisme africain, l'apparente hégémonie « intellectuelle » est plus une prétention qu'une réalité. Quelques critiques ont continué

à la contester, au pire à l'ignorer, ou l'ont reconnue de manière symbolique, au mieux.

Mais la question du changement social n'est pas seulement une question de discours. La lutte pour la démocratie est fondamentalement ancrée dans les conditions de vie des populations. Dans les débats qui avaient cours dans les années 1960 et 1970, l'économie politique radicale, avec ses concepts de classes et de modes de production, plaçait à l'avant-scène les luttes réelles des classes populaires et des masses opprimées, nonobstant le fait qu'il subsistait une élite, et très souvent, un projet élitiste. Les peuples étaient considérés comme les moteurs du changement, par opposition à l'État. Le discours néolibéral est dépourvu d'une telle rigueur théorique ou vision politique. Les classes populaires et les masses ont été transformées en un bloc impuissant de pauvres qui attendent, un bol à la main, de recevoir des « fonds de réduction de la pauvreté » pendant que le soi-disant secteur privé est en train de parader comme étant la « locomotive » du développement.

Curieusement, le contraire dialectique du « pauvre » n'est pas le « riche » mais les « bailleurs de fonds » ! La question n'est pas « comment les pauvres deviennent-ils pauvres et le restent-ils » mais plutôt « combien sont pauvres, modérément pauvres et extrêmement pauvres » et combien de temps faudrait-il pour éradiquer la pauvreté ? Comme je l'ai dit plus haut, le discours néolibéral n'est pas seulement aveugle à l'histoire mais totalement inconscient de la force du changement. C'est l'idéologie par excellence, que dis-je, la propagande de, pour et par les intérêts particuliers du statu quo. Et c'est sur ce terrain anhistorique et asocial que le discours sur la (« bonne » et la « mauvaise ») gouvernance est construit.

### **Le traitement théorique de la gouvernance**

Quel est le statut conceptuel de la « bonne gouvernance » ? Au minimum, les paradigmes libéral et radical se rejoindraient sur le fait que la gouvernance renvoie aux institutions et aux relations qui concernent le pouvoir politique : la manière dont le pouvoir politique est exercé et légitimé. En d'autres termes, la gouvernance est principalement construite sur le terrain du pouvoir. Ainsi présentée, les valeurs et les principes par lesquels la gouvernance serait jugée et caractérisée se rapportent aux formes de gouvernance telles que la gouvernance démocratique, la gouvernance autoritaire ou encore la gouvernance dictatoriale.

Le discours sur la « bonne gouvernance » n'admet cependant pas les rapports de pouvoir. Il se présente plutôt comme un paradigme moral qui distingue le bon, le mauvais et le mal. Ce qui relève de la « bonne » ou de la « mauvaise » gouvernance s'avère être un jugement moral, d'une part, relativiste et subjectiviste, d'autre part. Le résultat, selon moi, c'est que la « bonne gouvernance » n'a aucune valeur conceptuelle ou théorique permettant la compréhension d'un phénomène dans une optique de changement. Il s'agit plutôt, au mieux, d'un outil de propagande facilement manipulable par tout qui parvient à exercer le pouvoir. Et c'est exactement de cette manière qu'il a été déployé dans le discours néolibéral dominant.

L'une des conditionnalités politiques imposées aux gouvernements africains par les IFI et la communauté des bailleurs de fonds est la « bonne gouvernance ». C'est devenu un outil flexible dans les mains des hégémonies mondiales pour saper la souveraineté des nations africaines et la lutte des peuples africains pour la démocratie. Les peuples ne sont plus les moteurs du changement mais plutôt les victimes de la « mauvaise gouvernance » et doivent être délivrés ou rachetés par l'ancienne communauté des donateurs.

L'instrument de cette libération est supposé être les politiques et les conditions politiques – multipartisme, commissions de gouvernance – qui doivent être mises en place par un État pour avoir le droit de recevoir l'« aide ». De leur côté, les destinataires « réforment » leurs structures de gouvernance, avec l'aide et l'assistance technique de cette même « communauté de donateurs », pour satisfaire leurs « partenaires », tels qu'on les appelle ces derniers temps. L'exemple de mon pays, pourtant plus subtil et plus indépendant de ses « partenaires », illustre cet aspect.

En Tanzanie, nous avons un ministère de la bonne gouvernance, dirigé par un ministre à part entière. Ainsi, sous la pression des bailleurs de fonds, le gouvernement a été obligé d'établir une commission pour les droits de l'homme et la bonne gouvernance, avec l'aide du gouvernement danois. Parmi les premières choses à faire, on retrouve la construction d'une infrastructure gargantuesque pour accueillir cette commission, dont le coût s'élevait à de plus de 1,5 million de dollars<sup>3</sup>. Puis une autre structure bureaucratique de

---

3. La population tanzanienne ne connaîtra jamais le montant exact ni les conditions de ce contrat. Pour elle, il sera tenu secret. Les Danois en revanche sont sans doute en meilleure position de savoir comment leur gouvernement a soutenu la « bonne gouvernance » en Tanzanie.

fonctionnaires, tenue par sept commissaires, fut mise en place, touchant les salaires habituels et de nombreuses indemnités.

En plus d'un ministre de la bonne gouvernance et d'une commission, il y avait un autre « avantage » que le gouvernement recevait dans le cadre de l'aide pour la « bonne gouvernance ». Il y a quelques années, l'éminent diplomate finlandais Martin Althassari a rendu visite à la Tanzanie en tant que « conseiller du président » à la bonne gouvernance, parrainé par la Banque mondiale ! Vraisemblablement, il a rendu un rapport au président (ou à la Banque mondiale, qui sait ?) après avoir consulté les fonctionnaires, une pincée de représentants d'ONG, du secteur privé, des universitaires, etc., comme c'est la coutume chez les consultants aujourd'hui. Comment cette consultance représente la lutte du peuple tanzanien pour construire un État et un régime politique démocratiques, je ne peux pas le dire. Et cela parce que nous ne sommes même pas certains que la « bonne gouvernance » signifie la même chose que la gouvernance démocratique du, pour et par le peuple de Tanzanie ! Après tout, ils n'ont jamais été consultés quant à la nomination du conseiller de leur président !

Qu'en est-il de la commission pour les droits de l'homme et la bonne gouvernance ? La commission, parmi d'autres choses, reçoit les plaintes concernant les violations des droits de l'homme et les abus de pouvoir, et elle mène l'enquête. C'est précisément le genre de travail qui est censé être fait par le système judiciaire ordinaire et l'ancienne commission d'enquête permanente. La commission permanente a été mise en place au milieu des années 1960 sur le modèle scandinave du médiateur, pour enquêter sur l'abus de pouvoir des fonctionnaires de l'État et en rendre compte au président.

En vérité, tant le système judiciaire que la commission permanente avaient beaucoup de défauts. Les gens avaient de nombreux griefs et critiques envers ces institutions et ils les exprimaient, chaque fois qu'ils en avaient l'occasion, ou chaque fois qu'ils pouvaient arracher de telles opportunités. Les deux institutions exigeaient des réformes. Les deux requéraient la vision politique, la volonté et les ressources pour une réforme qui soit basée sur les doléances de la population. Si les réformes avaient été générées en interne et ancrées dans les luttes et les demandes du peuple, elles auraient certainement pris une autre trajectoire. Par exemple, le système judiciaire et en particulier les juridictions inférieures pourraient être améliorés significativement, en dirigeant les ressources

vers la formation du personnel, en lui offrant des avantages raisonnables (tels que le logement, le transport, etc.), mais aussi par des structures innovantes permettant d'institutionnaliser la participation de la population dans le processus judiciaire.

Pourtant, ce n'est pas la manière dont les réformes pour la « bonne gouvernance » ont été conçues. Des structures parallèles à celles qui existent déjà sont mises en place à la suite de la pression exercée par les bailleurs de fonds. L'opportunité et la viabilité de telles structures sont à peine évaluées dans les pays concernés. Un des effets de la mise en place de telles structures est de saper les structures étatiques traditionnelles qui ont passé l'épreuve du temps. Pire, les réformes venues d'en haut, initiées par les conditionnalités des donateurs, portent atteinte au droit des peuples eux-mêmes à lutter pour et à concevoir leurs propres réformes institutionnelles et établir leurs propres priorités.

En outre, il va sans dire que de telles réformes *top-down* conçues, privilégiées et financées par les anciens IFI et les donateurs sapent le fondement même de la gouvernance démocratique, soit la responsabilité envers la population. Les « gouverneurs » sont responsables devant les « donateurs » et leurs consultants et conseillers « bonne gouvernance » plutôt que devant la population. Où est alors la soi-disant démocratie, tant claironnée, et au nom de laquelle le pouvoir politique cherche la légitimité ? Pas étonnant, dans mon propre pays, qui n'est peut-être pas le pire exemple en Afrique de soumission totale aux puissances hégémoniques, que le président mette en avant l'acclamation qu'il reçoit des IFI (et non de son propre peuple) comme un exemple de la réussite de ses politiques.

On ne peut pas empêcher d'être cynique au sujet de l'ensemble du projet de bonne gouvernance. Cela ne signifie pas que la Tanzanie, comme beaucoup d'autres pays africains et non africains, y compris des pays du Nord, ne requiert pas de réforme de sa structure de gouvernance. Mais la question, c'est de quelle sorte de réformes, dans les intérêts de qui, et conçues et mises en œuvre par qui ? Les réformes démocratiques, disons-le pour la énième fois, sont la prérogative du peuple. C'est l'exercice de leur souveraineté et leur droit à l'autodétermination.

C'est là le cœur des luttes pour l'indépendance et la libération, c'est de cela dont il est question. C'était la lutte que les peuples africains menaient pour reconquérir leur humanité et leur dignité, ainsi

que le droit de penser pour eux-mêmes et de tracer leur destin. Ce fut, et c'est, précisément l'essence des luttes anti-impérialistes. Il en résulte, par conséquent, que les conditionnalités économiques et politiques, y compris celles relatives à la bonne gouvernance, sont l'expression de la réaffirmation de la domination impériale, quelle que soit la manière dont elle peut être étiquetée.

### **Alternative à la « bonne gouvernance »**

Ce que j'ai présenté jusqu'ici peut sonner conspirationniste et partial. Je ne crois pas aux théories du complot. Cependant, il demeure un truisme historique et contemporain : la puissance hégémonique mondiale, ou l'impérialisme, est une antithèse de la démocratie. Ensemble, avec les classes et les groupes réactionnaires locaux, les puissances impériales ont joué un rôle majeur dans la répression des luttes démocratiques populaires (Shivji, 2002a). Les politiques néolibérales, enfoncées dans les gorges des populations africaines, sont le corollaire des politiques économiques des programmes d'ajustement structurel basés sur le Consensus de Washington, stupidement propagés et imposés par la Banque mondiale et le FMI. Les PAS ont fait des ravages dans le tiers-monde, en particulier dans les économies africaines. Des études sérieuses en attestent. Il est inutile de mentionner des sources suspectes à l'appui. Il suffit de citer l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz (2002).

*« L'application de théories économiques erronées ne serait pas un problème si la fin du premier colonialisme puis du communisme n'avait pas donné au FMI et à la Banque mondiale l'opportunité d'élargir considérablement leurs mandats respectifs d'origine, d'en étendre largement la portée. Aujourd'hui, ces institutions sont devenues des acteurs dominants dans l'économie mondiale. Non seulement les pays qui cherchent leur aide mais aussi ceux qui cherchent à obtenir leur "sceau d'approbation" afin de pouvoir mieux accéder aux capitaux internationaux, doivent suivre leurs prescriptions économiques, prescriptions qui reflètent leurs idéologies et théories du libre marché. »*

*Le résultat pour de nombreuses personnes fut la pauvreté et pour de nombreux pays le chaos politique et social. Le FMI a fait des erreurs dans tous les domaines dans lesquels il s'est impliqué : le développement, la gestion de crise et dans les pays réalisant la transition du communisme au capitalisme. Les programmes*

*d'ajustement structurel n'ont pas apporté une croissance soutenue même à ceux, comme la Bolivie, qui adhéraient à ses restrictions; dans de nombreux pays, l'austérité excessive a freiné la croissance* » (Stiglitz, 2002).

De telles défaillances systémiques peuvent difficilement être décrites comme des « erreurs ». Au contraire, comme l'auteur l'observe lui-même ailleurs, elles sont le résultat des intérêts qui animent ces institutions : « *Les politiques des institutions économiques internationales sont trop souvent étroitement liées aux intérêts commerciaux et financiers de ces pays industriels avancés* » (Stiglitz, 2002). Ainsi, en fin de compte, nous ne traitons pas avec des politiques erronées ou avec le complot, mais plutôt avec les forces systématiques qui reflètent les rapports inégaux du système mondial.

Je devrais peut-être clarifier un autre point. En dépit de ce qui ressemble à une puissance mondiale omniprésente et omnipotente, ni le discours néolibéral, ni la domination impériale n'ont été acceptés sans résistance intellectuelle et pratique des peuples. S'il est vrai que nous sommes généralement dans le creux de la révolution, et que les luttes de libération démocratiques et nationales ont été avortées ou confisquées, les intellectuels africains ont continué à tenir des discours alternatifs basés sur les luttes de type *bottom-up* et sur les aspirations de leur peuple. Les politiques libérales ont été contrées par les politiques sociales-démocrates et la démocratie par une « nouvelle démocratie ».

Résumant un débat sur la démocratie, Archie Mafeje, blâmant ses compatriotes intellectuels africains qui font l'écho de la démocratie libérale, a succinctement observé : « *Au regard des conditions actuelles en Afrique, cela ne peut référer qu'à deux choses : d'abord, la mesure dans laquelle la volonté du peuple interfère dans les décisions qui affectent leurs chances dans la vie, et deuxièmement, la mesure dans laquelle leurs moyens de subsistance sont garantis. En termes politiques, la première demande ne suggère pas la conquête du "pouvoir de l'État" par le peuple (travailleurs et paysans), mais elle implique qu'il prenne l'ascendant sur le pouvoir de l'État par une alliance démocratique nationale dans laquelle les classes populaires détiennent la balance du pouvoir. La deuxième demande implique une équitable (non une égale) distribution des ressources. Ni la démocratie libérale, ni les "forces du marché" ne peuvent garantir ces deux conditions. Il apparaît donc que la*

*question ne concerne ni la démocratie libérale ni la démocratie "compradoriale", mais la social-démocratie*» (Chole et Jibrin, 1995).

Dans un article écrit à la fin des années 1990, j'ai défendu l'idée qu'il y avait une « nouvelle démocratie » qui était inscrite à l'agenda africain (Shivji, 2000). Les trois éléments essentiels de cette nouvelle démocratie sont les moyens de subsistance populaires, le pouvoir du peuple et la participation populaire. Le recours au terme « populaire » permet de véhiculer trois significations.

Premièrement, cette notion est utilisée pour exprimer le fait d'être anti-impérialiste. C'est bien mis en évidence dans la propre perception que les gens ont de ce que l'on appelle la « seconde indépendance ». Compte tenu de la domination impérialiste continue et encore plus flagrante que j'ai décrite, le nouveau consensus démocratique ne peut être construit sans questionner la libération de l'impérialisme, qui est l'antithèse à la fois des termes « national » et « démocratique ». Mais dans le même temps, le concept de « populaire » est utilisé pour transcender les limites du terme « national ». Il permet de mettre en évidence les limites de la première indépendance (nationale) qui prit la forme de l'anticolonialisme. L'indépendance, ou la première libération, visait la constitution de la souveraineté de l'État ; le cœur de la seconde libération consistait à résoudre la question de la souveraineté du peuple.

La deuxième signification renvoie à la base sociale du projet. En effet, le noyau social du nouveau consensus doit être constitué des classes populaires. Bien que sa composition précise puisse évidemment varier, dans de nombreux pays africains, les paysans et les pauvres en milieu urbain avec les classes moyennes inférieures constitueraient ces « masses ». C'est alors que, pour reprendre la phrase de Lénine, *« la politique devient sérieuse là seulement où l'on compte par millions, et non par milliers »* (Carr, 1961).

La troisième signification que j'attache au terme « populaire » est celle des perceptions, de la coutume, de la culture et de la conscience populaires. La coutume et la culture, non pas dans le sens vulgaire de traditions figées ou atrophiées, mais plutôt dans le sens d'un terrain vivant de luttes où les anciennes et les nouvelles, les progressives et les réactionnaires jouent des coudes et se débattent pour atteindre l'hégémonie. Inutile de dire que la culture et les traditions constituent l'un des fronts politiques les plus importants (quoique négligé dans nos discours en sciences sociales). C'est là que, selon les mots de Raymond Williams, la culture dominante



tente soit d'harmoniser soit de diaboliser les cultures de résistance (Wamba, 1991).

Ces discours alternatifs et ces luttes populaires ont sans aucun doute été niés par la rhétorique néolibérale. Ce n'est cependant qu'un phénomène passager. Tant que la politique et l'économie néolibérales seront incapables de s'attaquer aux conditions de vie réelles des populations africaines, elles n'auront que peu de légitimité. Le discours sur la « bonne gouvernance » se révèle ainsi être profondément un discours de domination plutôt qu'un discours de libération et de démocratie.

### **Conclusion : les tâches intellectuelles à venir**

Le temps est maintenant venu de conclure. Au lieu d'une interminable présentation, je me suis efforcé de démontrer que les grandes luttes démocratiques des peuples africains exprimées dans leurs mouvements d'indépendance et de libération nationale restent incomplètes. La soi-disant démocratie construite sur des paradigmes néolibéraux anhistoriques et asociaux est l'expression d'une offensive impériale renouvelée, profondément antidémocratique. Elle pourrait ainsi proclamer : « La démocratie est morte. Vive la démocratie ! ».

La mission des intellectuels engagés est de reconnaître le nouvel impérialisme appelé « mondialisation » et d'articuler les idéologies de résistance exprimées dans les luttes populaires (Shivji, 2002b). Les intellectuels africains doivent rejoindre le débat et exposer l'insuffisance de concepts tels que celui de « bonne gouvernance ». Le renouveau de l'impérialisme post-guerre froide est encore plus féroce que le colonialisme classique. Il est dirigé par une superpuissance dangereuse et débridée qui sape les fondements mêmes de la démocratie, le droit des peuples à l'autodétermination. Il se prend pour Dieu en décidant pour le reste du monde de ce qui est bon et ce qui est mal, de qui est un ami et qui est un ennemi, des personnes et des non-personnes.

Félicitant la Tanzanie pour sa nouvelle politique étrangère basée sur la « diplomatie économique », l'ambassadeur des États-Unis, sur un ton condescendant, s'adressa à la commission parlementaire des affaires étrangères : « *La libération de la diplomatie du passé, lorsque les alliances avec les nations socialistes étaient primordiales et que la soi-disant solidarité avec le tiers-monde dominait la politique étrangère, doit céder la place à une approche plus réaliste* ».

*permettant de traiter avec vos vrais amis – ceux qui travaillent pour vous transporter dans le 21<sup>e</sup> siècle où la pauvreté est inacceptable et la maladie doit être vaincue*» (*The Guardian*, 29 juillet 2003).

Voici une amitié imposée ! Pendant la phase nationaliste, Nyerere, qui défendait sa politique de non-alignement, pouvait dire : « *Nous ne permettrons pas à nos amis de choisir des ennemis pour nous.* » Les dirigeants africains actuels n'osent même pas le murmurer. Mais aucun peuple ne peut accepter de vivre dans l'esclavage pour toujours. Les empires sont venus et sont repartis. Il en ira de même pour ce nouvel impérialisme.

Il y a trente ans, Nyerere, parlant de l'apartheid en Afrique du Sud, a dit, et cela reste une réponse appropriée à toutes les superpuissances arrogantes : « *L'humanité est déjà passée par plusieurs phases depuis que l'homme a commencé son voyage évolutif. Et la nature nous montre que toutes les vies n'évoluent pas dans le même sens. Les chimpanzés – de qui nous sommes très proches – ont avancé sur le mauvais chemin et ils sont restés coincés. D'autres espèces se sont éteintes ; leurs dents étaient si grandes, ou leurs corps étaient si lourds, qu'elles n'ont pu s'adapter aux changements de circonstances. Elles en sont mortes.*

*Je suis convaincu que, dans l'histoire de l'espèce humaine, les impérialistes et les racistes vont également disparaître. Ils sont actuellement très puissants. Mais ils sont aussi des animaux très primitifs. La seule différence entre eux et ces autres créatures disparues, c'est que leurs dents et leurs griffes sont plus élaborées et causent plus de mal – nous pouvons le voir encore aujourd'hui dans le terrible usage du napalm au Vietnam. Mais l'échec de coopérer ensemble est une marque de bestialité ; ce n'est pas une caractéristique de l'humanité.*

*Les impérialistes et les racistes disparaîtront. Vorster, et tous ceux comme lui, toucheront à leur fin. Chaque raciste dans le monde est un animal de l'une ou de l'autre espèce, et toutes sont des espèces sans avenir. Ils vont finir par disparaître. L'Afrique doit refuser d'être humiliée, exploitée et intimidée. Et avec la même détermination, nous devons refuser d'humilier, d'exploiter et d'intimider les autres. Nous devons agir et ne pas juste prononcer des mots*» (Nyerere, 1973).

### Bibliographie

- Amin S. (1990), *Maldevelopment: Anatomy of a Global Failure*, Londres, Zed Books.
- Blum W. (1986), *The CIA: a forgotten history*, Londres, Zed Books.
- Carr E. (1961), *What is History*, Londres, Penguin.
- Chole E. et Jibrin I. (dir.) (1995), *Democratisation Processes in Africa: Problems and Prospects*, Dakar, CODESRIA.
- Cliffe L. et Saul J. (dir.) (1973), *Socialism in Tanzania: An Interdisciplinary Reader*, Nairobi, East African Publishing House.
- Fanon F. (1963), *The Wretched of the Earth*, Londres, Penguin.
- Furedi F. (1994), *The New Ideology of Imperialism*, Londres, Pluto.
- Gibbon P. (dir.) (1993), *Social Change and Economic Reform in Africa*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies.
- Hobsbawm E. (1994), *Age of Extremes: The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Londres, Michael Joseph.
- Hutchful E. (1991), «Reconstructing Political Systems: Militarism and Constitutionalism », in Shivji I. (dir.), *State and Constitutionalism: An African Debate on Democracy*, Harare, SAPES.
- Mafeje A. (1995), « Theory of Democracy and the African Discourse: Breaking Bread with my Fellow-travellers », in Chole E. et Jibrin I. (dir.), *Democratisation Processes in Africa: Problems and Prospects*, Dakar, CODESRIA.
- Mamdani M. (1994), «A Critical Analysis of the IMF Programme in Uganda», in Himmelstrand U., Kinyanjui K. et Mburugu E. (dir.), *African Perspectives on Development: Controversies, Dilemmas and Openings*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- Mongula B. S. (1994), «Development Theory and Changing Trends in Sub-Saharan African Economies, 1960-1989», in Himmelstrand U., Kinyanjui K. et Mburugu E. (dir.), *African Perspectives on Development: Controversies, Dilemmas and Openings*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- Mwanza A. M. (dir.) (1992), *Structural Adjustment Programmes in SADC: Experiences and Lessons from Malawi, Tanzania, Zambia and Zimbabwe*, Harare, SAPES.
- Nyerere J. (1973), *Freedom and Development: A Selection from Writings and Speeches*, Londres, Oxford.
- Nyong'o P. A. (dir.) (1987), *Popular Struggles for Democracy in Africa*, Londres, Zed Books.
- Nyong'o P. A. (1998), « Review and Critique of Current Development Strategies in Africa », in Kibwana K. (dir.), *Constitutional Law and Policies in Africa: A Case Study of Kenya*, Nairobi, Faculté de droit, Université de Nairobi.
- Rodney W. (1972), *How Europe Underdeveloped Africa*, Dar es Salaam, Tanzania Publishing House.
- Shivji I. (dir.) (1986), *The State and the Working People in Tanzania*, Dakar, CODESRIA.
- Shivji I. (2000), «Critical Elements of a New Democratic Consensus in Africa», in Othman H. et Halfani M. (dir.), *Reflections on Leadership in Africa: Forty Years after Independence*, Bruxelles, VUB Press.
- Shivji I. (2002a), «Is Might a Right in International Human Rights? Notes on Imperial Assault on the Right of Peoples to Self-determination », in Mchome S. E. (dir.), *Taking Stock of Human Rights Situation in Africa*, Dar es Salaam, Faculté de droit, Université de Dar es Salaam.
- Shivji I. (2002b), «Globalisation and Popular Resistance», in Semboja J. et al. (dir.), *Local Perspectives on Globalisation: The African Case*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.

Stiglitz J. (2002), *Globalization and its Discontents*, New York, W.W. Norton.

Wamba-dia-Wamba E. (1991), « Some Remarks on Culture, Development and Revolution in Africa », *Journal of Historical Sociology*, vol. 4, n° 3, p. 219-35.

## Clivage Nord-Sud : l'impérialisme aujourd'hui

Samir Amin<sup>1</sup>

**Le capitalisme est entré dans une phase nouvelle de son développement. Les monopoles financiarisés prétendent consolider la domination économique, politique, militaire et culturelle de la triade – États-Unis, Europe, Japon – constitutive du nouvel impérialisme collectif sur les sociétés du Sud. La géostratégie agressive des puissances impérialistes s'opposent à toute tentative des peuples et des États de la périphérie de sortir de l'impasse.**

La « mondialisation » (volontairement écrite entre guillemets) aurait, dit-on, la vertu, entre autre, d'avoir mis un terme à l'impérialisme. C'est du moins ce que la mode qui a le vent en poupe voudrait nous faire croire, à droite (laquelle n'a jamais parlé d'impérialisme capitaliste), mais également à gauche chez les post-modernistes comme Hardt et Negri. L'analyse proposée dans ce qui suit prend la position inverse : l'impérialisme est plus agressif que jamais. Ce qui a changé, c'est tout autre chose, que l'on peut résumer dans les trois points suivants.

Un : le capitalisme des monopoles est entré dans une phase qualitativement nouvelle de son développement. À ce stade, les monopoles financiarisés prétendent consolider et non abolir la domination économique, politique, militaire et culturelle exclusive de la triade constitutive du nouvel impérialisme collectif (États-Unis, Europe, Japon) sur toutes les sociétés du Grand Sud (Asie, Chine

---

1. Économiste franco-égyptien, président du Forum du Tiers Monde (Dakar) et du Forum mondial des alternatives.

incluse, Afrique, Amérique latine et Russie), accusant par là même, dans des formes nouvelles, le contraste centres/périphéries, immanent au capitalisme historique.

Deux : l'agressivité de cet impérialisme collectif est elle-même l'expression de la crise systémique du capitalisme. Dans les crises ordinaires (en forme de U), la reprise qui fait suite à la dépression est produite par le déploiement de la logique de l'accumulation capitaliste. Par contre dans les crises systémiques (en forme de L), il n'y a pas de sortie de crise sans ruptures qualitatives avec les logiques en fonction, tant pour la gestion économique et sociale du système que pour sa gestion politique, nationale et internationale.

Trois : les ruptures qualitatives nécessaires qui permettraient de s'engager sur la longue route au-delà du capitalisme vers le socialisme ne sont pas encore à l'ordre du jour du probable dans l'avenir visible. La raison en est que notre crise est double : à la crise du capitalisme impérialiste se juxtapose celle des mouvements de protestation et de luttes populaires dont la crise du marxisme historique du 20<sup>e</sup> siècle est largement responsable. À défaut de construction d'une nouvelle étape dans la renaissance du marxisme historique, cette double crise n'engendre pas de situations révolutionnaires possibles, mais le chaos que nous vivons.

Dans la conclusion de mon livre *Classe et Nations dans la crise contemporaine* (publié en 1979, c'est-à-dire aux tout débuts de la crise systémique qui s'amorçait), j'écrivais que le chaos en question rappelait la fin de l'empire romain. L'empire romain souffrait de la centralisation excessive du surplus au bénéfice exclusif de la ville de Rome, devenant le handicap majeur au progrès des provinces. Cette centralisation a été brisée, comme il le fallait, par l'émiettement féodal qui s'est construit dans le sillage des invasions barbares « par la force des choses », sans intervention lucide des sujets sociaux de l'époque.

Aujourd'hui, le système capitaliste mondialisé souffre de la même manière d'une centralisation excessive du surplus au bénéfice exclusif de la triade impérialiste. Il faudra la briser par l'émergence de projets souverains des périphéries contemporaines. Nier la réalité de l'impérialisme et de la centralisation du surplus qui l'accompagne contribue à désorienter les peuples en lutte, produisant le « chaos » (l'équivalent de la « décadence » romaine) et réduisant les chances d'avancées lucides sur la voie du dépassement du système.

## Les leçons du 20<sup>e</sup> siècle

Lénine, Boukharine, Staline, Trotsky pour la Russie, Mao, Zhou Enlai, Deng Xiaoping pour la Chine, ont façonné l'histoire de ces deux grandes révolutions du 20<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Leaders de partis communistes révolutionnaires puis responsables de l'État, confrontés aux problèmes de la révolution triomphante dans les pays du capitalisme périphérique, ils ont été contraints de « réviser » (ce terme est employé à dessein, même s'il est considéré comme sacrilège par beaucoup) les thèses héritées du marxisme historique de la deuxième Internationale. Lénine et Boukharine, allant plus loin que les analyses de Hobson et Hilferding concernant le capitalisme des monopoles et l'impérialisme, en ont tiré la conclusion politique majeure : la guerre impérialiste de 1914-1918 (prévue par eux seuls ou presque) rendait nécessaire et possible une révolution guidée par le prolétariat.

Avec le bénéfice du recul du temps, il est possible de signaler les limites de leurs analyses. Lénine et Boukharine considéraient l'impérialisme comme étape nouvelle (« suprême ») associée au passage au capitalisme des monopoles. Dans des écrits précédents, j'ai essayé de remettre en question cette thèse en considérant que le capitalisme historique a toujours été impérialiste, au sens de générateur d'une polarisation entre ses centres et ses périphéries dès l'origine (le 16<sup>e</sup> siècle), approfondie au cours de tout son déploiement mondialisé ultérieur. Le système du 19<sup>e</sup> siècle prémonopoliste n'en était pas moins impérialiste ; et la Grande-Bretagne tenait son hégémonie précisément de sa domination coloniale de l'Inde. Lénine et Boukharine pensaient que la révolution, amorcée en Russie (le « maillon faible »), devait se poursuivre dans les centres (en Allemagne en particulier). Leur espoir était fondé sur une sous-estimation des effets de la polarisation impérialiste, annihilant la perspective révolutionnaire dans les centres.

Néanmoins Lénine, et mieux encore Boukharine, tirent rapidement la leçon que l'histoire leur impose. La révolution, faite au nom du socialisme (et du communisme), est en fait autre chose : largement une révolution paysanne. Alors que faire ? Comment associer la paysannerie à la construction du socialisme ? En faisant

---

2. Cet article se limitera à l'examen des expériences de la Russie et de la Chine, sans ignorer celles des autres révolutions socialistes du 20<sup>e</sup> siècle (Corée du Nord, Vietnam, Cuba).

des concessions au marché et en respectant la nouvelle propriété paysanne acquise ; en progressant donc lentement vers le socialisme ? La NEP (Nouvelle politique économique) mettra en œuvre cette stratégie.

Oui, mais... car Lénine, Boukharine et Staline comprennent aussi que les puissances impérialistes n'accepteront jamais ni la révolution, ni même la NEP. Après les guerres chaudes d'intervention, la guerre froide va être permanente, de 1920 à 1990<sup>3</sup>. Car la Russie soviétique, fut-elle loin de pouvoir construire le socialisme, se libère du carcan que l'impérialisme entend imposer à toutes les périphéries du système mondial qu'il domine ; la Russie soviétique déconnecte. Alors que faire ? Tenter d'imposer la coexistence pacifique, en faisant s'il le faut quelques concessions, en s'abstenant d'intervenir trop activement sur la scène internationale ? Mais en même temps, il faut s'armer pour faire face à de nouvelles agressions, difficiles à éviter. Et cela implique d'accélérer l'industrialisation, qui à son tour entre en conflit avec les intérêts de la paysannerie et menace donc de rompre l'alliance ouvrière et paysanne sur la base de laquelle fonctionne l'État issu de la révolution.

On comprend alors les louvoiements de Lénine, Boukharine et Staline. En termes théoriques on bascule d'un extrême à l'autre : tantôt on adopte une attitude déterministe qu'inspire la vision « étapiste » du marxisme hérité (l'étape de la révolution démocratique bourgeoise d'abord, puis celle du socialisme), tantôt on cède au volontarisme (l'action politique permet de sauter les étapes). Finalement, à partir de 1930-1933 (non sans rapport avec la montée du fascisme), Staline impose le choix de l'industrialisation et de l'armement accélérés. La collectivisation en est le prix. Ici encore gardons-nous de juger trop vite : tous les socialistes de l'époque (et encore davantage les capitalistes) partagent les analyses de Kautsky sur ce point et sont persuadés que l'avenir appartient à la grande exploitation agricole (Kautsky, 1979). La rupture de l'alliance ouvrière et paysanne que ce choix implique est à l'origine de l'abandon de la démocratie révolutionnaire et de la dérive autocratique.

---

3. Staline avait désespérément recherché avant la seconde guerre mondiale, sans succès, l'alliance des démocraties occidentales contre le nazisme. La guerre froide de l'après-guerre a été décidée par Washington, et Staline a cherché à prolonger, encore sans succès, l'amitié des puissances occidentales. Voir Geoffrey Roberts (2014), dont la préface importante d'Annie Lacroix-Riz.



Trotsky aurait-il fait mieux ? À mon avis, certainement pas. Son attitude face à la révolte des marins de Kronstad et ses louvoiements ultérieurs démontrent qu'il n'est pas différent des autres dirigeants du bolchevisme au pouvoir. Mais dès 1927, exilé, n'ayant plus de responsabilité dans le commandement du navire soviétique, il peut se complaire dans la répétition inlassable des principes sacrés du socialisme. Il devient pareil à ce que sont beaucoup des marxistes académiques qui peuvent se payer le luxe d'affirmer leur attachement aux principes sans souci d'être efficaces dans la transformation de la réalité<sup>4</sup>.

Les communistes chinois apparaissent plus tard sur la scène révolutionnaire. Mao sait alors tirer la leçon des louvoiements des bolcheviks. La Chine est confrontée aux mêmes problèmes que la Russie soviétique : révolution dans un pays attardé, nécessité d'associer la paysannerie à la transformation révolutionnaire, hostilité des puissances impérialistes. Mais Mao peut voir désormais plus clair que Lénine, Boukharine et Staline. Oui, la révolution chinoise est anti-impérialiste et paysanne (antiféodale). Mais elle n'est pas démocratique bourgeoise ; elle est démocratique populaire. La différence est de taille ; elle impose une perspective longue de maintien de l'alliance ouvrière et paysanne. Cela permettra à la Chine de ne pas faire l'erreur fatale de la collectivisation forcée ; et d'inventer une autre voie associant la propriété d'État sur tout le sol agraire, l'accès égal des paysans à l'usage de la terre et l'exploitation familiale rénovée (Amin, 2013a).

Les deux grandes révolutions ont du mal à se stabiliser ; car elles sont contraintes de concilier la perspective socialiste et des concessions au capitalisme. Laquelle de ces deux tendances l'emportera ? Ces révolutions ne vont donc arriver à un certain équilibre qu'à partir de leur « thermidor », pour reprendre le terme utilisé par Trotsky. Mais à quand donc remonte le thermidor en question en Russie, à 1930 (comme Trotsky le déclare) ? Ou à la NEP des années 1920 ? Ou à la glaciation du Brejnev ? Et pour la Chine, Mao choisit-il le thermidor dès 1950 ? Ou faudra-t-il attendre Deng Xiaoping pour parler du thermidor de 1980 ?

---

4. Il y a de belles exceptions d'intellectuels marxistes qui, sans avoir exercé des responsabilités dans la direction de partis révolutionnaires, encore moins d'État, n'en sont pas moins demeurés attentifs aux défis auxquels ont été confrontés les socialismes d'État. Je citerai Baran, Sweezy, Hobsbawm et d'autres.

La reprise des leçons de la révolution française n'est pas un hasard. Les trois grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe, la chinoise) sont grandes précisément parce qu'elles se projettent loin en avant des exigences immédiates du moment. La Révolution française s'affirme, avec la Convention montagnarde de Robespierre, une révolution populaire autant que bourgeoise, comme les révolutions russe et chinoise ambitionnent d'aller au communisme, même si celui-ci n'est pas à l'ordre du jour des exigences pour ne pas être mis en déroute et préserver la perspective d'aller plus loin plus tard.

Thermidor n'est pas la Restauration. Celle-ci s'impose en France, non pas avec Napoléon, mais seulement à partir de 1815. Encore faut-il savoir que la restauration ne peut pas gommer intégralement la transformation gigantesque de la société produite par la révolution. En Russie, la restauration est encore plus tardive : elle sera l'œuvre de Gorbatchev et Eltsine. Et ici également cette restauration demeure fragile, comme en témoigne les défis auxquels Poutine est désormais confronté. En Chine, il n'y a pas (ou pas encore !) de restauration<sup>5</sup>.

### **Une étape nouvelle de la domination des monopoles**

Le monde contemporain est toujours confronté aux mêmes défis auxquels se sont heurtées les révolutions du 20<sup>e</sup> siècle. L'approfondissement continu du contraste centres/périphéries, propre au déploiement mondialisé du capitalisme entraîne toujours la même conséquence politique majeure : la transformation du monde s'amorce par des révolutions anti-impérialistes, nationales et populaires, potentiellement anticapitalistes, seules à l'ordre du jour de l'avenir visible. Mais elle ne pourra franchir ces premières étapes pour s'engager sur la voie du socialisme que plus tard, si et lorsque les peuples des centres entreront à leur tour dans le combat pour le communisme, conçu comme étape supérieure de la civilisation humaine universelle. La crise systémique du capitalisme qui frappe ces centres donne à cette perspective des chances de se traduire en réalité.

Dans l'immédiat, le défi double auquel sont confrontés les peuples et les États du Sud occupe le devant de la scène : (i) le

---

5. Voir Hobsbawm (2007). Également les travaux de Florence Gauthier. Ces auteurs n'assimilent pas Thermidor et restauration, comme le suggère la simplification trotskiste.

*lumpen* développement que le capitalisme contemporain impose à toutes les périphéries du système n'a rien à offrir à ces trois quarts de l'humanité ; en particulier, il engage sur la voie de la destruction accélérée des sociétés paysannes d'Asie et d'Afrique ; et de ce fait la réponse qui sera donnée à la question paysanne commandera largement la suite de l'évolution (Amin, 2012a) ; (ii) la géostratégie agressive des puissances impérialistes qui s'opposent à toute tentative des peuples et des États de la périphérie de sortir de l'impasse, impose aux peuples concernés la mise en déroute du contrôle militaire de la planète par les États-Unis et leurs alliés subalternes européens et japonais.

La première longue crise systémique du capitalisme s'amorce dans les années 1870. La lecture du déploiement du capitalisme historique dans la longue durée suggère une succession en trois temps : dix siècles d'incubation de l'an 1000 en Chine aux révolutions du 18<sup>e</sup> siècle en Angleterre et en France, un siècle court d'épanouissement triomphant (le 19<sup>e</sup> siècle), un long déclin probable constitué lui-même de la première longue crise (1875-1945), puis de la seconde (amorcée en 1975, toujours en cours). Dans chacune de ces deux longues crises, le capital répond au défi par la même formule triple : concentration du contrôle du capital, approfondissement de la mondialisation inégale, financiarisation de la gestion du système<sup>6</sup>. Deux penseurs majeurs (Hobson et Hilferding) saisissent immédiatement la portée immense de la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles. Mais il appartenait à Lénine et à Boukharine de tirer la conclusion politique de cette transformation, qui amorçait le déclin du capitalisme et donc l'inscription à l'ordre du jour de la révolution socialiste (Boukharine, 1915 ; Lénine, 1916).

La formation première du capitalisme des monopoles remonte donc à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, mais ne se constitue véritablement en système aux États-Unis qu'à partir des années 1920, pour ensuite conquérir l'Europe occidentale et le Japon des « trente glorieuses » de l'après Deuxième Guerre mondiale. Le concept du surplus, proposé par Baran et Sweezy dans les années 1950-1960, permet de saisir l'essentiel de la transformation qualitative du capitalisme apportée par l'émergence dominante des monopoles. Convaincu dès

---

6. Ne sont abordées que certaines des conséquences majeures du passage aux monopoles généralisés (la financiarisation, le déclin de la démocratie). Je renvoie, concernant la question écologique, aux travaux remarquables de J.B. Foster.

sa publication par ce travail d'enrichissement de la critique marxiste du capitalisme, j'ai pu amorcer dès les années 1970 sa reformulation qu'exigeait, à mon avis, la transformation du capitalisme des monopoles « premier » (1920-1970) en capitalisme des monopoles généralisés, analysé comme une phase qualitativement nouvelle du système.

Dans les formes antérieures de la concurrence entre les entreprises produisant la même valeur d'usage – alors nombreuses et indépendantes les unes des autres –, les décisions étaient prises par les propriétaires capitalistes de ces entreprises sur la base du prix du marché constaté qui s'imposait comme une donnée extérieure. Baran et Sweezy observent que les nouveaux monopoles agissent différemment : ils fixent leurs prix en même temps que la nature et le volume de leurs productions. C'en est donc fini de la « concurrence transparente et loyale », qui demeure néanmoins, contre toute réalité, au cœur de la rhétorique de l'économie conventionnelle !

L'abolition de la concurrence – la transformation radicale du sens de ce terme, de son mode d'opération et de ce qu'elle produit – déconnecte le système des prix de son fondement, celui des valeurs, et par là même fait perdre de vue le cadre de référence qui définissait la rationalité du capitalisme. Alors que les valeurs d'usage constituaient dans une large mesure des réalités autonomes, elles deviennent, dans le capitalisme des monopoles, l'objet de véritables fabrications produites systématiquement par des politiques de vente agressives et particularisées (publicité, marques, etc.).

Dans le capitalisme des monopoles, la reproduction cohérente du système productif n'est plus possible par le seul ajustement mutuel des deux départements considérés dans le livre II du *Capital* ; il faut désormais prendre en considération un département III d'absorption du surplus conçu par Baran et Sweezy. L'excroissance du département III favorise à son tour un effet d'effacement de la distinction que Marx fait entre le travail productif (de plus-value) et le travail improductif. Toutes les formes du travail salarié peuvent devenir – et deviennent – sources de profits possibles. Un coiffeur vend ses services à un client qui le paie par la dépense de son revenu. Mais si ce coiffeur devient salarié d'un salon, l'opération doit dégager un profit pour son propriétaire.

Le travail exploité n'est plus seulement celui des producteurs de plus-value, comme rappelé dans les observations que j'ai proposées

concernant la composition hétéroclite du département III. Si le pays concerné met au travail dix millions de travailleurs salariés dans les trois départements I, II et III, lesquels fournissent l'équivalent de douze millions d'années de travail abstrait, et si les salaires reçus par ces travailleurs leur permettent d'acheter des biens et des services dont la production n'a exigé que six millions d'années de travail abstrait, le taux d'exploitation du travail de tous, productifs et improductifs confondus, est identique : il est de 100 %. Mais les six millions d'années de travail abstrait non distribuées en salaires ne peuvent pas être intégralement investies dans l'achat de biens de production destinés à l'expansion des départements I et II ; une partie de ceux-ci devra être affectée à l'expansion du département III.

### **Le capitalisme des monopoles généralisés (à partir de 1975)**

Le passage du capitalisme premier des monopoles à sa forme contemporaine (le capitalisme des monopoles généralisés) se réalise dans un temps court (entre 1975 et 1990), en réponse à la seconde longue crise du capitalisme en déclin. En une quinzaine d'années, la centralisation du pouvoir des monopoles et sa capacité de contrôler la totalité du système productif atteignent des cimes sans comparaison avec ce qu'elles avaient été jusque-là.

La première formulation du capitalisme des monopoles généralisés remonte à 1978, lorsque je proposais une lecture des réponses du capital au défi de sa nouvelle longue crise systémique, qui s'ouvrirait à partir de 1971-1975. L'accent était mis sur les trois directions de cette réponse attendue, alors à peine amorcée : la centralisation renforcée du contrôle de l'économie par les monopoles, l'approfondissement de la mondialisation (et la délocalisation des industries manufacturières en direction des périphéries) et la financiarisation. L'ouvrage que nous publions ensemble – André Gunder Frank et moi-même – en 1978 est passé inaperçu, probablement parce que les thèses présentées étaient inattendues (Frank et Amin, 1978). Mais aujourd'hui les trois caractéristiques en question sont devenues des évidences aveuglantes pour tout le monde.

Il fallait donner un nom à cette phase nouvelle du capitalisme des monopoles. Le qualificatif de « généralisé » précise ce qui est nouveau : les monopoles sont désormais dans une position qui les a rendus capables de réduire toutes les activités économiques (ou presque) au statut de sous-traitants. L'exemple de l'agriculture familiale des centres capitalistes en constitue le plus bel exemple. Ces

agriculteurs sont contrôlés en amont par les monopoles fournisseurs d'inputs et de crédits, en aval par les monopoles des chaînes de distribution, à tel point que dans ces structures de prix qui leur sont imposées le revenu de leur travail devient nul. Les agriculteurs ne survivent que grâce aux subventions publiques payées par les contribuables.

Cette ponction est donc à l'origine des profits des monopoles ! Comme on l'a constaté également à l'occasion des faillites bancaires, le principe nouveau de la gestion économique se résume en une phrase : privatisation des profits des monopoles, socialisation de leurs pertes ! Continuer à parler de « concurrence transparente et loyale » et de « vérité des prix révélée par les marchés » relève de la farce.

Le pouvoir économique émietté, et de ce fait concret, des familles de bourgeois propriétaires, laisse la place au pouvoir centralisé exercé par les dirigeants des monopoles et la cohorte de leurs serviteurs salariés. Car le capitalisme des monopoles généralisés n'implique pas la concentration de la propriété, laquelle au contraire est disséminée plus que jamais, mais celle du pouvoir de sa gestion. C'est pourquoi le qualificatif de « patrimonial » attaché au capitalisme contemporain est trompeur. Le règne des « actionnaires » n'est qu'apparent. Les monarques absolus qui décident en leur nom sont les dirigeants des monopoles. Cette gestion à son tour annihile le mode d'opération ancien de la concurrence des capitaux, qui constituait le fondement du mode de régulation de l'accumulation du capital. Elle lui substitue un mode de gestion fondé sur l'alternance de la coopération négociée et du conflit brutal des monopoles (qui met en œuvre des moyens qui ne sont pas ceux de la « concurrence transparente et loyale » comme on veut le faire croire).

Le pouvoir, au sens le plus abstrait du terme prend la place de la concurrence effective concrète. Par ailleurs, l'approfondissement de la mondialisation du système annihile la logique holiste (c'est-à-dire à la fois économique, politique et sociale) des systèmes nationaux sans lui substituer pour autant une logique mondiale quelconque. C'est l'empire du chaos — titre d'un ouvrage publié en 1991 (Amin, 1991), repris par d'autres par la suite : dans les faits, la violence politique internationale prend la place de la compétition économique, tandis que le discours veut faire croire que la régulation du système est le produit de cette dernière.

### **La financiarisation de l'accumulation**

La nouvelle financiarisation de la vie économique couronne cette transformation du pouvoir du capital. Aux formes concrètes de son expression est substituée l'affirmation abstraite du pouvoir « du » capital. Aux stratégies déployées par les propriétaires réels du capital émiété est substituée celle des gestionnaires des titres des propriétés du capital. Ce qu'on appelle vulgairement le capital fictif (la valeur estimée des titres de propriétés) n'est rien d'autre que l'expression de ce déplacement, de cette déconnexion du monde virtuel par rapport au monde réel.

L'accumulation capitaliste par sa nature même a toujours été synonyme de désordre, au sens que Marx avait donné à ce terme : un système qui se déplace de déséquilibre en déséquilibre (au gré des luttes de classes et des conflits interpuissances) sans jamais tendre à l'équilibre. Mais ce désordre produit par la concurrence des capitaux émiétés était maintenu dans des limites raisonnables par la gestion du système du crédit exercée sous le contrôle de l'État national. Avec le capitalisme financiarisé contemporain, ces frontières disparaissent ; la violence des déplacements de déséquilibre en déséquilibre est renforcée. Le chaos succède au désordre.

La domination du capital des monopoles généralisés s'exerce à l'échelle mondiale par le moyen de l'intégration globale du marché monétaire et financier fondé désormais sur le principe des changes flexibles, et le renoncement au contrôle national des flux de capitaux. Néanmoins, cette domination est remise en question, à des degrés divers, par les politiques d'État des pays émergents. Le conflit entre ces derniers et les objectifs stratégiques de l'impérialisme collectif de la triade devient de ce fait l'un des axes centraux de la remise en cause possible du capitalisme des monopoles généralisés (Amin, 2013b et 2014a).

### **Le déclin de la démocratie**

Dans les centres du système (la triade États-Unis, Europe occidentale, Japon), le capitalisme des monopoles généralisés a entraîné la généralisation de la forme salariale. Les cadres dits supérieurs sont désormais des salariés qui ne participaient pas à la formation de la plus-value, dont ils sont devenus des consommateurs. À l'autre pôle de la société, la prolétarianisation généralisée que la forme salariale suggère s'accompagne de la multiplication des formes de la segmentation du front du travail. Autrement dit le « prolétariat »

(dans les formes qu'on lui a connues dans le passé) disparaît au moment même où la prolétarianisation se généralise.

Dans les périphéries, les effets de la domination du capital des monopoles généralisés n'en sont pas moins visibles. À la diversité tant des classes locales dominantes que des statuts des classes dominées se superpose le pouvoir d'une superclasse dominante qui émerge dans le sillage de la mondialisation concernée. Cette superclasse est tantôt celle des « affairistes compradore », tantôt celle de la classe politique (ou classe-État-parti) gouvernante, ou un mélange des deux.

Loin d'être synonymes, le « marché » et la « démocratie », sont, au contraire, antinomiques. Dans les centres, une culture politique nouvelle de consensus (apparent peut-être, mais néanmoins actif), synonyme de dépolitisation, a été substituée à la culture politique antérieure, fondée sur la confrontation droite/gauche qui donnait sa portée à la démocratie bourgeoise et à l'inscription contradictoire des luttes de classes dans son cadre. Dans les périphéries, le monopole du pouvoir accaparé par la superclasse dominante implique lui aussi la négation de la démocratie.

### **La géostratégie agressive de l'impérialisme contemporain**

Le système de production capitaliste s'est engagé depuis une trentaine d'années (à partir de 1980) dans une transformation qualitative que l'on peut résumer en une phrase courte : l'émergence d'un système de production mondialisé qui se substitue graduellement aux systèmes de production nationaux antérieurs (au centre, des systèmes autocentrés et simultanément agressivement ouverts ; dans les périphéries, des systèmes dominés à des degrés et dans des formes variables), eux-mêmes articulés les uns aux autres dans un système mondial hiérarchisé (caractérisé entre autre par le contraste centres/périphéries et par la hiérarchie des puissances impérialistes).

Dans les années 1970, avec Sweezy et Magdof, nous avançons déjà cette thèse, formulée plus avant par André Frank et moi-même dans un ouvrage publié en 1978. Nous disions que le capitalisme des monopoles entrait dans un nouvel âge, caractérisé par le démantèlement progressif – mais rapide – des systèmes productifs nationaux. La production d'un nombre grandissant de biens marchands ne peut plus être définie par le label « made in France (ou Soviet Union, ou USA) » mais devient « *made in the world* », parce



que son procès de fabrication est désormais éclaté en segments, localisés ici et là à travers la planète entière.

Cette transformation s'explique par le bond en avant du degré de centralisation du contrôle du capital des monopoles, que l'on peut qualifier (voir *supra*) de passage du capitalisme des monopoles au stade des monopoles généralisés. En une quinzaine d'années (entre 1975 et 1990), un bon nombre de ces monopoles (ou oligopoles) localisés dans les pays de la triade dominante sont devenus capables de contrôler l'ensemble des activités productives, chez eux et dans le monde entier, les réduisant au statut de sous-traitants *de jure* ou *de facto*, et par là même de ponctionner une portion importante de la plus-value produite par ces activités venant grossir la rente des monopoles dominants dans le système. Les moyens permettant la gestion de ce système de production éparpillé à travers le monde sont désormais réunis, grâce entre autre à la révolution informatique. Mais il ne s'agit là, pour moi, que des moyens mis en œuvre en réponse à un besoin objectif nouveau créé par le bond en avant de la centralisation du contrôle du capital.

Le démantèlement des systèmes productifs nationaux, eux-mêmes produits de la longue histoire antérieure du développement du capitalisme, concerne tous les pays du monde (ou presque). Dans les centres (la triade), ce démantèlement des systèmes productifs nationaux peut paraître relativement lent et limité par le poids du système hérité et toujours présent. Mais il avance chaque jour toujours un peu plus. Par contre, dans celles des périphéries qui avaient avancé dans la construction d'un système national industriel modernisé (l'URSS, l'Europe de l'Est, et à un degré moindre ici et là en Asie, en Afrique et en Amérique latine), l'agression du capitalisme des monopoles généralisés (s'exprimant à travers la soumission – volontaire ou forcée – aux principes dits du néolibéralisme mondialisé) s'est traduite par un démantèlement violent, rapide et total des systèmes nationaux concernés, et la transformation des activités productives localisées dans ces pays en sous-traitants.

La rente des monopoles généralisées de la triade, bénéficiaires de ce démantèlement devient rente impérialiste. Cette transformation, vue des périphéries, peut être qualifiée de « re-compradorisation ». Celle-ci a frappé tous les pays de l'ex-Est (ex-Union soviétique et Europe de l'Est) et tous les pays du Sud. La Chine est seule à faire partiellement exception. L'émergence de ce système productif mondialisé abolit la cohérence des logiques (diverses et

inégalement efficaces) du «développement national»; mais elle ne lui substitue pas une cohérence nouvelle, qui serait celle du système mondialisé. La raison en est l'absence d'une bourgeoisie et d'un État mondialisé. Pour cette raison, le système de production mondialisé est incohérent par nature.

Autre conséquence importante de cette transformation qualitative du capitalisme contemporain: l'émergence de l'impérialisme collectif de la triade se substituant aux impérialismes nationaux historiques (des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon, de l'Allemagne, de la France et de quelques autres). L'impérialisme collectif trouve sa raison d'être dans la prise de conscience par les bourgeoisies des nations de la triade de la nécessité de leur gestion commune et solidaire de la planète et singulièrement des sociétés des périphéries soumises ou à soumettre. Certains tirent de la thèse de l'émergence d'un système productif mondialisé deux corrélats: l'émergence d'une bourgeoisie mondialisée et celle d'un État mondialisé, dont le nouveau système productif constitue la base objective. Ma lecture des évolutions et des crises en cours m'a conduit à rejeter ces deux corrélats.

Il n'y a pas de bourgeoisie (ou disons de classe dominante) mondialisée en cours de constitution, ni à l'échelle mondiale, ni même à celle des pays de la triade impérialiste. J'ai été amené à donner de l'importance au fait que la centralisation du contrôle du capital des monopoles opérait à l'intérieur des États-nations de la triade (États-Unis, chacun des partenaires de l'Union européenne, Japon) avec plus de force que celle par laquelle elle opère dans les rapports entre les partenaires de la triade, ou même entre ceux de l'Union européenne.

Les bourgeoisies (ou les groupes oligopolistiques) sont en compétition à l'intérieur des nations (et l'État national gère cette compétition, en partie tout au moins) et entre les nations. C'est ainsi que les oligopoles allemands (et l'État allemand) ont pris la direction des affaires européennes, non pas pour le bénéfice égal de tous, mais d'abord pour leur propre bénéfice. À l'échelle de la triade, c'est évidemment la bourgeoisie des États-Unis qui dirige l'alliance, encore une fois dans un partage inégal des bénéfices.

L'idée que la cause objective – l'émergence du système productif mondialisé – entraîne *ipso facto* celle d'une classe dominante mondialisée, repose sur l'hypothèse sous-jacente selon laquelle le système doit être cohérent. En réalité il peut ne pas l'être; et c'est

le cas, et la raison pour laquelle ce système chaotique n'est pas viable. Dans les périphéries, la mondialisation du système productif s'est accompagnée par la substitution aux blocs hégémoniques des époques antérieures d'un nouveau bloc hégémonique dominé par la nouvelle bourgeoisie compradore. Ces nouvelles bourgeoisies compradore ne sont pas des éléments constitutifs d'une bourgeoisie mondialisée, mais seulement des alliés subalternes des bourgeoisies de la triade dominante.

De la même manière qu'il n'y a pas de bourgeoisie mondialisée en cours de constitution, il n'y a pas davantage d'État mondialisé en vue. La raison majeure en est que le système mondialisé en place n'atténue pas mais accentue le conflit (déjà visible ou potentiel) entre les sociétés de la triade et celles du reste de la planète. Je dis bien conflit des sociétés, et, partant, potentiellement conflit des États. Car les avantages de la position dominante de la triade (la rente impérialiste) permettent au bloc hégémonique constitué autour des monopoles généralisés de bénéficier d'une légitimité qui se traduit à son tour par la convergence de tous les grands partis électoraux de droite et de gauche, et leur égal alignement sur les politiques économiques néolibérales et sur les politiques d'intervention dans les affaires des périphéries. Par contre les bourgeoisies néo-compradore des périphéries ne paraissent aux yeux de leurs peuples ni légitimes, ni même crédibles (on verra plus loin pourquoi : parce que les politiques qu'elles servent ne permettent pas le « rat-trapage », et engagent le plus souvent dans l'impasse d'un *lumpen* développement). L'instabilité des pouvoirs en place est alors ici la règle.

Pas de bourgeoisie mondialisée même à l'échelle de la seule triade, ou à celle de l'Union européenne, signifie aussi l'absence d'État mondialisé à ces échelles. Mais seulement des États alliés, acceptant de surcroît la hiérarchie qui permet à leur alliance de fonctionner : la direction générale est assumée par Washington, celle de l'Europe par Berlin. L'État national reste en place au service de la mondialisation telle qu'elle est.

L'idée circule dans les courants postmodernistes selon laquelle le capitalisme contemporain n'a plus besoin d'État pour gérer l'économie mondiale, que de ce fait les systèmes d'État sont en voie de dépérissement au profit de l'émergence de la société civile. Il n'est pas nécessaire de revenir sur les arguments, développés ailleurs, en contrepoint de cette thèse naïve propagée par les pouvoirs

dominants et le clergé médiatique à leur service. Il n'y a pas de capitalisme sans État. La mondialisation capitaliste ne pourrait pas se déployer sans les interventions de l'armée des États-Unis et la gestion du dollar. Or armée et monnaie sont des instruments de l'État, pas du marché.

Mais comme il n'y a pas d'État mondial, les États-Unis prétendent remplir cette fonction. Les sociétés de la triade tiennent cette fonction pour légitime ; les autres sociétés, non. Mais qu'importe. La « communauté internationale » autoproclamée, c'est-à-dire le G7 plus l'Arabie saoudite, devenue sans doute une République démocratique, ne reconnaît pas la légitimité de l'opinion de 85 % de la population de la planète ! Il y a donc une asymétrie entre les fonctions de l'État dans ses centres impérialistes dominants et celles de l'État dans les périphéries soumises, ou à soumettre. L'État dans les périphéries compradorisées est instable par nature et, de ce fait, un ennemi potentiel, quand il ne l'est pas déjà.

Il y a les ennemis avec lesquels les puissances impérialistes dominantes sont contraintes de coexister – du moins jusqu'à ce jour. C'est le cas de la Chine, parce que celle-ci a refusé (jusqu'à ce jour) la perspective néo-compradore et conduit son projet souverain de développement national intégré et cohérent. La Russie est devenue un ennemi, dès lors que Vladimir Poutine refuse l'alignement politique sur la triade et veut barrer la route aux ambitions expansionnistes de celle-ci en Ukraine, même s'il n' imagine pas (ou pas encore ?) de sortir des ornières du libéralisme économique.

Dans leur grande majorité, les États compradore dans le Sud (c'est-à-dire les États au service de leurs bourgeoisies compradore) sont des alliés, et non des ennemis – tant qu'ils donnent l'apparence de tenir leur pays en mains. Mais à Washington, à Londres, à Berlin et à Paris, on sait que ces États sont fragiles. Dès lors qu'ils sont ébranlés par un mouvement populaire de révolte – avec ou sans stratégie alternative viable –, la triade se donne le droit d'intervenir. L'intervention peut alors conduire à envisager la destruction de ces États, et, derrière elle, des sociétés concernées. Cette stratégie est à l'œuvre en Irak, en Syrie et ailleurs. La raison d'être de la stratégie de contrôle militaire de la planète par la triade dirigée par Washington est située toute entière dans cette vision « réaliste », qui vient en contrepoint de la vision naïve – à la Negri – de l'État mondialisé en cours de construction (Amin, 2014b).

## **Les réponses des peuples et des États du Sud<sup>7</sup>**

L'offensive en cours de la triade (États-Unis, Europe, Japon) contre les peuples du Sud marche sur ses deux jambes : la jambe économique – le néolibéralisme mondialisé présenté comme seule politique possible –, la jambe politique – les interventions et les guerres préventives conduites contre tous les pays récalcitrants. En réponse, le projet alternatif d'émancipation des pays du Sud devrait lui aussi marcher sur deux jambes. Mais il n'en est pas réellement ainsi. Les BRICS, au mieux, ne marchent que sur une jambe. Ils refusent la politique interventionniste de la triade, mais consentent à jouer le jeu de la mondialisation néolibérale. Leurs positions demeurent de ce fait vulnérables. Il leur faut comprendre que « le commerce, c'est la guerre », comme l'a écrit Yash Tandon (2015).

Tous les pays du monde en dehors de la triade sont des ennemis, ou des ennemis potentiels, à l'exception de ceux qui acceptent leur soumission inconditionnelle aux stratégies politiques et économiques des États-Unis et de leurs alliés subalternes européens et japonais. Dans ce cadre, la Russie est un ennemi. Quoi que soit notre jugement concernant ce qu'était l'Union soviétique, la triade en a toujours combattu l'existence même, tout simplement parce qu'elle entendait poursuivre une politique indépendante. Avec l'effondrement de l'URSS, certains Russes ont pensé que le chapitre de l'hostilité occidentale à leur égard était clos. La Russie, qui avait perdu la guerre, pouvait gagner la paix, comme l'Allemagne et le Japon.

Ces Russes n'avaient pas compris que les puissances occidentales ont soutenu la reconstruction des pays fascistes parce qu'il leur fallait faire face à l'indépendance de l'URSS. Aujourd'hui, la triade exige la soumission complète de la Russie vaincue. La crise ukrainienne illustre tragiquement ce choix : les puissances occidentales ont organisé un putsch euro-fasciste à Kiev ; et la rhétorique qui prétend que les puissances occidentales cherchent à promouvoir

---

7. L'option en faveur d'une déconnexion est incontournable. Le surplus centralisé à l'extrême à l'échelle mondiale au seul bénéfice de la rente impérialiste des monopoles des puissances impérialistes est insupportable pour toutes les sociétés de la périphérie. Déconstruire ce système, dans la perspective de reconstruire plus tard une autre forme de mondialisation compatible avec le communisme, entendu comme un stade plus avancé de la civilisation universelle, s'impose. D'où la comparaison avec la destruction nécessaire de la centralisation de l'empire romain, qui a ouvert la voie à la décentralisation féodale.

la démocratie est mensonge pur et simple. L'Europe orientale a été intégrée dans l'Union européenne comme semi-colonie, et son rapport aux puissances de l'Europe occidentale et centrale est analogue à celui de l'Amérique latine aux États-Unis.

La Russie est à la recherche d'une place dans le système mondial d'aujourd'hui et de demain. Et Poutine paraît avoir fait sien le projet de construction d'une vaste alliance des peuples de l'ex-URSS. Ce projet est désormais connu sous le nom d'alliance des peuples « euroasiatiques ». Il ne s'agit pas là d'une invention artificielle récente. Dans un article écrit en 1998, je faisais observer que cette idée répondait depuis des siècles à la recherche par la Russie de la définition de sa place dans le monde (Amin, 1998). Pourquoi refuserait-on ce droit aux Russes et aux autres peuples de l'ex-URSS ?

Le combat engagé par Moscou contre l'ordre impérialiste, en Ukraine et ailleurs, ne sera victorieux que s'il est soutenu avec fermeté par les peuples concernés. Ce soutien ne sera possible que si la Russie s'affranchit du carcan néolibéral, à l'origine ici comme ailleurs du désastre social. Vladimir Poutine se livre jusqu'ici à un exercice périlleux de grand écart, associant la poursuite de sa politique intérieure néolibérale désastreuse d'une part, et d'autre part la défense des intérêts légitimes d'une Russie indépendante. Abandonner le néolibéralisme et sortir de la mondialisation financière est désormais nécessaire et possible.

Des segments de la classe politique qui gouverne à Moscou sont disposés à se rallier à un capitalisme d'État, susceptible à son tour d'ouvrir la voie à une éventuelle avancée en direction de la socialisation démocratique de sa gestion. Mais si la fraction compadore des classes dirigeantes russes – bénéficiaires exclusifs du néolibéralisme – venait à l'emporter, alors les « sanctions » dont l'Europe menace la Russie pourraient porter leurs fruits ; les compadores sont toujours disposés à capituler pour préserver leur part du produit du pillage de leur pays. La Russie ne pourrait alors pas refuser sa colonisation par l'impérialisme de la triade. En dehors de la Chine, qui met en œuvre un projet national de développement industriel moderne associé à la rénovation de l'agriculture familiale, les autres pays du Sud, dits émergents (les BRICS), ne marchent toujours que sur un pied : ils s'opposent aux aventures

de la mondialisation militarisée, mais demeurent enfermés dans le carcan du néolibéralisme<sup>8</sup>.

De Samir Amin, en l'honneur de François Houtart, fondateur du CETRI – Centre tricontinental.

### Bibliographie

- Amin S. (1991), *L'Empire du chaos*, Paris, L'Harmattan.
- Amin S. (1998), « La Russie dans le système mondial : géographie ou histoire ? », *Review*, vol. 21, n° 2.
- Amin S. (2012a), « Contemporary imperialism and the agrarian question », *Agrarian South, Journal of Political Economy*, n° 1.
- Amin S. (2012b), *L'implosion du capitalisme contemporain*, Paris, Delga.
- Amin S. (2013a), « China 2013 », *Monthly Review*, vol. 64, n° 10.
- Amin S. (2013b), *Le yuan chinois* (publié en chinois), Pambazuka.
- Amin S. (2014a), « From Bandung (1955) to 2015, new and old challenges for the peoples and the States of the South », paper presented at the conference Bandung 2015, Paris.
- Amin S. (2014b), « Contra Hardt and Negri », *Monthly Review, You are here*, vol. 66, issue 6.
- Amin S. (2014c), « The return of fascism in contemporary capitalism », *Monthly Review*, vol. 66, issue 4.
- Amin S. (2014d), « Latin America confronts the challenge of globalization », *Monthly Review*, vol. 66, issue 7.
- Boukharine B. (1915), *L'impérialisme et l'accumulation du capital*, rééditions multiples.
- Frank A.G. et Amin S. (1978), *N'attendons pas 1984*, Paris, Anthropos.
- Hobsbawm E.J. (2007), *Aux armes, historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, La Découverte.
- Lénine V. (1916), *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, rééditions multiples.
- Kautsky K. (1979), *La question agraire*, Paris, François Maspero.
- Roberts G. (2014), *Les Guerres de Staline : De la Guerre mondiale à la Guerre froide : 1939-1953*, Paris, Delga.
- Tandon Y. (2015), *Le commerce, c'est la guerre*, Genève, CETIM.

---

8. Concernant les réponses insuffisantes de l'Inde et du Brésil, voir Amin (2012b) et Amin (2014d).





## Où est l'Afrique dans le Sud global ? Leçons de Bandung et du panafricanisme<sup>1</sup>

Issa Shivji<sup>2</sup>

**Le « Sud global » n'existe que dans son rapport avec le « Nord global », au travers du système capitaliste mondial. En périphérie, les bourgeoisies *compradores* ont subverti l'esprit panafricaniste, en délaissant les stratégies autocentrées de déconnexion. Intégration externe et désintégration interne caractérisent le continent africain. La phase post-néolibérale appelle de nouvelles luttes populaires, anti-impérialistes et pour le socialisme.**

La division Nord-Sud est très bien analysée sur le plan statistique. Nul besoin d'y revenir. En revanche, il est utile de rafraîchir nos connaissances sur l'espace géopolitique de l'Afrique dans le Sud global. La population totale du Sud global s'élève à environ 6,2 milliards de personnes et l'Afrique n'en représente qu'un cinquième, soit 1,2 milliard. Le Nigeria, l'État le plus peuplé du continent, compte moins d'habitants que le Brésil. L'Afrique du Sud, pays membre des BRICS (avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine), ne compte qu'un quart de la population du Brésil. Du seul point de vue démographique, en laissant de côté le poids de l'économie, l'Afrique entière n'atteint pas la taille de l'Inde ou de la Chine, ces « *locomotives du Sud* », pour reprendre l'expression de Manmohan Singh (Prashad, 2012).

---

1. Discours inaugural du séminaire international sur le Sud global – « De Bandung au 21<sup>e</sup> siècle », Université fédérale de São Paulo, 28-30 septembre 2015.

2. Auteur et universitaire tanzanien, directeur du Mwalimu Nyerere Resource Centre, Tanzania Commission for Science and Technology – COSTECH, Dar es Salaam.

Mais, dans le Sud global comme dans le monde, d'ailleurs, l'Afrique ne parle pas en tant qu'Afrique, en tant que Pan-Afrique. Dans le train du Sud global, tiré par les locomotives telles que la Chine, l'Inde et le Brésil, les pays africains ne sont même pas les wagons, mais plutôt des cabines. Et cela vaut, selon moi, non seulement pour l'espace géographique, mais aussi économique et politique. Cependant, comme je le soutiendrai, le Sud global n'est pas une construction politique ou du moins pas une construction politique érigée par les peuples du Sud.

Je souhaiterais souligner ensuite que le Sud global n'existe et n'a de sens que dans ses relations avec le Nord global. Celles-ci ont déterminé le mouvement de l'histoire mondiale au cours des cinq derniers siècles. Qu'est-ce qui constitue le monde global aujourd'hui ? Le Nord global et le Sud global sont liés par le système capitaliste mondial. Quelle est la force motrice de ce système ? Qu'est-ce qui le fait tourner ? Pour répondre à ces questions, un détour par l'économie politique du capitalisme mondial est nécessaire afin de mieux comprendre et cerner, d'une part, la logique de la trajectoire du panafricanisme, du nationalisme africain ainsi que de son héritier néolibéral, le Nepad (le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique »), et, d'autre part, celle de l'itinéraire de Bandung, et de sa progéniture, les BRICS.

Dans la section suivante, je présente de manière quelque peu abstraite et fort simplifiée le cœur du système capitaliste mondial, à savoir le processus d'accumulation mondiale, ou ce que Samir Amin appelle, dans son ouvrage pionnier, « *l'accumulation à l'échelle mondiale* » (Amin, 1974).

### **Le système capitaliste mondial**

Dès sa naissance, le capitalisme a été un système global. Il continue de l'être. À l'échelle de l'histoire, les brèches socialistes n'ont été qu'épisodiques. Dans le modèle de Samir Amin, le système capitaliste mondial se divise entre le « centre », en gros le Nord global, et la « périphérie », en gros le Sud global. Le cœur du système capitaliste est l'accumulation. « *Accumulez, accumulez*, disait Marx, *c'est la loi et les prophètes* » (Marx, 1887). Le processus d'accumulation est planétaire. Deux modes le caractérisent : l'accumulation capitaliste (AC) et l'accumulation primitive (AP).

Le modèle économique de Marx est basé sur un système fermé d'accumulation capitaliste. Un des présupposés fondamentaux de

ce modèle de production et de reproduction du capital est l'échange équivalent de marchandises, dont la force de travail. L'appropriation par le capital de la plus-value créée au cours du processus de production est appelée exploitation. L'exploitation, ce n'est ni voler ni escroquer lors de la vente de marchandises. Dans la pratique, cela peut arriver, mais ce n'est pas inhérent au système. L'exploitation, c'est l'appropriation de la plus-value créée au cours du processus de production.

L'accumulation primitive désigne, chez Marx, l'accumulation originelle, pour expliquer la préexistence du capital avant qu'il n'élaboré la formule de production (*ibid.*). Marx pose deux types d'accumulation primitive, l'un, interne, et l'autre, externe. L'accumulation interne renvoie à l'expulsion des paysans des campagnes pour les jeter sur le marché du travail, c'est le mouvement des « *enclosures* ». L'accumulation externe renvoie au pillage de l'ivoire, des minerais et à la capture des esclaves dans les pays non européens, que nous appelions le « tiers-monde » et nommons aujourd'hui le « Sud global ». À ce propos Marx parle de pillage, qu'il distingue du vol ou de l'escroquerie<sup>3</sup>. En langage ordinaire et même selon la loi bourgeoise, le pillage se différencie du vol et de l'escroquerie par l'usage de la force. La violence est inhérente et centrale au processus d'accumulation primitive au sens de Marx. Toutefois, elle est absente de son modèle d'accumulation capitaliste. En outre, le processus d'accumulation primitive prend fin dès le moment où l'accumulation capitaliste se généralise. Pour Marx, l'accumulation primitive « *constitue l'âge préhistorique du capital* » (*ibid.*).

Comme on le sait, selon Rosa Luxemburg, qui a revu Marx, l'accumulation capitaliste doit s'alimenter à des secteurs non capitalistes pour fonctionner et éviter les crises (Luxemburg, 1963). Les secteurs de ce type se situent dans les sociétés non européennes. Lénine a développé sa théorie de l'impérialisme à partir de l'autre mode du capitalisme, la concentration et la centralisation du capital (Lénine, 1963). L'impérialisme envahit les sociétés non européennes et y impose la domination de l'oligarchie financière grâce à laquelle il en tire une rente. Plus récemment, David Harvey a revisité la théorie luxemburgiste de l'accumulation primitive pour

---

3. « *Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital* » (*ibid.*).

montrer que, dans la phase néolibérale, l'accumulation primitive refait surface et prend différentes formes, qu'il appelle accumulation par dépossession<sup>4</sup>.

Poussant ces réflexions plus loin, je soutiens que ces deux modes d'accumulation (capitaliste et primitive) ont toujours coexisté dans une certaine tension. De manière générale, jusqu'ici, l'accumulation capitaliste a dominé les centres, et l'accumulation primitive, la périphérie. Sur le plan social, l'accumulation capitaliste s'affirme dans le courant bourgeois et l'accumulation primitive, dans le courant *compradore*. Vu de la périphérie, on peut appeler le courant bourgeois, bourgeoisie *nationale* et la distinguer de la bourgeoisie *compradore*. La tension entre ces deux courants se traduit dans des luttes sociales déterminées historiquement, avec des alliances de classe, des blocs dirigeants, des résistances, qui nous permettent d'historiciser et de périodiser les luttes de classes<sup>5</sup>.

Les formes extrêmes d'accumulation primitive scandent l'histoire des luttes du Sud global ou de la périphérie. Je les appelle les trois grands pillages. Le premier, catalysé par le pirate espagnol Christophe Colomb en 1492, a dépossédé les peuples de leurs terres. Aux Amériques, la terre a été volée aux gens, qui ont été exterminés volontairement ou décimés par la maladie. Ce fut le premier génocide de l'histoire de l'humanité. Le deuxième, perpétré par le pirate portugais Vasco de Gama en 1498, a chassé les peuples de leurs terres. En Afrique, ils en furent arrachés, réduits en esclavage et expédiés en masse par bateau pour en travailler d'autres (terres). Comme l'histoire nous l'a appris, le Brésil se situait au confluent de ces deux grands forfaits et il se vante aujourd'hui de compter la plus grande population africaine hors d'Afrique, alors que les indigènes y ont quasiment disparu et représentent moins d'un demi-pourcent des habitants.

Le troisième grand pillage correspond au moment où les hommes furent dépossédés de leur travail. C'est l'étape centrale du processus de colonisation. Dans la périphérie, le capital s'est non seulement approprié le surtravail par le biais du processus d'accumulation capitaliste, mais aussi le travail nécessaire – c'est-à-dire

---

4. L'un des problèmes avec la position de Harvey est qu'en faisant abstraction de la relation entre les centres impérialistes et les périphéries dominées, il court le risque de sous-estimer la question nationale, et donc son corollaire, l'impérialisme (Harvey, 2005).

5. Comme l'explique à grands traits Samir Amin (2012) dans son article « Le Sud défie la mondialisation ».

le travail pour la subsistance – du fait de l'appétit insatiable du capitalisme monopolistique (Shivji, 1987). Cela signifie que la force de travail n'est pas échangée contre son équivalent. L'échange non équivalent de la force de travail, qui se situe au niveau de la production et non simplement de la circulation, constitue selon moi la caractéristique essentielle de l'accumulation primitive dans la périphérie dominée par le capital monopolistique. Le recours à la violence n'est pas indispensable. Ce type d'accumulation se reproduit par la domination du capital monopolistique sur la production comme sur la circulation.

Peu importe que le travail soit celui d'un paysan dans son champ, d'un artisan dans un atelier, d'un prolétaire dans une usine ou d'un colporteur dans la rue – tout le travail est pressurisé pour subsidier le capital et augmenter ses surplus en vue d'une accumulation accrue. Dans tous ces cas de figure, l'accumulation primitive domine. Avec le néolibéralisme, de nouvelles formes d'accumulation primitive sont à l'œuvre, basées sur un échange non équivalent de travail et l'accaparement des ressources. La marchandisation des ressources naturelles, des biens et des services publics, la privatisation de la propriété commune et publique, y compris les prestations sociales et la dette publique, la création et la multiplication d'une monnaie privatisée par le fractionnement d'actions, sont de nouvelles formes néolibérales d'accumulation primitive que nous trouvons à la fois dans le centre et la périphérie.

Au bout du compte, cette économie immatérielle artificielle doit avoir une base dans l'économie réelle, où l'acteur principal est le travail humain, qu'il soit simple ou complexe. Lorsque l'économie financière artificielle rompt ses liens avec l'économie réelle, on se retrouve face à une crise similaire à celle que le monde a connue en 2008, entraînant une destruction massive de vies humaines et des moyens d'existence des classes populaires. Destruction-construction est un autre thème récurrent dans l'histoire du développement du capitalisme mondial (Jha, 2006). C'est dans le grand récit du développement du capitalisme mondial au cours des cinq derniers siècles que nous devons situer l'histoire du panafricanisme et de Bandung.

## Les jalons politiques du panafricanisme et de Bandung

### La trajectoire panafricaine

Le panafricanisme en tant qu'idéologie et mouvement est né aux États-Unis aux alentours de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle. Ses fondateurs et figures de proue sont afro-américains et afro-caribéens, dont Henry Silvester Williams, George Padmore, W.E. Du Bois, C.L.R. James (Legum, 1965 ; Shivji, 2009). Leurs idées et perceptions ne peuvent nécessairement être qu'*africaines* puisqu'ils furent arrachés à l'Afrique avant que le continent ne soit découpé en pays par les puissances impérialistes européennes à Berlin en 1885. À ses débuts, la pensée panafricaine tourne essentiellement autour de questions raciales et culturelles, avec pour principales revendications l'égalité et la non-discrimination (Pannikar, 1961). Cela transparaît dans les résolutions adoptées au cours des différents congrès panafricains avant 1945 (Legum, 1965). Le manifeste du Congrès de 1923, par exemple, proclame : « *Au final, nous demandons que, partout dans le monde, les Noirs soient traités comme des hommes* » (*ibid.*).

La seconde guerre mondiale représente un véritable tournant. En 1944, treize associations étudiantes et d'entraide, ainsi que d'autres organisations établies en Grande-Bretagne, s'unissent et donnent naissance à la Fédération panafricaine qui organisera le fameux cinquième congrès panafricain à Manchester en 1945. Plus politique, avançant des demandes explicites d'indépendance, le congrès de Manchester a pour cri de ralliement : « *L'Afrique aux Africains* ». Pour la première fois, de jeunes Africains venus du continent y participent. Les deux secrétaires de ce congrès sont Kwame Nkrumah du Ghana et Jomo Kenyatta du Kenya. Quelque 200 délégués assistent à la conférence, dont des représentants des syndicats, des partis politiques et d'autres organisations. De culturelle et raciale, l'idéologie panafricaniste se mue en idéologie de libération nationale.

Les résolutions de Manchester sont clairement politiques. Elles réclament l'autonomie et l'indépendance, et signalent que la patience africaine séculaire atteint ses limites, que les Africains « *ne sont pas disposés à souffrir de la faim plus longtemps, pendant qu'ils effectuent les corvées du reste du monde* » (Legum, 1965). Elles condamnent et rejettent l'impérialisme, tout en se prononçant dans ses propres termes pour une forme de social-démocratie. On

peut lire dans une résolution : « *Nous condamnons le monopole du capital et la gestion de la richesse et de l'industrie privées au seul profit du privé. Nous accueillons la démocratie économique comme la seule véritable démocratie* » (ibid.).

Le cinquième congrès panafricain contient déjà, sous une forme embryonnaire, l'idée d'unité africaine : « *Les divisions et frontières territoriales artificielles créées par les puissances impérialistes sont des mesures délibérées visant à empêcher l'unité politique des peuples ouest-africains.* » Fort de l'idée panafricaine qui repose sur deux piliers majeurs, la libération nationale et l'unité africaine, Nkrumah rentre au Ghana, la Côte-de-l'Or à l'époque. Il fédère ses partisans et conduit le Ghana à l'indépendance en 1957, premier État d'Afrique noire à briser les chaînes du colonialisme. Ce sera un véritable séisme dans les annales de la lutte des peuples d'Afrique. Pour reprendre les termes du grand historien C.L.R. James, Nkrumah « *mena une grande révolution* » et « *éleva le statut de l'Afrique et des Africains à un niveau jamais atteint auparavant* » (James, 1966).

Nkrumah poursuit avec passion son double objectif de libération et d'unité. Entre 1958 et 1964, avec l'aide de son ami et mentor George Padmore, il organisa deux séries de conférences visant l'indépendance africaine et l'unité africaine : la conférence des États indépendants d'Afrique et la conférence de tous les peuples d'Afrique. Finalement, la conférence des États africains débouchera sur la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La charte de l'OUA sera le résultat d'un compromis « *fort éloigné de ce que Nkrumah aurait voulu* », comme le souligne l'un de ses rédacteurs (Sélassié, 2015). Entre-temps, les conférences des peuples africains passent à l'arrière-plan et finissent par mourir. Hormis l'instauration d'un comité de libération, installé en Tanzanie, l'idée d'unité africaine disparaît des discours de l'OUA. Les nouvelles proto-bourgeoisies désormais en place consolident leur État sous l'idéologie d'un nationalisme territorial étroit. Le panafricanisme est vidé de son contenu politique et son anti-impérialisme radical se réduit, dans le discours officiel, à un simple anticolonialisme. L'unité africaine devient un rêve lointain, à atteindre progressivement, plutôt que la boussole de la politique africaine.

Paradoxalement, cette approche graduelle de l'unité africaine, défendue par un autre grand panafricaniste, Nyerere de Tanzanie, et la proposition de Nkrumah d'établir immédiatement une union

africaine s'affrontent lors du sommet des chefs d'État africains qui se déroule au Caire en 1965. Nkrumah est anéanti par l'attaque au vitriol de Nyerere contre lui. Son militantisme panafricain et son anti-impérialisme lui coûtent le pouvoir. En 1966, il est renversé par un coup d'État militaire soutenu par la CIA (Shivji, 2009b).

Au cours des vingt-cinq premières années qui suivent l'indépendance, les élites au pouvoir s'efforcent de construire leur nation sur un modèle essentiellement étatiste. L'économie politique de la construction nationale, qu'elle repose sur l'État ou sur les bourgeoisies privées financées par l'État, tend à dompter le processus d'accumulation capitaliste. Toutefois, l'hégémonie impérialiste s'assure que, dès leur apparition, tous les éléments de la bourgeoisie nationale soient rapidement *compradorisés*, ce qui réimpose l'accumulation primitive. Même les élites nationales radicales échouent à bâtir des blocs populaires hégémoniques susceptibles d'être les fers de lance du projet national. Dans les années 1980, lorsque l'impérialisme reprend l'offensive sous la forme du néolibéralisme, les États africains sont déjà vulnérables. Ils capitulent rapidement et les *compradores* intérieurs reprennent l'initiative. Le néolibéralisme montre les limites du projet national territorial. L'histoire prouve une nouvelle fois que le nationalisme africain ne peut être que le panafricanisme.

Le panafricanisme en Afrique a la peau dure. Les *compradores* eux-mêmes doivent l'approuver du bout des lèvres. C'est ainsi que naît l'Union africaine (UA), mais elle voit le jour en tant que projet néolibéral, comme en atteste son programme économique, le Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). Le Nord l'accueille chaleureusement. L'ancien secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Afrique, Adebayo Adedeji, qualifie avec pertinence le partenariat entre l'Afrique et le Nord, envisagé dans le Nepad, de « partenariat féodo-impérial » (Adedeji, 2002).

### La trajectoire de Bandung

Passons à présent à l'itinéraire de Bandung. Du 18 au 24 avril 1955, vingt-neuf nations, dont cinq pays africains<sup>6</sup>, et plusieurs États du Moyen-Orient et d'Asie se réunissent à Bandung en Indonésie. Les pays les plus peuplés d'Asie – la République populaire de Chine et l'Inde –, qui avaient acquis leur indépendance à peu près

6. Le Liberia, la Libye, l'Égypte, l'Éthiopie et la Côte-de-l'Or qui, à l'époque, jouissait d'une large autonomie et allait devenir indépendante en 1957 sous le nom de Ghana.



au même moment par des moyens différents, participent à la conférence. Le bloc afro-asiatique présent à Bandung sort à peine de l'impérialisme colonial et chacun tient jalousement à son autonomie économique et politique. Au cœur d'un monde bipolaire divisé entre blocs militarisés, leur unique chance de survie en tant que nations souveraines indépendantes réside dans leur solidarité.

Samir Amin appelle Bandung, le « *premier réveil du Sud* ». J'ajouterais le « *réveil et l'affirmation* » du Sud sur la scène mondiale. Pour reprendre les mots colorés de Richard Wright, le grand écrivain afro-américain qui assiste à la conférence comme observateur, ce fut la rencontre « *des méprisés, des insultés, des blessés, des dépossédés – bref des laissés pour compte de la race humaine* » (Wright, 1956). L'accord de Bandung repose sur cinq principes qui se renforcent mutuellement<sup>7</sup>. Beaucoup sont toujours pertinents et plus indispensables que jamais dans un monde néolibéral.

- La coopération économique, sociale et culturelle basée sur des intérêts mutuels et le respect de la souveraineté nationale. L'accent est mis en particulier sur la coopération économique, dont la constitution de coentreprises, la création de banques régionales et de compagnies d'assurance, l'assistance technique mutuelle, l'encouragement au commerce interrégional et à l'adoption de politiques communes dans des domaines liés au pétrole, tels que le transfert des bénéfices et l'imposition.

- Une action collective et une approche unifiée pour stabiliser les prix et la demande de marchandises essentielles. Certains pays du Sud arrivent à produire et exporter des produits manufacturés, mais, pour beaucoup de nations africaines, les prix des marchandises sur le marché international demeurent un problème majeur.

- Le désarmement nucléaire et une utilisation pacifique de l'énergie atomique. La conférence appelle à la création immédiate d'une Agence internationale de l'énergie atomique. Jusqu'à aujourd'hui, les pays impérialistes du Nord ont maintenu leur monopole sur les armes nucléaires, avec pour seule exception leurs « alliés » géopolitiques, comme Israël et maintenant l'Inde.

- L'indépendance des dernières colonies et des peuples assujettis. Tous les membres présents conviennent de lutter ensemble,

---

7. Pour le communiqué final de la conférence de Bandung, voir : [www.cvce.eu/obj/communique\\_final\\_de\\_la\\_conference\\_afro\\_asiatique\\_de\\_bandung\\_24\\_avril\\_1955-fr-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html](http://www.cvce.eu/obj/communique_final_de_la_conference_afro_asiatique_de_bandung_24_avril_1955-fr-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html)

dans les différentes enceintes internationales, pour la libération des peuples colonisés. À cet égard, il est intéressant de noter que la conférence exprime son soutien « *aux droits du peuple arabe de Palestine et demande l'application des résolutions des Nations unies* ». Depuis lors, certains pays du Sud, dont l'Inde, farouchement opposés à l'époque à l'État sioniste, ont rompu les rangs.

- Le respect des droits fondamentaux et, en particulier, le droit des nations et des peuples à l'autonomie politique et économique. Il ne s'agit pas d'un soutien aveugle à l'idéologie occidentale des droits de l'homme qui se caractérise par une politique du « deux poids deux mesures » et par un double discours, mais plutôt d'une affirmation de l'égalité de tous les peuples, races et nations. Le texte précise que « *les droits des peuples et nations à l'autodétermination* » incluent leur droit « *à choisir librement leur propre système politique et économique, ainsi que leur propre mode de vie...* ». C'est une position claire et franche contre l'hégémonie politique et idéologique du Nord.

Quoique formulés dans un langage moralisant, les principes sont indiscutablement politiques et, dans une certaine mesure, anti-impérialistes. Cet anti-impérialisme est celui d'une proto-bourgeoisie nationale arrivée au pouvoir après l'indépendance dans plusieurs pays ayant participé à la Conférence. Cette rencontre jette les bases du Mouvement des non-alignés (MNA), fondé en 1961 à Belgrade en Yougoslavie. En dépit de ses limites de classe, Bandung a ouvert la voie à la maturation du « projet tiers-monde », projet éminemment politique qui donne une tribune aux pays de la périphérie.

Dans les années 1960 et 1970, les pays non alignés se font entendre à l'Assemblée générale des Nations unies. Pour répondre aux revendications et préoccupations des pays en développement, l'Assemblée générale institue la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Celle-ci offre au Sud un forum et un secrétariat pour documenter et rendre compte des disparités de l'économie internationale dominée par le Nord. Finalement, ces analyses débouchent sur la demande d'un « Nouvel ordre économique international » (NOEI). Les pays industrialisés riposteront par la constitution du G7.

Au final, le mouvement des pays du tiers-monde, amorcé à Bandung, révélera la propension de la bourgeoisie nationale « *à reprendre le contrôle du processus d'accumulation* » (Amin, 2009). Sa base bourgeoise constituera sa limite. Au moment de la crise de

la fin des années 1970 et des années 1980, alors que de nombreux pays en développement sont eux-mêmes en proie à de graves difficultés économiques, leur résistance s'effondre. Le coup final est porté à Cancun en 1981, avec le triomphe de la ligne politique du couple Reagan-Thatcher et l'entrée dans le néolibéralisme et l'ère du « consensus de Washington ».

En 1983, lors du sommet des non-alignés, le « projet tiers-monde » est défait par les puissances atlantiques. Le projet pour le Sud, qui prend la forme de la Commission Sud dirigée par Julius Nyerere de Tanzanie, voit le jour dans la matrice du néolibéralisme. Ce n'est pas une réincarnation du « Nouvel ordre économique international », encore moins de l'esprit de Bandung. Son rapport *Défis au Sud* porte tous les stigmates du néolibéralisme et mérite l'étiquette « *néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud* » (Prashad, 2012).

Vijay Prashad nous livre un compte rendu fascinant des débats qui se sont déroulés au sein de la Commission Sud de Nyerere. Il y avait les colombes et les faucons, les intégrationnistes et les autocrates. Les colombes souhaitaient un développement axé sur le peuple ; de leur côté, les faucons insistaient pour qu'il repose sur la croissance et le marché. Les faucons préconisaient « *une politique bureaucratique et une économie instrumentale* » (*ibid.*). Les colombes aspiraient à un développement susceptible de profiter à la grande majorité, quitte à ce qu'il ne se traduise pas dans les chiffres du PIB.

Sony Ramphal, un vétéran qui avait siégé dans plusieurs commissions de ce type, était le porte-parole le plus virulent des faucons. Il était soutenu par Gamani Corea du Sri Lanka et Abdelatif-alHamad, le fils d'une riche famille koweïtienne, farouchement anticomuniste et antinationaliste. Les colombes étaient représentées par un groupe de militants radicaux du tiers-monde, dont Devaki Jain, Marie-Angélique Savané, Ismail Abdalla et le Cubain Carlos Rafael Rodriguez. Ce dernier n'assista qu'à une seule réunion et rédigea une note percutante sur le projet final, soulignant que le rapport ne comprenait aucun programme d'action pour le « tiers-monde », que le concept d'impérialisme était absent et que des termes tels que le « Nouvel ordre économique mondial » avaient été évités.

Il est clair en tout cas que les mots « néocolonialisme » et « impérialisme » avaient été expurgés sous l'insistance de Ramphal, qui considérait qu'utiliser des formules « de type NOEI » était dépassé.

C'est la critique qu'il fit au premier chapitre du projet rédigé par Nyerere et son assistant Joan Wicken. Manmohan Singh, le secrétaire exécutif de la Commission, défendait une position intermédiaire, tout en penchant plutôt en faveur des faucons. Nyerere joua les médiateurs, ce qui se traduisit dans un rapport, non seulement pompeux, mais aussi coupé d'une politique populaire.

*Défis au Sud* n'était ni ambitieux ni passionnant, comme Nyerere aurait peut-être voulu qu'il le soit<sup>8</sup>. Il n'était certainement pas un cri de ralliement et encore moins un appel aux armes des populations du tiers-monde, à l'instar de l'esprit de Bandung. Au contraire, le rapport justifiait que les « *locomotives du Sud* » (selon l'expression de Manmohan Singh) négocient leur entrée dans le groupe des « G » sous couvert de coopération Sud-Sud, ce qui allait donner naissance aux BRICS. Avec la propagation rapide du néolibéralisme dans le Sud global au cours des années 1990, y compris dans le pays de Nyerere, le rapport de la Commission fut oublié. Aujourd'hui, plus personne ne le lit ou ne s'y réfère.

Bandung et son prolongement le « projet tiers-monde » étaient des projets politiques portés par des forces nationalistes et sociales, quoique bourgeoises. Le Sud global et son héritier, les BRICS, se présentent comme un projet économique, détaché de la politique, emmené par des forces *compradores* qui s'évertuent par tous les moyens à intégrer le club des « G ». Les BRICS sont au Sud ce que le Nepad est à l'Union africaine : une conséquence néolibérale de la paralysie du nationalisme.

### **La « néolibéralisation » de Bandung et du panafricanisme**

Les trajectoires de Bandung et du panafricanisme ont débouché sur une Afrique à moitié néolibérale et sur un Sud entièrement néolibéral, agrippés au char du Nord impérialiste. J'appelle cela la voie intégrationniste. La voie de l'accumulation autocentrée, proposée

---

8. Suites aux premières critiques qui furent adressées à Nyerere et Wicken sur le premier chapitre du rapport, ce dernier écrivit à Manmohan Singh : « *Le président m'a dit qu'il ne pouvait mettre le doigt sur ce qui le dérangeait dans le texte, mais il avait le sentiment que le ton avait d'une certaine façon été altéré, de sorte qu'il ne proposait aucune direction ou n'engageait pas le peuple à faire quelque chose. Il ne sait pas si c'est parce qu'il n'aime pas prétendre que le néocolonialisme n'existe pas ou parce qu'il n'est nul besoin de libération, ou si c'est parce que ces mots mêmes ont été évacués. Si tu pouvais un peu "l'étoffer" et le rendre plus excitant et exigeant, ce serait bien. Mais j'ignore si c'est possible tout en restant acceptable pour l'"opposition"* [c'est-à-dire Ramphal et Correa] », cité dans Prashad (2012).

par Bandung et le panafricanisme, a été vaincue et subvertie – du moins pour le moment.

Dans le monde néolibéral, le moteur de l'accumulation capitaliste mondiale se situe dans le Nord, ce qui rend illusoire les pseudos « *locomotives du Sud* ». Au mieux ne sont-elles que des moteurs auxiliaires entraînant les wagons du Sud dans leur voyage d'intégration avec le Nord. Les excédents du Sud produits par les efforts surhumains de ses travailleurs sont engloutis dans le ventre du Minotaure mondial, pour compenser les déficits jumeaux des États-Unis, tandis que les gens vivent dans des conditions indignes<sup>9</sup>. C'est l'accumulation primitive à l'échelle mondiale.

Les BRICS et le Nepad sont caractéristiques d'un modèle d'intégration basé sur des *hubs* et l'*hinterland*<sup>10</sup>. Le Brésil pourrait vraisemblablement être le pôle économique de l'Amérique latine, l'Inde, celui du Sud-Est asiatique, et l'Afrique du Sud, celui de l'Afrique. Le statut du Brésil comme centre économique latino-américain ne fait pas l'unanimité, étant donné que l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) a opté pour une orientation autocentrée<sup>11</sup>. Toutefois, il paraît douteux que cette dernière puisse proposer un pôle plus autocentré. Sa structure est fragile et aujourd'hui affaiblie suite à l'attaque concertée et calculée du Nord, au sens propre comme au figuré.

La Chine et la Russie occupent une catégorie spécifique et sont à même de fournir un centre ou un pôle alternatif au Nord. Mais ce n'est qu'une éventualité. Elles peuvent prendre deux directions : la voie autocentrée ou celle de l'intégration. Leur développement autocentré dépend de deux conditions. La première est de savoir dans quelle mesure les classes populaires seront associées à leurs blocs dirigeants respectifs, au sens d'une véritable social-démocratie. La seconde tient à leur capacité à éviter d'être entraînées dans une course à l'armement. La Chine pourrait très bien être sur la voie d'un développement autocentré, pour autant qu'on ne la déroute

9. Pour une théorie innovante sur le recyclage des surplus dans le monde capitaliste, voir Varoufakis (2015).

10. Quelle que puisse être l'illusion de ces locomotives du Sud, elles ne seront jamais que des « *réacteurs* » et non des « *acteurs à part entière* » (pour reprendre la terminologie de Nyerere) du système économique mondial. Cité dans Prashad (2012), p. 166.

11. L'ALBA comprend des États relativement petits d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'Amérique du Sud : le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la République dominicaine, Antigua-et-Barbuda, l'Équateur et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

pas. La Russie, de son côté, est en train de perdre le cap. L'Inde est clairement engagée dans la voie intégrationniste.

En Afrique, les choses sont différentes. Le continent est marqué par deux tendances distinctes : une intégration externe et une désintégration interne, dont les acteurs sociaux sont les grandes et moyennes bourgeoisies compradores. L'existence d'une classe moyenne africaine n'est ni plus ni moins qu'une illusion. Les trois pôles potentiels – l'Égypte en Afrique du Nord, le Nigeria en Afrique de l'Ouest, et l'Afrique du Sud dans la partie méridionale, centrale et orientale du continent – se militarisent rapidement. L'Éthiopie aussi convoite le statut de pôle. Sa militarisation est légendaire. Tous ces États sont embourbés dans des problèmes sociaux internes, dont des inégalités extrêmes et des conflits intérieurs. À mesure que le capital des multinationales du Nord vole et pille les ressources naturelles et les bio-ressources de l'Afrique, l'accumulation primitive tend à devenir dominante.

En dépit des printemps arabes, les options sont, à première vue, difficiles à cerner. La compromission des classes dirigeantes compradores au pouvoir et de la classe moyenne éduquée avec l'impérialisme est telle qu'elles sont incapables d'assumer un leadership. L'unique alternative possible est la formation d'un bloc de travailleurs, composé des classes populaires : ouvriers, paysans, petits producteurs, pauvres des villes et des campagnes, habitants des bidonvilles et travailleurs informels, ou « précaire<sup>12</sup> », petite bourgeoisie aux tendances nationalistes, ainsi que d'autres strates de la petite bourgeoisie rurale. Pour y parvenir, ils ont besoin d'une idéologie, d'une organisation et d'une direction. Un panafricanisme renouvelé, intégrant les programmes de la libération nationale et de l'émancipation sociale, peut-il procurer cette idéologie ?

### **Les leçons de Bandung et de l'esprit panafricain**

---

On peut tirer cinq enseignements de Bandung et de l'esprit panafricain, pour guider la lutte des peuples et des nations de la périphérie dans la phase post-néolibérale.

■ Premièrement, Bandung et le panafricanisme, ainsi que leurs émanations, le « projet tiers-monde » et le nationalisme africain,

---

12. Il s'agit de travailleurs occasionnels ou de chômeurs n'ayant aucune garantie d'emploi ni de moyens de subsistance du fait de la quasi-disparition du prolétariat suite à la désindustrialisation, imposée par les programmes néolibéraux d'ajustement structurel.

étaient des projets politiques. L'économie suivait et était dictée par la politique, et non l'inverse. Il y avait des convergences idéologiques qui offraient une vision, de l'espoir et de la dignité aux peuples en lutte de la périphérie. C'était le genre de projets qui, pour paraphraser Nyerere, donnaient aux gens le désir de faire quelque chose.

- Deuxièmement, Bandung et le panafricanisme étaient anti-impérialistes dans leur vision comme dans leur développement. Ils ne cherchaient pas de compromis avec le système impérialiste, ils étaient plutôt en quête d'une alternative à l'hégémonie dominante. En ce sens ils étaient anti-hégémoniques, mais pas encore contre-hégémoniques.

- Troisièmement, Bandung et l'esprit panafricaniste invitaient à l'unité et à la solidarité entre les peuples, au-delà du caractère sélectif et égoïste de la « coopération » et du « partenariat » entre États.

- Quatrièmement, comme le montrent leurs trajectoires, ils étaient dirigés par des courants bourgeois qui ont tenté d'implanter dans leurs nations et pays respectifs une accumulation capitaliste autocentrée. C'est l'origine de leur échec en tant que projet populaire. Les bourgeoisies en Asie et les proto-bourgeoisies – privées ou étatiques – en Afrique furent finalement compradorisées, et accouchèrent des BRICS et du Nepad, programmes intégrationnistes par excellence. La voie de l'accumulation autocentrée a été subvertie.

- Cinquièmement, et c'est la leçon la plus importante, les nations aspirent toujours à la libération et les peuples à la révolution. En Afrique, la question nationale demeure irrésolue, de même que les problèmes agraires et, dans la majeure partie de la périphérie, les questions sociales. L'histoire nous a montré que, dans la périphérie, les bourgeoisies sont incapables de les résoudre. Leurs discours sur les BRICS, le Nepad et le Sud global n'expriment, au bout du compte, que des idéologies d'intégration avec le Nord et non des stratégies autocentrées de déconnexion. Elles peuvent ponctuellement tenir des discours anti-impérialistes, mais guère plus.

Lors de la phase post-néolibérale, les travailleurs et les classes populaires doivent se réapproprier la direction de la lutte dans la périphérie<sup>13</sup>. Quelles idéologies, organisations et visions animeront de tels combats demeurent des questions concrètes qu'il faudra

---

13. J'explique pourquoi je considère « les travailleurs » comme les acteurs de la prochaine

résoudre dans la pratique, au cours des luttes elles-mêmes. Parmi les intellectuels africains, l'idéologie du panafricanisme renaît, certes sous une forme modernisée pour affronter les questions de libération nationale et d'émancipation sociale, mais en tout cas résolument anti-impérialiste. Pour l'ensemble de la périphérie, nous pouvons dire que l'histoire une nouvelle fois met le socialisme anti-impérialiste et anticapitaliste à l'ordre du jour sur la scène internationale. Par conséquent, l'histoire invite les travailleurs et les nations du Sud à prendre rendez-vous avec la révolution, sur la longue route vers le socialisme.

Traduction de l'anglais : Lydia Zaïd

### Bibliographie

- Adedeji A. (2012), « From the Lagos Plan of Action to the New Partnership for Africa's Development and from the Final Act of Lagos to the Constitutive Act : Wither Africa ? », dans Nyong'o, Peter A. (2012), *NEPAD (New Partnership for Africa's Development) : A New Path*, Nairobi, Heinrich Böll Foundation, p. 35-48.
- Amin S. (1974), *Accumulation on a World Scale: A Critique of the Theory of Underdevelopment*, 2 vol., New York, Monthly Review Press.
- Amin S. (2009), « Beyond Bandung : Awakening of the South », *Pambazuka*, n° 455.
- Amin S. (2011), *Global History: A View from the South*, Dakar, Pambazuka Press.
- Amin S. (2012), « The South challenges Globalization », *Pambazuka News*, 5 avril 2012.
- Grimshaw A. (dir.) (1992), *The C.L.R. James Reader*, Oxford, Blackwell.
- Harvey D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press.
- Jha P. Sh. (2006), *The Twilight of the Nation State: Globalisation, Chaos and War*, New Delhi, Vistaar Publications.
- Legum C. (1965), *Pan-Africanism: A Short Political Guide*, édition révisée, Londres, Pall Mall Press.
- Lénine V. (1916) (1963), *Imperialism: The Highest Stage of Capitalism*, dans Lénine, *Selected Works*, vol. 1, Moscou, Progress Publishers, p. 667-766.
- Luxemburg R. (1963), *The Accumulation of Capital*, Londres, Routledge.
- Marx K. (1887), *Capital: A Critical Analysis of Capitalist Production*, vol. 1. Moscou, Progress Publishers.
- Nyong'o, Peter A. (2012), *NEPAD (New Partnership for Africa's Development) : A New Path*, Nairobi, Heinrich Böll Foundation.
- Pannikar K. M. (1961), *Revolution in Africa*, Bombay, Asia Publishing House.
- Prashad V. (2012), *The Poorer Nations: A Possible History of the Global South*, Londres, Verso.
- Sélassié B (2015), « From Colonial Borders to African Unity », dans Soyinka W. *et al.*, *Re-imagining Pan-Africanism*, p. 113-160.
- Shivji I. G. (1987), « The Roots of Agrarian Crisis in Tanzania: A Theoretical Perspective », *Eastern Africa Social Science Review*, janvier 1987, vol. 3, n° 1, p. 111-134.

---

phase de luttes révolutionnaires dans une conférence de 2009, disponible en ligne : <https://soundcloud.com/issashivji/shivji-keynote-speech-accumulation-and-neo-liberalism>.



- Shivji I. G. (2009) (a), « Pan-Africanism or Imperialism?: Unity and Struggle towards a New Democratic Africa », in Shivji I. G. (Godwin R. Murunga, dir.), *Where is Uhuru? Reflections on the Struggle for Democracy in Africa*, Londres, Fahamu books.
- Shivji I. G. (2009) (b), « Pan-Africanism in Mwalimu Nyerere's Thought », *Chemchemi*, n° 1, avril 2009.
- Soyinka W. et al. (2015), *Re-imagining Pan-Africanism: Distinguished Mwalimu Nyerere Lecture, séries 2009-2013*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- Varoufakis Y. (2015), *The Global Minotaur: America, Europe and the Future of the Global Economy*, Londres, Zed Books.
- Wright R. (1956), *The Color Curtain: Report on the Bandung Conference*, New York, Banner Books.



## **Transversale**

---



## Rapports Nord-Sud ou la rigueur des concepts

François Houtart<sup>1</sup>

**Les mots ne sont pas innocents. Au-delà des rapports Nord-Sud, le couple conceptuel «centre-périphérie» permet de mieux rendre compte de l'actualité d'un système d'oppression au service de l'accumulation du capital, et des mécanismes de dépendance destinés à canaliser les flux dans un rapport inégal. Il implique de nombreux champs, de l'économie au territoire, de la politique à la culture, de la suprématie militaire au système financier.**

Le flou des concepts a toujours recouvert des réalités que l'on ne désire pas définir. Par ailleurs, il est souvent plus confortable de décrire les situations, plutôt que de les analyser pour en comprendre les logiques. Dans les deux cas, les notions de départ permettent d'éviter d'entrer dans le vif du sujet.

### **Les jeux sémantiques**

---

Après la vague de décolonisation qui suivit la Deuxième Guerre mondiale, il fut question, dans un premier temps, du gouffre qui séparait les pays développés des pays « sous-développés ». Comme le mot paraissait peu adéquat, il fut vite remplacé par « en voie de développement ». Mais, le sens du vocable « développement » restait implicite, insinuant un retard à rattraper et propulsant l'économie capitaliste au stade de modèle à réaliser. Le rapport social d'exploitation restait voilé et passait facilement du non-dit à l'affirmation de

---

1. Fondateur et ancien directeur du CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve), professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, actuellement professeur à l'Institut des hautes études nationales – IAEN, Quito, Équateur.

sa non-existence. La charité et la compassion remplaçaient la justice, ce qui provoqua d'ailleurs de saines réactions.

La conférence de Bandung, qui réunit en 1955, les pays récemment décolonisés de l'Asie et de l'Afrique, fut à l'origine d'un concept nouveau : « *les non-alignés* » (Pelland-Marcotte, 2010). En effet, la conscience de devoir sortir du colonialisme empêchait ces nations de se situer dans une perspective néocoloniale, qui se dessinait déjà clairement dans les rapports avec les anciennes métropoles. Par ailleurs, comme de nombreux pays décolonisés n'étaient pas prêts à adopter le modèle socialiste de l'URSS et de ses alliés, il fallut trouver un nouveau vocabulaire, finalement plus politique qu'économique. D'où le « non-alignement », appellation dont le contenu était vague à souhait, permettant de rassembler en une seule catégorie, tout et son contraire.

Début des années 1950, le démographe français, Alfred Sauvy, inspiré par la notion de « tiers-État », proposa le terme de « tiers-monde », ce qui avait l'avantage de décrire une situation réelle – deux blocs et des cas intermédiaires –, mais qui n'apportait aucune contribution à l'analyse des rapports socio-économiques et politiques qui unissaient ces acteurs collectifs. À part l'idée de non-alignés (donc de neutralité), les autres dénominations plaçaient inévitablement les nouvelles nations de l'Asie et de l'Afrique, comme celles de l'Amérique latine, dans le camp des inférieurs. On en vint alors à purifier le langage, en se réfugiant dans une catégorie géographique : Nord-Sud, en ajoutant parfois le grand Sud (*Global South*). Il est vrai que les trois continents en situation de dépendance économique, se trouvaient dans l'hémisphère Sud, partageant cependant cette localisation avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les grands oubliés du Nord.

Cette appellation confortable permit bien des pirouettes. Même si l'appropriation du langage peut être une arme idéologique (*TeleSur* répète inlassablement : « *notre Nord, c'est le Sud* »), il faut avouer qu'en l'occurrence, cela ne facilite pas la rigueur des analyses et la découverte des mécanismes construisant les rapports réels entre le Nord et le Sud. À cela s'ajoutent toute une série de nouveaux facteurs. La Chine en est un très important. Au sein des Nations unies se forma le « Groupe des 77 (aujourd'hui plus de 120) plus la Chine », qui régulièrement, au sein de l'assemblée générale, fit contrepoids aux puissances occidentales.

La croissance économique de la Chine transforma rapidement le champ des rapports avec les pays du Sud. D'une part, le pays initia de nouveaux programmes de coopération avec le « Sud » et d'autre part les besoins de son économie l'impliquèrent de plus en plus dans les continents riches en pétrole et en matières premières, au point que certains estiment qu'elle se rapproche à grand pas du statut de puissance du Nord. D'autres, au contraire, insistent sur le fait que sa coopération, non explicitement liée, s'inscrit dans un projet nettement anti-hégémonique et que ses rapports marchands avec le Sud relèvent de la satisfaction de nécessités en rapport avec la valeur d'usage et non avec la valeur d'échange (notamment la spéculation) et les multiples interventions politiques que cela suppose.

La Russie, de son côté, reprit son rôle dans le concert des nations, tout en adoptant un modèle de développement néolibéral interne, sans les mêmes besoins de s'alimenter à l'extérieur en pétrole et autres matières premières. Fait-elle pour autant partie du Nord ? Au début de ce siècle se développa la notion de « pays émergents », qui trouva une traduction institutionnelle dans les BRICS, certes une initiative anti-hégémonique vis-à-vis du Nord, mais nullement antisystémique, car construite sur la fidèle observance de la loi du marché, comme seule manière de développer les forces productives. En Amérique latine, une division s'établit entre pays néolibéraux et pays « progressistes », post-néolibéraux, mais non postcapitalistes, manifestant ainsi la diversité des Sud.

Bref, la catégorie Nord-Sud devint de plus en plus difficile à utiliser de manière opérationnelle. Cette faille sémantique permit de faire naître l'idée d'une diminution des rapports de domination, de la fin de l'impérialisme comme une pratique d'acteurs précis, de l'importance croissante de facteurs impliquant « tout le monde » et donc exigeant une collaboration dans l'action, comme le changement climatique ou les rapports de genre, du rejet de la lutte des classes dans les poubelles de l'histoire. Bref s'installa le règne d'un certain postmodernisme, féru d'histoire immédiate, centré sur les individus, allergique aux systèmes et hostile aux hypothèses explicatives en sciences sociales.

S'ajouta le développement de grandes entreprises du Sud, qui devinrent des acteurs globaux. L'importance de ces dernières doit cependant être analysée avec prudence, pour ne pas tomber dans le piège du puzzle des concepts. Trois exemples concrets permettront d'en réviser certains contours. Ainsi, le géant

brassicole Inbev, présenté comme brésilien, a son siège à Leuven (Belgique), lieu d'une des plus anciennes brasseries du continent européen (fondée en 1366), et à São Paulo. Avant la fusion, en 2004, avec la *Companhia de Bebidas das Americas*, la firme Stella Artois avait absorbé plusieurs des bières les plus prestigieuses des abbayes belges. De nombreuses autres entreprises héritières de la « cervoise », en Europe de l'Est, en Asie, dans les Amériques, subirent le même sort.

En 2008, la firme occupait 89 000 travailleurs et en 2015, 250 000, dans 23 pays et était devenue le numéro un mondial, avec plus de 200 marques. Entretemps, en 2008, il y eut le rachat d'Anheuser-Busch aux États-Unis pour la somme de 52 milliards de dollars. D'où le changement de nom : Anheuser-Busch-InBev (AB Inbev). Fin 2015 toutefois, insatiable, AB Inbev annonçait avoir signé un nouvel accord formel de rachat du n° 2 mondial de la bière, SABMiller, pour l'équivalent de 112 milliards d'euros, une des plus importantes transactions de l'histoire des entreprises.

Le président du CA d'AB Inbev est brésilien et en son sein siègent des administrateurs nord-américains et européens. Les ventes se partageaient en 2015 de la façon suivante : l'Amérique du Nord (40,3 %), l'Amérique latine (36,6 %), l'Europe de l'Ouest (9,1 %), l'Europe de l'Est (4,2 %), l'Asie (3,2 %) (Société AB Inbev, 2015). Où est le Nord et où est le Sud ? Qui, finalement exerce le contrôle, sinon le capital, qui depuis longtemps a oublié l'existence de points cardinaux, sinon que sa tendance monopolistique l'entraîne bien clairement vers une concentration au sein de la triade (États-Unis, Europe, Japon).

ArcelorMittal, paragon de la sidérurgie, est dirigé par un Indien, mais a son siège au Luxembourg. L'entreprise, présente dans 60 pays, employait 222 000 personnes en 2015 et produisait 115 millions de tonnes d'acier. Son origine, en 1989, se situe, contre toute attente, à Trinidad et Tobago. En 2002, elle fusionna avec Arbed (Luxembourg) et Arcelor (France). En 2013, elle acheta Thyssen Krupp Steel USA et la même année, un quart des profits furent réalisés aux États-Unis ([www.corporate.arcelormittal.com](http://www.corporate.arcelormittal.com)). À nouveau, comment situer le vrai pouvoir, par la nationalité de son fondateur, évidemment du Sud, par la répartition de ses bénéfices ou par le contrôle des décisions économiques ?

Un dernier exemple est l'entreprise Vale Del Rio Doce, fondée par le capital public au Brésil, en 1942, privatisée en 1997 en



faveur de Inco (Canada) par le gouvernement de Fernando Enrique Cardoso, et rachetée à nouveau par le capital privé brésilien, en 2004 ([www.vale.com](http://www.vale.com)). Le siège social de l'entreprise se situe en Suisse. En 2009, l'entreprise distribua 2,75 milliards de dollars à ses actionnaires à travers le monde (notamment au Japon, mais principalement au Brésil), plus que la somme de tous les salaires. Bien qu'ayant des exploitations dans les cinq continents, sa principale mine se situe au cœur de la forêt amazonienne, avec plus de 650 000 hectares de concession (Houtart, 2015b). Le conseil d'administration est brésilien. Le gouvernement lui attribue des avantages fiscaux importants. Le Canada continue à être un point d'activité minière de poids et une source de profit. Bien que plus clairement définie au sein d'un pays émergent, il est clair que la logique dominante de Vale n'est pas géographique, mais bien celle de l'accumulation.

Est-il nécessaire de rappeler que toute activité humaine est nécessairement localisée? Le capitalisme dans son développement historique aboutit à situer son pouvoir au sein de la triade (au Nord) même si des glissements vers d'autres régions, aujourd'hui surtout la Chine, créent un début de situation nouvelle (un Sud qui devient Nord). Cependant, Napoléon Saltos, de l'Université centrale de l'Équateur, rappelle avec raison qu'en « 2007, sur 43 000 entreprises transnationales, 36 % se trouvaient au centre (du capitalisme mondial) qui contrôlait 95 % des bénéfices d'opération » (Saltos, 2016). Ce qui importe finalement, ce n'est pas de savoir si, apparemment, le pôle se déplace, troublant ainsi les distinctions Nord-Sud et permettant de ne plus souligner les différences de pouvoir de décision, mais de chercher la réponse ailleurs, c'est-à-dire dans la logique même du capitalisme de monopole et de ses pratiques néocoloniales et impérialistes.

Il s'agit donc de revenir à une démarche analytique, qui au départ de données empiriques, essaye de détecter quels sont les mécanismes qui président à la production et à l'attribution des richesses dans le monde. L'ère du capitalisme de monopole, comme l'indique Samir Amin, implique des moyens nouveaux, mais qui ne changent en rien la logique du système, construit sur une accumulation en croissance, l'extraction des plus-values, l'exploitation du travail, le contrôle politique et la colonisation des cultures.

C'est ce qu'exprime Orlando Nuñez dans son ouvrage sur le métabolisme du marché : « *La propriété des moyens de production ne*

*garantit ni le contrôle de la gestion ni celui des profits ; par ailleurs, il existe des classes ou des nations qui sans être propriétaires des moyens de production, contrôlent la gestion et le destin des excédents. Ainsi, quand nous parlons de monopole, nous devons non seulement inclure la propriété ou le contrôle des moyens de production, mais aussi celui de la gestion, l'influence sur les prix de monopole, le destin des excédents et finalement, l'orientation sociale du système économique » (Nuñez, 2015). On ne peut échapper à une analyse complète du capitalisme comme « système-monde ».*

### **Les mécanismes de domination**

---

Dans ce travail, nous nous limiterons à indiquer un certain nombre de mécanismes qui permettent dans les champs économique, politique et culturel, d'exercer la domination nécessaire à la reproduction du système capitaliste, en parlant cette fois de rapports centre-périphérie et non plus de Nord-Sud. Cela permet d'inclure tous les changements, sans perdre pour autant la logique de base et d'utiliser des données empiriques où l'explication des rapports et des fonctions se situe dans le cadre d'hypothèses plus générales. Nous commencerons par signaler les mécanismes économiques, dont la multiplicité ne laisse que l'embarras du choix.

### **Les mécanismes économiques**

---

Pour la facilité de la classification, nous distinguerons trois niveaux – la production, le financement et la distribution – en donnant des exemples concrets.

#### **La production**

---

Le développement du capitalisme de monopole signifie le contrôle de la production, par des moyens multiples et en perpétuel changement. Comme signalé précédemment, il ne s'agit pas nécessairement de la propriété des entreprises, bien que celle-ci reste le moyen le plus courant. Ainsi, Nestlé en Équateur a racheté une part significative des entreprises laitières et des petites usines fabriquant des biscuits, s'établissant ainsi comme le maître du domaine. Au Nicaragua, le fleuron national de la marque de café Presto est maintenant vendu sous le couvert du logo Nestlé. On pourrait donner ainsi de nombreux exemples dans bien des domaines, notamment des boissons, de la téléphonie, des jouets, du tourisme, etc.

Les centres de décision se déplacent et se détachent de la valeur d'usage, pour entrer dans la logique de la valeur d'échange. Ils s'inscrivent dans le domaine des avantages comparatifs et deviennent étrangers à la notion du territoire, de la souveraineté alimentaire, du plein emploi, de l'industrialisation de la périphérie. Chaque jour de nouveaux mécanismes s'ajoutent au lien traditionnel de dépendance, ayant pour effet que *« de nombreuses matières premières, comme le café ou les minerais, continuent à être produites dans le tiers-monde, alors que leur destination finale se situe dans les métropoles, où sont accumulés les excédents »* (Nuñez, 2015).

Le vaste mouvement de délocalisation de certaines productions vers la périphérie pourrait, à terme, être considéré comme un avantage économique. Mais les conditions de réalisation contredisent une telle affirmation. L'ignorance des externalités (en l'occurrence, les dommages écologiques et sociaux), typique de la logique du capital, plonge les périphéries dans la déforestation, la contamination de l'air, la destruction des écosystèmes et la surexploitation du travail. Si l'Équateur exporte 97 % de sa production de brocolis vers des pays qui peuvent produire des brocolis, c'est parce que le taux d'exploitation de la main-d'œuvre est plus élevé et le non-respect de normes écologiques moins réprimé (Houtart et Yumba, 2012). Si des centaines de milliers d'Indiens et de Chinois meurent chaque année de la pollution de l'atmosphère (plus de deux millions selon l'OMS), c'est partiellement au moins, en fonction du déplacement des productions polluantes.

Le cas des agrocarburants est particulièrement frappant. Face à la crise énergétique et au caractère polluant de l'énergie fossile, la solution la plus simple et aux effets immédiats était, dans la logique d'une économie capitaliste, le développement d'une « énergie verte » au départ de produits agricoles, donc renouvelables, en utilisant des cultures existantes (maïs aux États-Unis) ou en déplaçant la frontière agricole dans les pays de la périphérie. Dans un ouvrage sur la question, j'ai eu l'occasion de traiter plus à fond de ce problème (Houtart, 2009).

Mais surtout, l'occasion me fut offerte de constater sur le terrain, les dégâts écologiques et sociaux d'une telle politique. Dans le Chocó en Colombie, les entreprises de palme africaine détruisirent les écosystèmes. Les scies mécaniques résonnaient dans les collines et les vallées, en faisant tomber les arbres et disparaître les

forêts. Les populations, de descendance africaine, étaient chassées de leurs villages, dont les maisons, les écoles, les églises, les cimetières ne résistaient pas aux bulldozers. Des paramilitaires étaient utilisés par les compagnies pour faire taire les récalcitrants ou les éliminer physiquement.

Au Nicaragua, je visitai dans l'Est du pays, les plantations de canne à sucre, utilisant intensément des produits chimiques, qui détruisaient la santé et la vie des ouvriers agricoles, les rendant impuissants ou provoquant des morts prématurées. Dans l'île de Sumatra, je parcourus des centaines de kilomètres au milieu des monocultures de palme et d'eucalyptus, les premières de plus en plus destinées à l'agroénergie. Je logeai chez les paysans, qui n'avaient plus de terre disponible pour leur alimentation et devaient acheter le riz au prix international pour survivre.

Au Mozambique, je fus invité par le mouvement paysan, effrayé des plans d'expansion de la canne à sucre, établis par l'Union européenne et le Brésil (4,8 millions d'hectares : 1/7 des terres arables du pays) pour permettre à l'Europe de réaliser son plan de 20 % d'énergie propre en 2020, avec des capitaux européens et la technologie brésilienne de l'éthanol. J'assistai au désarroi de paysans pauvres du Sud du pays, qui ne savaient que faire de leurs jatrophas (plante oléagineuse) dont la culture avait été encouragée par le gouvernement, sans prévoir les moyens de raffiner le produit.

En Guinée Bissau, le mouvement paysan me demanda d'intervenir auprès du premier ministre pour éviter que ne soit approuvé un projet impliquant 500 000 hectares pour des plantations de jatropha. Cette initiative était promue par le propriétaire chinois des casinos de Macao (parlant portugais et qui avait des liquidités en surplus), par le biais d'une banque dont le principal actionnaire était le même premier ministre. Ce dernier, heureusement, reconnut que le projet n'était pas à l'avantage du pays (CETRI, 2011).

Il est bon d'aborder aussi un autre sujet, les « zones franches » (sans droits d'importation ni d'exportation) où le cas du Nicaragua est frappant. En 2005, la production des *jeans* était rétribuée à 50 cents de dollar l'heure, au Costa Rica, un peu plus et au Mexique également plus, tandis qu'aux États-Unis l'heure de travail coûtait 8 dollars. C'est ce que Marx appelait la plus-value extraordinaire, car le produit se vend sur le marché mondial au prix du coût le plus élevé (Nuñez, 2015). Le plus souvent, dans le cas des zones franches, le gain est absorbé par le centre, dans la mesure où la

majorité des entreprises concernées ne sont pas contrôlées par la périphérie ou bien parce que les bénéfices sont engrangés dans des paradis fiscaux.

À cela s'ajoute le problème des déchets, qui augmentent chaque année dans pratiquement tous les domaines. Le problème concerne évidemment les pays du centre (la triade) notamment pour les déchets nucléaires, mais il concerne aussi les périphéries, avec les cargos en fin de vie (recyclés en Inde, Chine, Vietnam, Indonésie) dans des conditions environnementales et sociales déplorables, les déchets électroniques (Inde, Pakistan, Chine), les rebuts industriels (Afrique). Il suffit de rappeler qu'une trentaine de pays refusent de ratifier la Convention des Nations unies sur le sujet (Convention de Bâle) évidemment en premier lieu les pays du centre les plus directement concernés.

La Conférence des Nations unies à Paris en décembre 2015 (COP21) a mis l'accent sur un problème majeur : les changements climatiques sous l'influence de l'action humaine. Il est évidemment impossible d'aborder cette question dans toute sa complexité, mais elle n'est pas étrangère aux rapports centre-périphérie (CETRI, 2013). Le développement industriel du capitalisme s'est historiquement réalisé au sein de la triade (États-Unis, Europe, Japon). La délocalisation du travail s'est réalisée vers des régions à plus bas salaire, mais en même temps, on exportait la déforestation et la contamination. C'est dans les périphéries que l'on continue à déboiser (Keenan *et al.*, 2015 ; CETRI, 2008). Les principales demandes du Sud ont été rejetées : un caractère obligatoire pour les décisions, la constitution d'une cour internationale pour juger des crimes contre la nature, le rôle des peuples indigènes dans la protection de la terre, l'intégration des transports maritimes et aériens dans les calculs de la pollution.

L'Amazonie en est un exemple dramatique (destruction d'un territoire équivalant à 21 fois la superficie de la Belgique, au Brésil, en 2013). En fait, il s'agit surtout de fournir le « centre » en produits pétroliers, en minerais, en aliments pour le bétail (soja), en agroénergie (Houtart, 2015a). La Chine est devenue la plus grande émettrice de CO<sup>2</sup> dans le monde, mais on oublie de dire qu'entre 10 et 20 % de ces émissions proviennent des industries exportatrices, souvent délocalisées par les pays industrialisés du centre.

Enfin l'accaparement des terres par de grandes entreprises ou des pays, est un phénomène qui s'accroît, tout particulièrement

en Afrique (CETRI, 2012). On a connu le cas de Daewoo (Corée du Sud) à Madagascar, de l'Inde en Éthiopie, des pays du Golfe dans plusieurs pays africains, de la Chine en Tanzanie et comme on le voit, il ne s'agit pas d'une pratique liée exclusivement au centre du capitalisme mondial (TNI, 2012). Dans le cas d'un rapport capitaliste centre-périphérie, c'est nettement la valeur d'échange qui constitue l'essentiel de la logique, tandis que pour les autres, il s'agit plutôt d'une valeur d'usage, mais qui, à vrai dire, ne respecte guère les besoins du partenaire.

Bref, comme le dit Samir Amin, la logique de ce rapport de production a pour résultat que tous les acteurs économiques de la périphérie deviennent d'une façon ou d'une autre, des sous-traitants des monopoles, phénomène accentué par l'inégalité des partenaires. Ainsi, en Amérique latine, une longue tradition de bourgeoisie « *compradore* », intermédiaire vis-à-vis des intérêts étrangers, pas seulement d'ailleurs dans le domaine de la production, mais aussi du financement et de la distribution, accentua ce phénomène, ayant « *pour origine historique, la colonisation, la domination oligarchique et le pillage impérialiste, parmi les facteurs qui s'imposèrent aux mécanismes purement économiques* » (Paz y Miño, 2015). Au Brésil, 4 015 millionnaires ont accumulé 770 000 millions de dollars; en Argentine, 1 100 millionnaires, 150 000 millions; en Équateur, il s'agit de 265 personnes qui possèdent 30 000 millions de dollars<sup>2</sup>.

### **Le financement**

Il s'agit ici d'aborder d'autres mécanismes économiques, car « *même si la plus-value continue à être générée par le processus immédiat de production, elle se capte, grâce au crédit et au commerce* » (Nuñez, 2015). L'importance du secteur financier dans l'économie mondiale depuis le début de ce siècle a été mondialement soulignée. Son rapport avec le capital productif s'est renversé. L'accélération de sa proportion dans la génération de valeurs est devenue exponentielle, au point que certains ont parlé d'économie-casino. Cela conduisit à une véritable anarchie, due, selon Hank Paulsen, ancien secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, à la concentration du pouvoir financier, à la bulle des marchés dérivés (633 000 milliards de dollars en 2013) et au phénomène des *Shadow*

---

2. Données extraites du World Ultra Wealth Report de la banque Suisse UBS-AG, cité par Paz y Miño (2015).

*Banks*, drainant à cette même période quelques 17 000 milliards de dollars (Tandon, 2015). Mais tout cela n'est pas sans conséquences pour les périphéries. Il suffira d'illustrer ce propos par quelques exemples.

La saga des taux d'intérêts déterminés par les banques centrales en est un premier. Fin décembre 2015, la Réserve fédérale des États-Unis décida de relever ce taux et *The Economist* intitulait un article : *La Fed exerce une pression sur les marchés émergents*. Il était expliqué que cette décision avait pour effet de dériver les capitaux des pays de la périphérie, en particulier les « émergents », vers les États-Unis. Alors qu'entre 2010 et 2014, 22 000 millions de dollars se dirigeaient chaque mois vers ces derniers, en novembre 2015, 3 500 millions prirent le chemin contraire. Il en résultait des pressions sur les monnaies de nombreux pays de la périphérie qui durent dévaluer. L'endettement reprit son cours. Certaines banques centrales augmentèrent aussi le taux d'intérêt. Tout cela déboucha sur une réduction de la croissance des économies locales en périphérie.

Sans doute, Janneth Yellen, la présidente de la Fed, n'avait-elle aucune intention de porter préjudice aux pays du « tiers-monde » déjà bien affectés par la crise mondiale et la chute du prix des *commodities*, mais sa préoccupation d'encourager une légère reprise de l'économie des États-Unis, avait un prix pour les périphéries. Il est vrai que la fonction de la Fed n'est pas le développement de ces dernières ! C'est donc la conséquence d'une logique. Encore que, la Russie étant en l'occurrence un « pays émergent », il n'était pas mal venu de lui tailler une croupière, vu ses positions sur l'Ukraine et la Syrie.

La spéculation, sœur jumelle du capital financier, est un autre domaine particulièrement fertile. Elle s'exerce à tous les niveaux. D'énormes capitaux sont investis dans l'achat de terres en Amérique latine ou en Afrique, tout simplement en attendant des plus-values. On y retrouve les multinationales, comme Volkswagen en Amazonie brésilienne ou des fonds contrôlés par des personnalités comme Bill Gates ou George Soros. Le cas le plus grave pour ses conséquences sociales, fut la spéculation sur les marchés alimentaires en 2008 et 2009. La crise financière venait d'éclater avec les *subprimes* aux États-Unis. Des capitaux en recherche de placements sûrs et productifs, se dirigèrent vers les produits alimentaires. En

quelques mois, les prix du blé, du maïs, du soja, flambèrent à la bourse de Chicago.

Un jeune trader de la *City* de Londres, rencontré en 2010 à Genève, me raconta que durant ces mois de crise intense, il avait conseillé à ses clients institutionnels (banques, assurances) ou privés (grandes fortunes) d'investir dans ces produits, car c'est là que l'on pouvait gagner le plus d'argent dans le temps le plus court. Mais, jouer avec l'alimentation c'est immédiatement s'affronter à la vie. Selon la FAO au cours des années 2008 et 2009, plus de 150 millions de personnes sont tombées en dessous de la ligne de la pauvreté (c'est-à-dire de la faim) à cause de l'augmentation des prix alimentaires. Inutile de dire qu'elles vivaient dans les périphéries.

Les paradis fiscaux constituent un autre volet de la financiarisation du système capitaliste. À côté des institutions légales (Banque mondiale, FMI, OMC), dont nous parlerons plus bas et qui jouèrent un rôle important dans la dérégulation des marchés financiers, ces institutions de l'ombre forment une partie essentielle de l'architecture financière du capitalisme mondial. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ils ne servent pas seulement de havre à l'argent sale (narcotrafic, traite des personnes et prostitution, ventes illégales d'armement), mais aussi d'éden financier pour les trésoreries des entreprises multinationales et d'abris pour les grandes fortunes (CETRI, 2007).

Pour ce qui concerne les périphéries, Gabriel Zucman, économiste français, estime que l'argent réfugié dans les paradis fiscaux s'élève à 980 milliards de dollars pour l'Asie, 580 milliards pour les pays du Golfe, 548 milliards pour l'Amérique latine et 387 milliards pour l'Afrique (Zucman, 2013). Selon l'organisme *Global Financial Integrity*, 650 milliards de dollars sortent chaque année des « pays en développement » en flux illicites, 80 % correspondant à l'évasion fiscale des entreprises transnationales ([www.pagenlojusto.org](http://www.pagenlojusto.org)). Voilà pourquoi, un continent comme l'Afrique a été pendant des années un fournisseur de capitaux à l'Europe.

### **La commercialisation**

Les grandes logiques sont toujours les mêmes : diffuser un discours libre-échangiste et mettre en œuvre des pratiques d'absorption maximale d'excédents, en passant par des mesures protectionnistes que le centre considère illégitimes dans les périphéries. Yash Tandon, ancien directeur du South Center, fondé par le président



Nyerere, et qui fut mêlé pendant des décennies aux négociations commerciales entre les pays africains, l'Union européenne et l'OMC, en conclut dans un ouvrage révélateur : *« J'ai été impliqué dans des négociations commerciales pendant près de trente ans et je peux citer de nombreux exemples... pour montrer que, malgré leur rhétorique, les pays du Nord utilisent des mesures protectionnistes, des subventions étatiques et d'autres attirails propres aux économies "fermées" »* (Tandon, 2015).

Une telle affirmation ressort d'un nombre impressionnant de cas cités par l'auteur, où l'Union européenne crée un rapport de dépendance, sous prétexte de liens préférentiels. Il s'agissait jusqu'en 2007, d'assurer la satisfaction des métropoles, avec éventuellement de meilleurs prix, mais en interdisant les fournitures à des tiers, même quand le marché était favorable. Après cette date, à cause de la mise en application des normes de l'OMC, l'UE mit en route dans les anciens pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique, c'est-à-dire les anciennes colonies) les accords de partenariat économique (APE), qui, selon Jean Ziegler, *« sont des accords de total libre-échange liquidant toute protection des marchés intérieurs »* (Ziegler, préface de Tandon, 2015).

Pour les autres périphéries, il s'agit des traités de libre-échange (TLC) que les États Unis ont aussi multipliés, surtout après l'échec de l'ALCA (traité à l'échelle latino-américaine). Au sein de ces accords, certains secteurs exportateurs des périphéries en tirent des avantages, mais au détriment d'autres activités productrices locales concurrencées par les hautes technologies, l'économie d'échelle ou les subsides (agricoles) des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Il en va de même pour l'Accord stratégique transpacifique d'association économique, liant en 2015, les pays de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine néolibérale, avec les pays asiatiques capitalistes et *« qui permet ainsi la reproduction du régime d'accumulation extractiviste et financier »* (Tauss et Mercado Rodriguez, 2015).

Un secteur des accords commerciaux est généralement consacré à l'ouverture des marchés publics périphériques aux entreprises du centre, ce qui remet nettement en question la souveraineté de ces pays *« dans leur décision de fournir des biens publics en utilisant des ressources nationales »* (Tandon, 2015). L'économiste Blanca Rubio, professeure à l'Université nationale du Mexique, a publié un livre très bien documenté sur les liens entre les politiques

agaires des États-Unis et la propagation de la faim dans les pays de la périphérie (Rubio, 2015). J'ai eu le privilège d'en préfacer la deuxième édition. Le verdict est implacable : la corrélation entre les deux phénomènes est étroite.

La subvention de la production agricole par l'État du Nord et la distribution ultérieure des excédents sous forme de dons, puis de programmes alimentaires, a détruit les économies agricoles locales, tout en transformant les modèles de consommation. La politique européenne (PAC) a provoqué les mêmes dégâts en Afrique de l'Ouest. Jean Feyder, ancien responsable de la Coopération luxembourgeoise et ancien ambassadeur auprès des Nations unies à Genève, l'avait bien montré aussi dans un ouvrage publié à Paris (Feyder, 2011). Le dumping agricole a été fatal pour les périphéries du capitalisme.

Yash Tandon en conclut : *« D'après la Banque mondiale, l'Europe et les États-Unis dépensent 380 milliards de dollars par an en subventions agricoles uniquement. Plus de la moitié de ces soutiens européens vont à 1 % des producteurs – les transnationales de l'alimentation ; aux États-Unis, 70 % des subventions sont attribuées à 10 % des producteurs, faisant également partie de l'agrobusiness. Ces subventions ont pour effet d'inonder les marchés mondiaux de marchandises vendues en deçà de leur coût de production, impliquant des baisses de prix et déstabilisant les producteurs des pays pauvres »* (Tandon, 2015).

On peut aussi citer la question des droits de propriété intellectuelle. Au départ d'un concept légitime de « droit d'auteur » né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Convention de Berne, 1886), s'est développé tout un système d'appropriation des connaissances, où le plus fort l'emporte. Cela concerne en particulier des secteurs comme les semences et les produits pharmaceutiques. Dans le premier cas, les semences hybrides produites par des firmes comme Monsanto ou Cargill sont plus résistantes aux parasites et ont de meilleurs rendements. Tandon (2015) cite le cas de la Tanzanie, où les semences CG4141 de Cargill, concurrençaient les produits locaux vendus par la compagnie tanzanienne Tanseed. Son avantage était la productivité, mais le coût était plus élevé et l'utilisation de cette semence exigeait plus d'eau et d'engrais. Les paysans s'endettaient et abandonnèrent progressivement la variété des productions traditionnelles, pour le choix du CG4141, ce qui permettait à la compagnie d'en retirer d'abondantes royalties.

Personnellement, je pus constater un mécanisme semblable en Thaïlande, dans la région des Karens. Les paysans de cette minorité ethnique achetaient des semences de maïs hybrides (à cette époque illégales) à Monsanto et pour cela s'endettaient, auprès de Monsanto. Ils vendaient toute leur production à Monsanto, ne parvenant pas à couvrir les dettes. Comme ils n'avaient plus de terres pour produire leur alimentation, ils devaient se la procurer dans des magasins, de Monsanto. La dépendance était devenue totale et la multinationale n'avait même pas le besoin d'acheter la propriété des terres pour contrôler le processus.

Le brevetage du vivant s'inscrit dans la même logique. C'est surtout à l'avantage des compagnies pharmaceutiques, qui s'approprient des savoirs traditionnels, étudient le métabolisme des populations indigènes et s'arrogent le droit de brevet, signifiant un monopole de la distribution et reproduisant ainsi un mécanisme d'accumulation primitive par expropriation (Harvey, 2004). Les guérisseurs sont d'ailleurs bien sollicités, comme le signale Yash Tandon à propos du Zimbabwe (2015).

Les batailles concernant les médicaments génériques, que les entreprises pharmaceutiques multinationales menèrent en Inde ou en Afrique du Sud, afin de retarder leur commercialisation, montrèrent l'incompatibilité entre la logique du marché et celle de la vie des populations les plus pauvres. Quand la santé est devenue une marchandise, seuls ceux qui en ont les moyens, sont susceptibles d'y accéder. L'argument du coût des recherches/développement (inférieur à celui de la publicité) fut facilement réfuté par les avocats des pays de la périphérie et une victoire partielle en résultat au sein de l'OMC.

C'est précisément cet organisme qui est en charge de veiller à l'application de la règle d'or de la libéralisation du commerce international. Dans l'abstrait, cela paraît une évidence dans le cadre d'une logique *win-win*. Dans les faits, il en est tout autrement, car les inégalités des échanges ont pour effet d'aboutir au contraire (traités entre le requin et les sardines). Les avantages comparatifs, l'ignorance des externalités, perturbent la logique et renforcent les inégalités, aboutissant finalement au ralentissement de la croissance.

Par ailleurs, l'hypertrophie des échanges fait que des marchandises parcourent des milliers de kilomètres entre le producteur et le consommateur, alors que bien souvent elles peuvent être produites ou fabriquées sur place, que 60 % de la production mondiale

parcourt les océans, polluant les mers et consommant des millions de tonnes de matière première. Une telle irrationalité économique du point de vue de la valeur d'usage, ne l'est nullement pour la valeur d'échange. La plus grande rotation du capital est source de profit. La faible espérance de vie des produits et leur remplacement permet une vente accélérée, favorisant l'accumulation. Comme les pouvoirs de décision se situent au centre du système économique capitaliste, les périphéries n'ont guère les moyens d'en bénéficier, sauf sous une forme *compradore*. Une fois de plus une boucle se ferme, fruit de pratiques économiques d'extraction de la plus-value et finalement d'imposition impérialiste.

Depuis la chute du mur de Berlin, un certain contrepoids fut perdu. En effet, comme le dit Yash Tandon (2015), « *L'action de l'OMC, comme celle de toute les agences multilatérales, est orientée en fonction d'un certain rapport de force économique, idéologique et politique... Le poids des preuves et mon expérience tendent à démontrer que l'OMC est devenue le prolongement des politiques commerciales des États-Unis et de l'Union européenne.* » Il existe aussi des moyens de passer au-delà de la logique du système lui-même. Les barrières non douanières à l'entrée des produits de la périphérie en sont un exemple (normes de conditionnement, contraintes hygiéniques, etc.). C'est ce que les pays du Mercosur reprochèrent vivement à Pascal Lamy, lorsque ce dernier vint négocier les accords commerciaux avec l'Union européenne, au Brésil, en 2002.

### **Les sanctions juridiques, les pressions politiques et la guerre**

L'ensemble de ces mécanismes économiques est accompagné d'instances juridiques, dont l'efficacité est impressionnante. Il serait trop long de les parcourir en détails. On peut citer l'ORD (Organe de règlement des différends) au sein de l'OMC, mais elle n'a guère de pouvoir, laissant donc peu d'espoir aux pays lésés du Sud d'obtenir satisfaction ; certaines cours de La Haye, qui ont eu à juger des conflits économiques (l'une d'entre elles a donné raison à Chevron contre le gouvernement équatorien au cours d'un long procès portant sur la contamination d'une région de l'Amazonie, par la compagnie états-unienne) ; des cours nationales comme celle des États-Unis ayant acté en faveur des « fonds vautours » (ayant acheté à vil prix des bons du trésor argentin au creux de la vague

financière et réclamant la valeur nominale au moment du règlement des comptes). Mais concentrons-nous sur un cas précis, celui du CIADI.

Le CIADI ou Centre de conflits concernant les investissements est un organe de la Banque mondiale, qui dispose d'un tribunal d'arbitrage. Ce dernier avait, en 2012, condamné le gouvernement équatorien à payer une amende de 1,77 milliard de dollars (plus les intérêts) à l'entreprise pétrolière américaine Oxy (Occidental Petroleum Corporation), pour rupture arbitraire de contrat, ce pourquoi, cette dernière réclamait 3,37 milliards de dollars. En effet, en 2000, Oxy avait cédé 40 % de ses actions à une entreprise canadienne (AEC devenue Encana), sans prévenir, comme prévu dans le contrat, le ministre de l'Énergie équatorien.

À cette époque, la compagnie produisait environ 100 000 barils par jour. Le gouvernement déclara en 2006 la caducité du contrat et transféra la production à l'entreprise d'État Petroecuador et ensuite à Petroamazonia. Le tribunal du CIADI reconnut que la firme Oxy avait violé la loi équatorienne des hydrocarbures, mais estima que la sanction équatorienne avait été disproportionnée. Début novembre 2015, le comité de direction du CIADI, réduisit l'amende à 1,062 milliard de dollars, arguant que la firme Oxy ne devait recevoir que 60 % de l'amende prévue, puisque 40 % avaient été cédés à la compagnie canadienne.

Le gouvernement équatorien n'a plus de recours possible. S'il ne s'exécute pas, c'est sa crédibilité sur les marchés des capitaux qui est mise en danger. Or, la chute des prix du pétrole et l'absence de réserves monétaires, l'obligent à recourir aux emprunts (Banque mondiale, Goldman Sachs, Chine, Arabie saoudite, Qatar). Par ailleurs, le pays cherche des investissements pour ses nonante-quatre projets miniers, à la hauteur de 37,153 milliards de dollars. Il faut ajouter que le déficit commercial a dépassé en 2015, les 3 milliards de dollars. Des politiques restrictives dans le domaine des dépenses publiques auront inévitablement des effets négatifs sur l'emploi. Des pressions gouvernementales s'exercent sur les fonds de pension.

Le président équatorien, Rafael Correa, déclara sur son compte Twitter, que la décision du CIADI violait la souveraineté de l'État, mais en même temps il affirma qu'il chercherait une solution à l'amiable avec Oxy. En effet, l'État équatorien est incapable de faire un tel débours et proposera donc d'autres moyens d'honorer le

montant de cette amende : une nouvelle concession, le paiement en nature (30 000 barils de pétrole par jour), un étalement des paiements. Mais l'histoire n'est pas finie : la compagnie canadienne réclamera-t-elle les 40 % de l'amende prévue originellement ? La porte est ouverte.

Par ailleurs, selon la CAITISA (Commission pour l'audit intégral citoyen des traités de protection réciproque des investissements et du système international en matière d'investissements), les vingt-quatre demandes d'arbitrage à l'encontre du gouvernement équatorien actuellement en cours, s'élèvent à 14 milliards de dollars (41 % du budget de l'État), sans parler des deux demandes de Chevron (ancien Texaco) s'élevant à 9,606 milliards (*El Telégrafo*, 27 octobre 2015). Le gouvernement a réservé une somme de 118 millions de dollars pour préparer sa défense (*El Telégrafo*, 28 octobre 2015). Quel que soit l'opinion que l'on ait sur les orientations économiques du gouvernement de l'Équateur, l'important est de noter comment un petit pays de la périphérie peut être traité par les instances judiciaires internationales, au service de la logique du capitalisme de monopole.

Cependant, les pressions judiciaires ne sont pas les seules. Il y a aussi les interventions politiques. Yash Tandon explique comment l'aide au développement est un moyen de pression constamment utilisé au cours des négociations commerciales entre l'Afrique et l'Europe (la carotte et le bâton). Il en est de même de la corruption directe ou indirecte de dirigeants politiques par certains milieux d'affaires et par des pouvoirs politiques du centre, qui est souvent venue compléter l'arsenal des moyens mis en œuvre pour parfaire la soumission. C'est toutefois l'aspect systémique de l'ensemble du fonctionnement économique des rapports centre-périphérie, qui doit être souligné. Les manquements à l'éthique sociale et la corruption existeront dans tous les systèmes et ils doivent évidemment être dénoncés, mais ils sont encouragés par des liens structurels créés par la logique de l'accumulation.

C'est donc la logique du capitalisme qui est en jeu et elle débouche inévitablement sur l'exploitation des périphéries et les interventions impérialistes. L'importance des crises et leur diversité permet de croire aujourd'hui qu'une simple régulation, même à un niveau mondial, ne suffira pas à corriger les effets destructeurs et qu'il est impératif de chercher des alternatives, dans tous les domaines, y compris celui de la culture et de mobiliser toutes

les forces matérielles et morales capables de formuler un nouveau paradigme de la vie collective sur la planète et de lutter pour son émergence (Houtart, 2013).

Dans le domaine particulier des sanctions émises par des pays capitalistes centraux vis-à-vis des périphéries récalcitrantes, il faut citer évidemment les embargos. Le plus long, puisqu'il a largement dépassé le demi-siècle, est celui de Cuba. Il est difficile de s'imaginer la somme d'inconvénients que cela a signifié pour le pays, au-delà du plus d'un milliard de dollars que cela lui coûtât. Citons entre autres, l'impossibilité de se procurer des pièces de rechange pour des avions dont une composante au moins venait des États-Unis (le cas des Airbus), l'interdiction de vendre à Cuba pour la même raison des appareils médicaux (Philips), le nonaccès aux satellites de communication, rendant l'utilisation de l'internet très lente et très chère, la prohibition à des bateaux ayant mouillé dans un port cubain d'entrer aux États-Unis pour une période de temps, les amendes astronomiques pour des banques ayant effectué des transactions financières avec l'île (Paribas), la confiscation de prix internationaux ou de versements d'ONG de développement pour avoir été libellés en dollars et transité par une banque américaine (cas de la Belgique), etc. Pour des raisons différentes, l'Iran et la Corée du Nord ont subi des sorts semblables.

Et ceci nous amène à aborder le thème de la guerre comme mécanisme de contrôle des périphéries. Non seulement, la solution des crises économiques de surproduction est passée par la destruction du capital fixe et sa reconstruction. Cela fait partie de la dialectique du système. Mais en plus, l'accumulation primitive s'est aussi réalisée par des guerres nombreuses, depuis les croisades, jusqu'aux conquêtes coloniales, sans parler des conflits actuels destinés au contrôle des sources énergétiques ou de matières premières (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, République démocratique du Congo). Que de désastres humains et de destructions matérielles ! Impossible d'entrer dans les détails.

Le rôle de l'OTAN comme instrument privilégié, aujourd'hui à l'échelle mondiale après avoir été un des piliers de la bipolarité Est-Ouest, doit être souligné. Suite à une longue analyse, Mahdi Darius Nazemroaya, dans un livre préfacé par le père Miguel D'Escoto, ancien président de l'assemblée générale de Nations unies, écrit : « *Le concept stratégique de l'OTAN (2010) qui fut rédigé par un comité présidé par Madeleine Albright (à cette époque secrétaire d'État des*

*États-Unis) et dont le vice-président était Jeroen van der Veer, ex-directeur exécutif de Royal Dutch Shell, affirma la légitimité de toute action qu'entreprendrait les membres de l'Alliance pour s'approprier de sources d'énergie* » (Nazemroaya, 2015).

Cet extrait résume l'essentiel de la fonction militaire pour la reproduction des rapports centre-périphérie. Bien d'autres aspects entrent aussi en jeu, comme réduire l'espace de la Russie dans ses efforts de reconquête d'un rôle à l'échelle mondiale, lutter contre la réaction extrémiste de l'État islamique face aux interventions occidentales, à plus long terme, contenir la Chine comme puissance économique globale. Les États-Unis dépensent en armements presque la moitié de tous les débours mondiaux (dix fois plus que la Russie), alors même que leur puissance économique est en déclin relatif et leur pouvoir politique contesté par des initiatives économiques telles que les BRICS ou le Groupe de Shanghai. Leur fonction est de garantir la reproduction du système économique dominant et notamment son accès privilégié aux ressources naturelles, dont une grande partie se trouve en périphérie.

### **Les mécanismes culturels**

Aucune hégémonie ne se construit sans une action culturelle, explicite ou implicite. Le centre du capitalisme de monopole dispose de plus en plus de moyens technologiques pour la diffusion de ses valeurs. Il le fait, comme une chose normale et évidente. Ainsi, dans le discours, la consommation est au service des êtres humains, rencontrant leurs nécessités et surtout leurs désirs. Les avancées technologiques permettent des innovations constantes. Aucun système, avant le capitalisme, n'a permis au genre humain de produire autant de biens et de services. Marx l'avait d'ailleurs reconnu. Cependant, dans la logique du système, la consommation et les innovations ne sont pas d'abord au service des besoins, en tenant compte des limites environnementales et du bien-être social, mais bien à celui de l'accumulation du capital.

Franz Fanon, dans son ouvrage *Les damnés de la terre* désormais classique, avait souligné la colonisation mentale du rapport avec les métropoles. Et une école de pensée latino-américaine, avec le cubain Raúl Fornet et le péruvien Anibal Quijano, aborde la nécessité de décoloniser les esprits. Certains étudient plus en détails les fonctions de l'éducation, des moyens de communication sociale, des religions. Il y a beaucoup à dire dans ces domaines,



qui font l'objet d'appropriation par la logique du système lui-même. Changer de paradigme est aussi un processus de lutte pour les mouvements sociaux. Les motivations éthiques s'inscrivent au cœur des résistances et peuvent être inspirées par des spiritualités diverses (théologies de la libération) face à la force culturelle de la légitimation du capitalisme de monopole.

### **En conclusion**

---

Nous avons voulu dans ce texte montrer que l'usage d'un certain vocabulaire n'était pas innocent, ni dans le montage d'un système d'oppression au service de l'accumulation du capital, ni dans la lutte pour le combattre. La notion de centre-périphérie permet de dépasser les théories simplistes du complot, sans écarter cependant les responsabilités d'acteurs construisant des mécanismes de dépendance destinés à canaliser les flux économiques dans un rapport inégal. On pourrait objecter que le concept signifie retomber une fois de plus dans une abstraction de type géographique. Mais, en fait, il est beaucoup plus ample et implique de nombreux champs, de l'économie au territoire, de la politique à la culture, de la suprématie militaire au système financier. Il suggère plus un mécanisme généralisé qu'une réalité particulière et pour cela s'inscrit au cœur même du processus d'accumulation, c'est-à-dire comme exprimant un mécanisme de concentration des excédents.

Il ne faudrait pas tomber non plus dans le pessimisme en ne rappelant que la force multiple du système économique capitaliste et de ses prolongements politiques et culturels. Non seulement il est vulnérable, comme la crise de ces dernières années le démontre, mais il provoque des résistances et doit parfois céder. Il y a plus de quatre décennies que Samir Amin utilisa le terme de « déconnexion » pour indiquer le processus à suivre dans les rapports entre centre et périphérie. Et ce processus est en cours : BRICS, Accords pétroliers hors dollars entre Russie et Chine, Groupe de Shanghai, rejet de l'ALCA, peut-être celui de l'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. La rigueur dans l'utilisation des concepts aidera les mouvements et les actions antisystémiques à se manifester et à concrétiser des formes alternatives. Pour guérir le mal, il faut d'abord bien le définir.

### Bibliographie

- CETRI (2007), *Évasion fiscale et pauvreté, Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse.
- CETRI (2009), *Déforestation: causes, acteurs et enjeux, Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse.
- CETRI (2011), *Agrocarburants: impacts au Sud, Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse.
- CETRI (2012), *Emprise et empreinte de l'agrobusiness, Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse.
- CETRI (2013), *Économie verte: marchandiser la planète pour la sauver?, Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse.
- Feyder J. (2011), *La faim tue*, Paris, L'Harmattan.
- Harvey D. (2004), « El nuevo imperialismo: acumulación por desposesión », in Leo P. et Colin Leys (dir.), *El nuevo desafío imperial*, Buenos Aires, Merlin Press/CLACSO.
- Houtart F. (2009), *L'agroénergie*, Bruxelles, Couleur Livres.
- Houtart F. et Yumba R.M. (2012), « El brócolis amargo », *Ciencias Sociales*, n° 35, Université centrale de l'Équateur.
- Houtart F. (2013), *Le Bien commun de l'Humanité*, Bruxelles, Couleur Livres.
- Houtart F. (2015a), « Changement climatique et Amazonie », [www.cetri.be](http://www.cetri.be).
- Houtart F. (2015b), « ¿Quien es la compañía minera brasileña Vale do Rio Doce? », *El Telégrafo* et Observatorio de Conflictos Mineros en América Latina, 7 décembre.
- Keenan R.J. et al. (2015), « Dynamics of Global Forests Area, Results from FAO Global Forest Resources Assessment », *Forest Ecology and Management*, n° 352.
- Nazemroaya M.D. (2015), OTAN, *La Globalización del Terror*, PAVSA, Managua.
- Núñez O. (2015), *El Metabolismo del Mercado – Regulación – Socialización – Desmercantilización*, Anama, Managua.
- Paz y Miño J. (2015), « Piketty y América Latina », *El Telégrafo* (Quito), 9 décembre.
- Pelland-Marcotte P. L. (2010), « Bandung, moment décisif de la décolonisation », *Regard critique*, vol. 5, n° 2, Université Laval.
- Rubio B. (2015), *El dominio del hambre – Crisis de hegemonía y alimentación*, México, UNAM.
- Salto N. (2016), « Las culturas en tiempos de transición », in Houtart F. et al. (dir.), *Los cambios culturales – Ingeniería y pedagogía cultural*, Quito, Bogotá, à paraître.
- TNI (2012), *What is Landgrabbing?*, Amsterdam, Transnational Institute Agrarian Programme.
- Tandon Y. (2015), *Le commerce c'est la guerre*, CETIM, Genève.
- Tauss A. et Mercado Rodriguez D.J. (2015), « Sobre el Acuerdo estratégico transpacífico de Asociación económica y la posible membresía de Colombia », *Revista Izquierda*, n° 57, septembre.
- Zucman G. (2013), *La richesse cachée des nations – Enquête sur les paradis fiscaux*, Paris, Le Seuil.

# Index

- Afghanistan 175  
 Afrique 9, 13, 14, 21, 27, 28, 56, 59, 60, 61, 62, 81, 88, 90, 101, 102, 109, 111, 114, 118, 123, 129, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 158, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174  
 Afrique de l'Ouest 150, 170  
 Afrique du Nord 150  
 Afrique du Sud 27, 56, 59, 60, 62, 81, 88, 114, 137, 149, 150, 171  
 Allemagne 27, 42, 46, 90, 119, 130, 133  
 Amérique du Nord 90, 160, 169  
 Amérique latine 12, 13, 14, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 37, 39, 40, 45, 46, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 61, 72, 73, 74, 85, 118, 129, 134, 149, 158, 159, 160, 166, 167, 168, 169  
 Antigua-et-Barbuda 149  
 Arabie saoudite 132, 173  
 Argentine 32, 33, 34, 35, 36, 38, 46, 48, 49, 53, 54, 166  
 Asie 8, 13, 14, 46, 61, 78, 86, 88, 89, 117, 123, 129, 144, 151, 158, 160, 168  
 Asie-Pacifique 8, 91  
 Bahamas 79  
 Bangladesh 13  
 Belgique 160, 165, 175  
 Bolivie 32, 33, 34, 38, 39, 48, 53, 54, 74, 111, 149  
 Brésil 10, 11, 27, 32, 33, 34, 35, 36, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 54, 56, 59, 60, 62, 78, 81, 88, 135, 137, 138, 140, 149, 160, 161, 164, 165, 166, 172  
 Bulgarie 41  
 Burkina Faso 9  
 Canada 11, 41, 161  
 Caraïbes 37, 54, 149, 169  
 Chili 12, 13, 33, 34, 37, 47, 48, 49, 50  
 Chine 10, 11, 12, 25, 26, 27, 28, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 45, 46, 50, 56, 59, 60, 61, 62, 64, 69, 70, 76, 77, 78, 79, 80, 88, 89, 90, 93, 117, 119, 121, 122, 123, 129, 132, 134, 137, 138, 144, 149, 158, 159, 161, 165, 166, 173, 176, 177  
 Colombie 33, 34, 35, 37, 47, 48, 163  
 Corée du Nord 119, 175  
 Corée du Sud 26, 103, 166, 175  
 Costa Rica 34, 47, 164  
 Cuba 45, 46, 47, 50, 103, 119, 149, 175  
 Égypte 144, 150  
 Équateur 32, 33, 34, 35, 36, 48, 53, 54, 74, 149, 162, 163, 166, 174  
 Espagne 11, 42, 48, 51, 52  
 États-Unis 8, 11, 12, 13, 26, 27, 28, 34, 37, 39, 41, 46, 49, 54, 56, 74, 76, 80, 81, 90, 103, 113, 117, 123, 127, 130, 132, 133, 134, 142, 149, 160, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 170, 172, 175, 176, 177  
 Éthiopie 144, 150, 166  
 Europe 7, 10, 41, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 62, 80, 90, 103, 117, 123, 127, 129, 131, 133, 134, 139, 160, 164, 165, 168, 170, 174  
 Europe de l'Est 129, 160  
 France 7, 8, 11, 27, 41, 49, 51, 90, 122, 123, 128, 130, 160  
 Gabon 11  
 Ghana 142, 143, 144  
 Grande-Bretagne 11, 41, 119, 130, 142  
 Grèce 48, 51, 52, 80  
 Guatemala 34, 48  
 Guinée Bissau 164  
 Guyane 54  
 Honduras 34  
 Îles Caïman 79  
 Inde 10, 27, 56, 59, 60, 62, 78, 81, 88, 89, 90, 93, 119, 135, 137, 138, 144, 145, 146, 149, 150, 165, 166, 171  
 Indonésie 8, 26, 59, 60, 62, 69, 81, 144, 165  
 Irak 27, 132, 175  
 Iran 175  
 Israël 145  
 Italie 11, 27  
 Japon 26, 27, 34, 46, 90, 117, 123, 127, 130, 133, 160, 161, 165, 169  
 Kenya 142  
 Liberia 144  
 Libye 144, 175  
 Luxembourg 160  
 Madagascar 166  
 Malaisie 15, 89, 93  
 Mexique 33, 34, 36, 37, 46, 53, 73, 164  
 Moyen-Orient 144  
 Mozambique 164  
 Nicaragua 33, 34, 47, 149, 162, 164  
 Nigeria 137, 150  
 Pakistan 165  
 Panama 33, 34  
 Paraguay 34  
 Pérou 33, 34, 35, 37  
 Qatar 173  
 République démocratique du Congo 102, 175  
 République dominicaine 149

Roumanie 41  
Royaume-Uni 27, 90  
Russie 27, 37, 45, 46, 56, 60, 78, 80, 118,  
119, 120, 121, 122, 132, 133, 134, 137,  
149, 150, 159, 167, 176, 177  
Saint-Vincent-et-les-Grenadines 149  
Salvador 34, 47, 48  
Singapour 9, 15  
Surinam 54  
Syrie 132, 167, 175  
Taiwan 26  
Tanzanie 104, 107, 108, 109, 113, 143,  
147, 166, 170  
Thaïlande 13, 89, 93, 171  
Trinité et Tobago 160  
Turquie 59, 60, 62, 69, 88  
Ukraine 132, 134, 167  
Union européenne 13, 34, 39, 51, 52, 130,  
131, 134, 164, 169, 172, 177  
Union soviétique 47, 49, 129, 133, 134,  
158  
Uruguay 34, 47, 48, 49, 53, 54  
Venezuela 32, 34, 35, 47, 48, 50, 53, 54,  
59, 60, 62, 72, 73, 74, 75, 76, 149  
Vietnam 45, 46, 50, 88, 89, 103, 114,  
119, 165  
Yougoslavie 146  
Zimbabwe 171

## Alternatives Sud

### Numéros parus aux éditions Syllepse

- Vol. XI (2004) 1 : Genèse et enjeux des migrations internationales  
 Vol. XI (2004) 2 : Les obstacles à la santé pour tous  
 Vol. XI (2004) 3 : Interventions humanitaires ?  
 Vol. XII (2005) 1 : Palestine : mémoire et perspectives  
 Vol. XII (2005) 2 : Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine  
 Vol. XII (2005) 3 : Prostitution : la mondialisation incarnée  
 Vol. XII (2005) 4 : Le miracle chinois vu de l'intérieur  
 Vol. XIII (2006) 1 : Objectifs du millénaire pour le développement  
 Vol. XIII (2006) 2 : Changements climatiques : impasses et perspectives  
 Vol. XIII (2006) 3 : Expansion du tourisme : gagnants et perdants  
 Vol. XIII (2006) 4 : État des résistances dans le Sud, 2007  
 Vol. XIV (2007) 1 : Évasion fiscale et pauvreté  
 Vol. XIV (2007) 2 : Explosion urbaine et mondialisation  
 Vol. XIV (2007) 3 : Coalitions d'États du Sud  
 Vol. XIV (2007) 4 : État des résistances dans le Sud, 2008  
 Vol. XV (2008) 1 : Territoires, mondialisation et développement  
 Vol. XV (2008) 2 : L'aide européenne  
 Vol. XV (2008) 3 : Déforestation  
 Vol. XV (2008) 4 : État des résistances dans le Sud, 2009  
 Vol. XVI (2009) 1 : Contre le travail des enfants ?  
 Vol. XVI (2009) 2 : Retour de l'État. Pour quelles politiques sociales ?  
 Vol. XVI (2009) 3 : La Bolivie d'Evo  
 Vol. XVI (2009) 4 : État des résistances dans le Sud. Monde arabe  
 Vol. XVII (2010) 1 : Le Brésil de Lula. Un bilan contrasté  
 Vol. XVII (2010) 2 : Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire  
 Vol. XVII (2010) 3 : Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes  
 Vol. XVII (2010) 4 : État des résistances dans le Sud. Afrique  
 Vol. XVIII (2011) 1 : Agrocarburants : impacts au Sud ?  
 Vol. XVIII (2011) 2 : La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ?  
 Vol. XVIII (2011) 3 : L'Inde : une modernité controversée  
 Vol. XVIII (2011) 4 : État des résistances en Amérique latine  
 Vol. XIX (2012) 1 : (Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence  
 Vol. XIX (2012) 2 : Le « printemps arabe » : un premier bilan  
 Vol. XIX (2012) 3 : Emprise et empreinte de l'agrobusiness  
 Vol. XIX (2012) 4 : État des résistances en Asie  
 Vol. XX (2013) 1 : Économie verte. Marchandiser la planète pour la sauver ?  
 Vol. XX (2013) 2 : Industries minières : extraire à tout prix ?  
 Vol. XX (2013) 3 : Narcotrafic. La « guerre aux drogues en question »  
 Vol. XX (2013) 4 : État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans  
 Vol. XXI (2014) 1 : Protection sociale au Sud  
 Vol. XXI (2014) 2 : Zapatisme : la rébellion qui dure  
 Vol. XXI (2014) 3 : Agroécologie : Enjeux et perspectives  
 Vol. XXI (2014) 4 : Luites syndicales : État des résistances dans le Sud  
 Vol. XXII (2015) 1 : Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?  
 Vol. XXII (2015) 2 : L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?  
 Vol. XXII (2015) 3 : L'aggravation des inégalités  
 Vol. XXII (2015) 4 : État des résistances dans le Sud : Mouvements de femmes  
 Vol. XXIII (2016) 1 : Sport et mondialisation





